



**LES RENCONTRES
ÉCONOMIQUES**
AIX-EN-PROVENCE

RELIER LES MONDES

VERS UNE RÉCONCILIATION

LE PROGRAMME

Mise à jour / Last update : 07.06.2024

BIENVENUE AUX 24^e RENCONTRES

Il est bel et bien temps de vouloir relier les mondes ! Les sociétés se fracturent. Les peuples se battent dans de nombreux pays du monde. Des enfants dorment dans les rues des capitales. Des jeunes sautent un repas par jour pour équilibrer leurs budgets en France. Seuls 9% des 18-30 ans estiment que l'école a été utile à leur construction.

Le Cercle des économistes a décidé de faire débattre tout ce que la France, l'Europe et une partie du monde comptent comme grands esprits, autour d'un thème humaniste, et de tenter de « Relier les mondes, vers une réconciliation ».

Plus que jamais, il nous faut débattre de l'importance capitale de la connaissance, de la solidarité, du progrès, de la coopération et surtout de défendre ensemble des valeurs indiscutables et une vision de long terme.

Parce que la **connaissance**, l'éducation, la formation, l'information, la culture, permettent la liberté, le choix, le débat, le mouvement. Parce que la **solidarité**, qu'elle soit sociale ou sociétale, qu'elle passe par le sport, par l'aide de l'Etat, par la garantie d'un contrat social juste et équitable, par le logement ou le travail, porte en elle ce que l'humain a probablement de meilleur. Parce que le **progrès**, qui depuis la nuit des temps entraîne l'évolution des conditions de vie sur Terre, doit servir l'envie de créer, d'inventer, de perfectionner, d'améliorer sans menace et sans peur. Parce que la **coopération** favorise les synergies de compétences et la résilience face aux chocs et la mutualisation des forces qui permettent de stabiliser les déséquilibres et de s'opposer efficacement aux tentatives de chaos. Parce qu'une **vision commune** est nécessaire pour penser les fondations de l'avenir, elle est le préalable à l'écriture d'un récit commun grâce auquel nous éviterons les écueils démocratiques, politiques et technologiques pour dessiner un avenir enviable et rassurant.

Pour toutes ces raisons, et à défaut de régler tous les problèmes du monde, nous essayons de contribuer avec audace **à redonner une place centrale au véritable débat**, sans lequel aucun espoir de solution n'est envisageable.

UN PROGRAMME EN QUATRE TEMPS

CE QUI FRACTURE LES MONDES

Cinq interrogations clés pour comprendre notre monde

VENDREDI MATIN

LES MURS À DÉTRUIRE

Quinze domaines source de fractures actuelles

VENDREDI APRÈS-MIDI

LES PONTS À CONSTRUIRE

Trente trois réflexions porteuses d'espoirs

SAMEDI

LES RÉCONCILIATIONS À PENSER

Dix-sept sujets d'apaisements possibles

DIMANCHE

CINQ PILLIERS POUR RELIER LES MONDES

Les Connaissances

L'Innovation

La Coopération

Les Solidarités

Vision Commune

DEUX FORMATS D'ÉCHANGE

LES SESSIONS ET PLÉNIÈRES

Un format d'environ une heure qui permet à six ou sept intervenants d'échanger autour du cadrage économique d'une thématique.

LES CONTROVERSES

Un format court et dynamique de trente minutes qui permet à deux personnalités de confronter leurs visions. Il s'agira de tester des choix de société, de questionner leur réalisme et leur validité.

WELCOME TO THE 24th RENCONTRES

It's high time we tried to connect the worlds! Societies are fracturing. People are fighting in many countries around the world. Children are sleeping in the streets of capital cities. Young people in France skip a meal a day to balance their budgets. Only 9% of 18-30 year olds feel that school has been useful in building them up.

The Cercle des économistes has decided to bring together all the great minds that France, Europe and part of the world have to offer, to debate a humanist theme, in an attempt to "Connect the worlds, towards reconciliation".

More than ever, we need to discuss the vital importance of knowledge, solidarity, progress and cooperation, and above all to defend indisputable values and a long-term vision.

Because **knowledge**, education, training, information and culture enable freedom, choice, debate and movement. Because **solidarity**, whether social or societal, whether through sport, state aid, the guarantee of a fair and equitable social contract, housing or work, brings out the best in human beings. Because **progress**, which since the dawn of time has driven the evolution of living conditions on Earth, must serve the desire to create, invent, perfect and improve without threat or fear. Because **cooperation** fosters the synergy of skills and resilience in the face of shocks, and the pooling of forces to stabilize imbalances and effectively counter attempts at chaos. Because a **shared vision** is needed to lay the foundations for the future, it is the prerequisite for writing a common narrative that will enable us to avoid the democratic, political and technological pitfalls and design an enviable and reassuring future.

For all these reasons, and short of solving all the world's problems, we are boldly trying to help **restore a central place to genuine debate**, without which there can be no hope of a solution.

A FOUR-STEP PROGRAMME

WHAT DIVIDES WORLDS ?

Five key questions for understanding our world

FRIDAY MORNING

WALLS TO BE DEMOLISHED

Fifteen areas of current fracture

FRIDAY AFTERNOON

BRIDGES TO BUILD

Thirty-three hopeful reflections

SATURDAY

RECONCILIATIONS TO THINK ABOUT

Seventeen possible subjects for appeasement

SUNDAY

FIVE TOOLS TO LINK WORLDS

Knowledge

Innovation

Cooperation

Solidarities

Common Vision

TWO DISCUSSION FORMATS

THE SESSIONS AND PLENARIES

This format lasts about an hour and allows six or seven speakers to discuss the economic framework of a theme.

THE CONTROVERSIES

A thirty-minute format that allows two personalities to confront their visions. The aim is to test choices, to question their realism and their validity.

5→7 JUIL. 2024

RELIER LES MONDES

VERS UNE RÉCONCILIATION

SAMEDI 6 JUILLET LES PONTS À CONSTRUIRE

DIMANCHE 7 JUILLET LES RÉCONCILIATIONS À PENSER

VENDREDI 5 JUILLET CE QUI FRACTURE LES MONDES

10h30					
OUVERTURE L'économie face aux ruptures					
11h45	S 1 Qui veut la paix prépare la guerre ?	S 2 Le défi de la raréfaction des ressources	S 3 Préserver la démocratie au prix de nos libertés ?	S 4 Changement climatique, tous aux abris	S 5 Démographie mondiale, le choc des civilisations
12h45					
14h30	INAUGURALE Pourquoi relier les mondes ?				
15h45	LES MURS À DÉTRUIRE				
15h45	S 6 Homme et nature : quel modus vivendi ?	S 7 Jeunes : Nos futurs ou No future ?	S 8 Pauvreté, transformer le coût de l'inaction	S 9 Une gouvernance économique mondiale est-elle encore possible ?	S 10 Rebâtir le système alimentaire
16h45	C 1 Passer de la surconsommation à la décroissance ?	C 2 Le renoncement aux soins est-il une fatalité ?	C 3 Lutter contre les bulles informationnelles, un impératif ?	C 4 L'éducation en France, est-il possible d'enrayer le déclin ?	C 5 Entreprises à mission, entreprises à démission ?
17h15	S 11 Le coût d'une société dominée par les hommes	S 12 Les enjeux de la destruction créatrice à l'ère de l'IA	S 13 Dettes, soutenabilité ou développement, quelle priorité ?	S 14 Médias, conflit entre liberté et rentabilité	S 15 A qui profite l'épargne ?
18h15	P 1 Du Nord au Sud, un monde en quête d'équilibre		P 2 Une Europe à 28, 30, 40 : le plus est-il l'ennemi du bien ?		
19h10	KEYNOTE				
19h45					

8h30	KEYNOTE				
8h50	P 3 Fin des énergies fossiles, nouvelles technologies, gérer le monde d'après		P 4 L'entreprise au chevet de l'ascenseur social		
9h50	S 16 Le commerce mondial a-t-il toujours un rôle pacificateur ?	S 17 Afrique connectée, un continent transformé par la révolution numérique	S 18 Comment financer les transitions ?	S 19 Comment atteindre le plein emploi ?	S 20 Vers un nouveau partage de la valeur ?
10h50	C 6 L'État doit-il se réinventer ?	C 7 Obsolescence programmée du contrat social ?	C 8 Bâtir des ponts entre ville et campagne ?	C 9 Agriculteurs, héros méconnus de nos sociétés ?	C 10 Le privé peut-il seul financer l'innovation sociale ?
11h20	P 5 Un autre modèle de croissance est possible		P 6 Planification écologique, mirage économique ?		
12h30					
14h25	KEYNOTE				
14h45	P 7 Raviver le débat économique		P 8 Protectionnisme et souveraineté industrielle		
15h45	S 21 Entreprises, passer de l'individualisme à l'intérêt général	S 22 Se désendetter quoi qu'il en coûte ?	S 23 Sous les pavés, l'Enfer! Comment vivre sous 50°?	S 24 Innovation financière, la désintermédiation numérique en action	S 25 De Buenos Aires à Bogotá, un continent en ébullition économique
16h45	C 11 Réconcilier les salariés et la raison d'être ?	C 12 France-Allemagne, je t'aime... moi non plus	C 13 Peut-on mieux piloter les ressources de santé ?	C 14 Progrès technologique : Épanouissement ou asservissement ?	C 15 Génération Z au travail, qui s'adapte ?
17h15	S 26 Mondialisation, petit commerce entre amis	S 27 Privatiser la recherche pour mutualiser l'innovation ?	S 28 Santé publique, prévenir plutôt que guérir	S 29 L'Indo-pacifique artisan de l'équilibre mondial ?	S 30 Taux directeur, choisir entre croissance et inflation
18h15	P 9 Redéfinir le contrat social, l'entreprise moderne et ses responsabilités		P 10 IA, États, inverser le rapport de force		
19h10	SESSION SPÉCIALE Comment relier les mondes ?				
19h45					

8h00	Petit Déjeuner				
8h30	KEYNOTE				
9h15	P 11 Sport, relais d'intégration et d'excellence		P 12 Cultiver la solidarité intergénérationnelle		
10h15	S 31 D'une société de défiance à une société de confiance	S 32 Vers une réconciliation des choix énergétiques	S 33 De Netflix à TikTok, les bouleversements de l'audiovisuel	S 34 Réhumaniser la finance	S 35 Biodiversité, relier les mondes du vivant
11h15	C 16 Réconcilier politiques et économistes	C 17 La mode, créatrice de liens ?	C 18 Sobriété, entre espoirs et réalité	C 19 IA, réconcilier les mondes virtuels et réels	C 20 Les économistes peuvent-ils mesurer le bonheur ?
11h45	S 36 Des standards européens, une inspiration pour le monde	S 37 Sport et J.O. face aux enjeux de réconciliation	S 38 Réenchanter les industries grâce à l'IA	S 39 Rapprocher les cultures par-delà les frontières	S 40 Dépasser les communautarismes
12h45	FINALE Ecrire un récit commun				
14h00	CLÔTURE				
14h15					

CONNAISSANCES

INNOVATION

COOPÉRATION

SOLIDARITÉS

VISION COMMUNE

LES FORMATS

S : Session C : Controverse

P : Semi-plénière

5→7 JULY 2024

BRIDGING OUR WORLDS

TOWARDS A RECONCILIATION

FRIDAY 5 JULY WHAT DIVIDES WORLDS ?

<p>OPENING Economy facing disruption</p>				
<p>S 1 Who wants peace prepares for war?</p>	<p>S 2 The challenge of resources scarcity</p>	<p>S3 Does preserving democracy come at the cost of our freedom?</p>	<p>S4 Climate change, take shelter!</p>	<p>S5 World demography, the clash of civilization?</p>
<p>INAUGURAL Why bridge our worlds?</p>				
<p>WALLS TO BE DEMOLISHED</p>				
<p>S6 Man and nature : what modus vivendi?</p>	<p>S7 Youth : Our futures or No future?</p>	<p>S8 Poverty, transforming the cost of inaction</p>	<p>S9 Is a worldwide economic governance still possible</p>	<p>S10 Rebuilding the food system</p>
<p>C1 Shifting from over-consumption to deconsumption?</p>	<p>C2 Is forgoing healthcare a fatality?</p>	<p>C3 Bursting information bubbles, a necessity ?</p>	<p>C4 Is it possible to halt the decline of education in France?</p>	<p>C5 Mission corporation or resignation corporation?</p>
<p>S11 The cost of a male-dominated society</p>	<p>S12 The stakes of creative destruction in the era of AI</p>	<p>S13 Debt, sustainability or development - what's the priority?</p>	<p>S14 Media, a conflict between freedom and profitability?</p>	<p>S15 Who benefits from savings?</p>
<p>P1 From North to South, a world in search of balance</p>		<p>P2 A 28, 30, 40-member Europe : is more the enemy of good?</p>		
<p>KEYNOTE</p>				

SATURDAY 6 JULY BRIDGES TO BUILD

<p>KEYNOTE</p>				
<p>P3 The end of fossil fuels, new technologies, managing the world of tomorrow</p>		<p>P4 Corporations at the bedside of the social ladder</p>		
<p>S16 Is world trade still a peacemaker?</p>	<p>S17 Connected Africa, a continent transformed by the digital revolution</p>	<p>S18 How can transitions be financed?</p>	<p>S19 Can we reach full employment?</p>	<p>S20 Towards a new way of sharing value?</p>
<p>C6 Does the State need to reinvent itself?</p>	<p>C7 Programmed obsolescence of the social contract?</p>	<p>C8 Building bridges between cities and the country side</p>	<p>C9 Farmers, our society's unsung heroes?</p>	<p>C10 Can the private sector alone finance social innovation?</p>
<p>P5 Another growth model is possible</p>		<p>P6 Environmental planning, an economic mirage?</p>		
<p>KEYNOTE</p>				
<p>P7 Reviving the economic debate</p>		<p>P8 Protectionism and industrial sovereignty</p>		
<p>S21 Companies, from individualism to general interest</p>	<p>S22 Reducing debt, whatever it takes?</p>	<p>S23 Hell, under the paving stones ! How to live under 50°C?</p>	<p>S24 Financial innovation, digital disintermediation at play</p>	<p>S25 From Buenos Aires to Bogotá, a continent that is economically boiling</p>
<p>C11 Reconciling employees and company purpose ?</p>	<p>C12 France-Germany, je t'aime... moi non plus</p>	<p>C13 Can we better manage healthcare resources?</p>	<p>C14 Technological progress: Empowerment or enslavement?</p>	<p>C15 Generation Z at work, whom adapts to whom?</p>
<p>S26 Globalization, petty trade between friends</p>	<p>S27 Privatizing research to mutualize innovation?</p>	<p>S28 Public health, prevention rather than cure</p>	<p>S29 The Indo-Pacific : the artisan of global balance?</p>	<p>S30 Key interest rates, choosing between growth and inflation</p>
<p>P9 Redefining the social contract, the modern corporation and its responsibilities</p>		<p>P10 AI, States, reversing the balance of power</p>		
<p>SESSION SPECIAL How bridge our worlds?</p>				

SUNDAY 7 JULY RECONCILIATIONS TO THINK ABOUT

<p>Breakfast</p>				
<p>KEYNOTE</p>				
<p>P11 Sport, the batons of integration and excellence</p>		<p>P12 Cultivating intergenerational solidarity</p>		
<p>S31 From a society of distrust to a society of trust</p>	<p>S32 Towards a reconciliation of energy choices</p>	<p>S33 From Netflix to TikTok, the upheavals of the audiovisual industry</p>	<p>S34 Rehumanizing finance</p>	<p>S35 Biodiversity, linking the worlds of life</p>
<p>C16 Reconciling politicians and economists</p>	<p>C17 Does fashion create links?</p>	<p>C18 Sobriety, between hopes and reality</p>	<p>C19 AI, reconciling virtual and real worlds</p>	<p>C20 Can economists measure happiness ?</p>
<p>S36 European standards, an inspiration for the world</p>	<p>S37 Sport and O.G. and the challenges of reconciliation</p>	<p>S38 Reenchanting industries with AI</p>	<p>S39 Bridging cultures across borders</p>	<p>S40 Going beyond communitarianism</p>
<p>FINAL PLENARY Writing a shared story</p>				
<p>CLOSING</p>				

KNOWLEDGE

INNOVATION

COOPERATION

SOLIDARITIES

COMMON VISION

THE FORMATS

S : Session C : Controversy

P : Semi-plenary

VENDREDI 5 JUILLET | FRIDAY JULY 5TH

CE QUI FRACTURE LES MONDES

WHAT DIVIDES WORLDS ?

L'ÉCONOMIE FACE AUX RUPTURES

OUVERTURE | AMPHI 1

Mot d'accueil de **Jean-Hervé LORENZI** (Président des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence), **Sophie JOISSAINS** (Maire d'Aix-en-Provence), **Renaud MUSELIER** (Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur) et **Éric BERTON** (Président d'Aix-Marseille Université).

Les années 2020-2023 furent à bien des égards des années de chocs et de crises inédits pour l'économie mondiale : cela ne signifie pas que cette période a succédé à des années ou des décennies d'accalmie sur le plan économique. Néanmoins, force est de constater que ces crises ont changé de nature, ce qui autorise bien à employer le terme de « ruptures » économiques.

La crise de 2008-2009 fut la plus grave crise financière et économique mondiale depuis 1929 ; la crise de la dette souveraine en zone euro qui a culminé en 2011 fut d'une ampleur systémique considérable. Toutefois, dans les deux cas, les déclencheurs financiers de la crise furent relativement « classiques ».

Ce sont au contraire de véritables ruptures qu'a connu l'économie mondiale ces dernières années : rupture depuis 2016 avec le libre-échange roi, rupture des chaînes d'approvisionnement post Covid, rupture vis-à-vis d'un paradigme de relative « paix économique » depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, rupture vis-à-vis d'un monde qui ne connaissait plus l'inflation à de tels niveaux. L'économie mondiale est-elle entrée dans un nouveau paradigme ? Comment peut-elle surmonter ces ruptures ?

INTERVENANTS

Pierre DOCKÈS, Le Cercle des économistes

Liqun JIN, Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB)

Miapetra KUMPULA-NATRI, Parlement européen

Enrico LETTA, Institut Jacques Delors

Kako NUBUKPO, Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)

COORDINATION

Philippe AGHION, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Hedwige CHEVRILLON, BFM Business

ECONOMY FACING DISRUPTION

OPENING | AMPHI 1

Welcome from **Jean-Hervé LORENZI** (President of the Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence), **Sophie JOISSAINS** (Mayor of Aix-en-Provence), **Renaud MUSELIER** (President of the Provence-Alpes-Côte d'Azur Region) and **Éric BERTON** (President of Aix-Marseille Université).

In many ways, the years 2020-2023 were years of unprecedented shocks and crises for the global economy: this is not to say that this period followed years or decades of economic calm. Nevertheless, the nature of these crises has changed, which justifies the use of the term "economic ruptures".

The 2008-2009 crisis was the most serious global financial and economic crisis since 1929; the eurozone sovereign debt crisis that culminated in 2011 was of considerable systemic proportions. However, in both cases, the financial triggers of the crisis were relatively "classic".

On the contrary, the global economy has experienced real ruptures in recent years: a break since 2016 with free trade as king, a break with post-Covid supply chains, a break with a paradigm of relative "economic peace" since Russia's invasion of Ukraine, a break with a world that no longer experienced inflation at such levels. Has the global economy entered a new paradigm? How can it overcome these ruptures?

SPEAKERS

Pierre DOCKÈS, Le Cercle des économistes

Liqun JIN, Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB)

Miapetra KUMPULA-NATRI, European Parliament

Enrico LETTA, Institut Jacques Delors

Kako NUBUKPO, Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)

COORDINATION

Philippe AGHION, Le Cercle des économistes

MODERATION

Hedwige CHEVRILLON, BFM Business

QUI VEUT LA PAIX PRÉPARE LA GUERRE ?

SESSION 1 | AMPHI 1

Depuis 2022 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le monde a basculé dans une nouvelle ère. Les alliances autour des deux belligérants, la guerre entre Israël et le Hamas et les menaces d'une extension du conflit au Moyen-Orient, ainsi que les prédatations de la Chine sur Taiwan accentuent les perspectives de conflits mondiaux auxquels les pays doivent se préparer.

Ainsi, si les États-Unis et la Russie allouaient déjà en temps de paix entre 3,5 et 4% de leur PIB à leur budget défense, les puissances moins armées se retrouvent contraintes de changer de politique. C'est le cas de la France, puissance militaire dont les arsenaux sont dégarnis, et de l'Allemagne qui rompt pour la première fois avec son pacifisme en s'engageant à atteindre le critère de l'OTAN des 2% du PIB alloués à la défense. Or, en temps de marge de manœuvre budgétaire fortement réduite, comment les pays peuvent-ils étendre leurs capacités militaires et aux dépens de quels autres postes ? Quel est le coût social et l'opportunité économique du réarmement ? Jusqu'où la défense doit-elle être portée au premier rang des préoccupations ?

INTERVENANTS

Grégoire DE SAINT-QUENTIN, Preligens
David EDGERTON, Professeur, King's College London
Tatiana KASTOUEVA-JEAN, IFRI (Institut français des relations internationales)
Stefan LÖFVEN, SIPRI
Tilman RUFF, Prix Nobel de la Paix 2017

COORDINATION

Patrick ARTUS, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Darius ROCHEBIN, LCI

LE DÉFI DE LA RARÉFACTION DES RESSOURCES

SESSION 2 | AMPHI 2

Alors que notre monde pourrait basculer dans une économie de la rareté, les ressources sont plus que jamais des enjeux économiques et géopolitiques.

Énergies fossiles, métaux rares, ressources naturelles, les matières premières de la production agricole et manufacturière ont toujours été au cœur de la puissance économique et géopolitique. La forte concentration de l'offre à l'échelle mondiale en fait des outils de coercition de choix, comme l'illustre l'instrumentalisation du gaz dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine. La réorientation de la demande vers les énergies renouvelables crée déjà de nouveaux goulots d'étranglement, comme sur le cobalt ou le lithium, tristement surnommés « minerais de sang ». Enfin, la surexploitation des ressources reste un enjeu majeur, en témoignent la détérioration rapide de la biodiversité ou l'assèchement des sources d'eau.

Ces raréfactions questionnent nos modes de consommation, et appellent à des réponses technologiques dédiées. Au-delà des problèmes d'allocation de marché, elles sont devenues un fait majeur d'intérêts géopolitiques. Comment les pions avancent-ils donc ?

INTERVENANTS

François CLÉMENT-GRANDCOURT, BIC
Taavi MADIBERK, Skeleton Technologies
Tiza MAFIRA, Climate Policy Initiative
Pierre PAULIAC, SUEZ

COORDINATION

Isabelle MÉJEAN, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Emmanuel DUTEIL, L'Usine Nouvelle

PRÉSERVER LA DÉMOCRATIE AU PRIX DE NOS LIBERTÉS ?

SESSION 3 | AMPHI 3

La démocratie semble prise d'assaut. Si les images du Capitole du 6 janvier 2021 restent incrustées dans les esprits, elles illustrent presque trop bien un sentiment général de reflux des démocraties. C'est ce qu'a pointé le rapport de 2022 de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale qui indique, constat bien sombre, que la moitié des démocraties dans le monde sont en déclin.

Les États-Unis, démocratie vibrante au XXème siècle, sont l'une des démocraties dont le déclin est le plus marqué, d'après le rapport. Deux causes peuvent être invoquées et étendues aux autres démocraties « malades ». Tout d'abord, le virage sécuritaire qu'a pris le pays dès 2001 est venu rogner les libertés. À ce titre, la posture sécuritaire actuelle plus musclée de la France sur le plan intérieur est perçue comme un recul des libertés. Un certain autoritarisme étatique en réponse au Covid est aussi cité. La seconde raison, c'est la montée du populisme, qui prospère sur la multiplication des crises. Enfin, les cyberguerres que mènent des États contre les démocraties contribuent aussi à les ébrécher par la surveillance informatique accrue qu'elles appellent. Quelles sont donc les conséquences de la remise en question du modèle démocratique ? Comment préserver la démocratie ? Quels rôles ont à jouer la société civile et les organisations internationales ?

INTERVENANTS

Mélissa BELL, CNN
Fabien GAY, Sénateur
Tiza MAFIRA, Climate Policy Initiative
Asma MHALLA, EHESS/CNRS
Mike O'SULLIVAN, Économiste

COORDINATION

Natacha VALLA, Invitée par le Cercle des économistes

MODÉRATION

Jérôme CHAPUIS, France Info

CHANGEMENT CLIMATIQUE, TOUS AUX ABRIS ?

SESSION 4 | AMPHI 4

Réalité météorologique, les effets tangibles du réchauffement climatique ont été ces dernières années visibles et dévastateurs pour les populations et la biodiversité : incendies ravageurs en Grèce, en France, au Chili... inondations dévastatrices au Pakistan, entre autres. L'élévation du niveau de la mer et les changements dans les écosystèmes comptent en effet parmi les autres visages du changement climatique qui se traduit par des bouleversements migratoires et une instabilité des chaînes alimentaires, elles-mêmes à l'origine de la majorité des changements d'affectation des terres et de la conversion des habitats naturels : ainsi en 2022, 32,6 millions de personnes ont été obligées de fuir en raison de catastrophes naturelles, représentant 50% des migrations intra-pays.

En 2021, la Banque Mondiale estimait déjà que 216 millions de personnes seraient menacées de devenir des réfugiés climatiques d'ici 2050. Le Programme des Nations unies pour l'environnement a aussi constaté que plus de la moitié du PIB total mondial dépend modérément ou fortement de la nature. Comment les populations doivent-elles se préparer au changement climatique ?

INTERVENANTS

Laurent FABIUS, Président, Conseil Constitutionnel, COP21/Accord de Paris
Romarc LAZERGES, A&O
Jacques LE PAPE, CCR
Azra MUSAVI, Aligarh Muslim University, Inde
Paolo RIBOTTA, Zurich Insurance France

COORDINATION

Claire WAYSAND, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Anne DE GUIGNÉ, Le Figaro

DÉMOGRAPHIE MONDIALE, LE CHOC DES CIVILISATIONS

SESSION 5 | AMPHI 5

Partant de 8 milliards d'habitants en 2023, la population mondiale devrait continuer à croître dans les années et atteindre, selon les Nations Unies, 9 à 10 milliards en 2050. Les défis de ce choc démographique à venir sont immenses : alimentation, éducation, développement économique, climat et soutenabilité pour notre planète. À ces défis communs pour l'ensemble de l'humanité se superpose un possible accroissement à venir des flux migratoires entre pays et continents, que certains conçoivent comme un futur choc des civilisations.

En effet, l'augmentation projetée de la population mondiale est loin d'être homogène entre les pays. On anticipe, d'une part, une légère réduction de la population dans les pays les plus développés et, d'autre part, une forte augmentation de la population des pays les plus pauvres. La population d'Afrique sub-saharienne, à elle seule, pourrait ainsi augmenter d'1 milliard d'ici 2050. Dans ce contexte, la session se demandera quels sont les impacts, au Nord et au Sud, de ces dynamiques démographiques tant sur les plans économiques, sociaux que géopolitiques.

INTERVENANTS

Yamini AIYAR, Center for Policy Research
Sibylle LE MAIRE, Groupe Bayard
Ana PALACIO, Palacio y Asociados
Christian SCHMIDT DE LA BRÉLIE, Klesia

COORDINATION

Hippolyte d'ALBIS, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Pierre SIAKOWSKI, Brut

WHO WANTS PEACE PREPARES FOR WAR?

THE CHALLENGES OF RESOURCES SCARCITY

DOES PRESERVING DEMOCRACY COMES AT THE COST OF OUR FREEDOM?

CLIMATE CHANGE, TAKE SHELTER!

WORLD DEMOGRAPHY, THE CLASH OF CIVILIZATION?

SESSION 1 | AMPHI 1

Since 2022 and Russia's invasion of Ukraine, the world has entered a new era. The alliances between the two belligerents, the war between Israel and Hamas and the threats of an extension of the conflict to the Middle East, as well as China's predations on Taiwan, accentuate the prospects of global conflicts for which countries must be prepared.

While the United States and Russia already allocate between 3.5 and 4% of their GDP to their defense budgets in peacetime, the less armed powers are finding themselves forced to change their policies. This is the case for France, a military power whose arsenals have been depleted, and Germany, which is breaking with its pacifist ways for the first time by committing to meet the NATO criterion of 2% of GDP allocated to defense. Yet, in times of severely reduced budgetary leeway, how can countries expand their military capabilities, and at the expense of what other items? What is the social cost and economic opportunity of rearmament? How far should defense be pushed to the top of the agenda?

SPEAKERS

Grégoire DE SAINT-QUENTIN, Prelegens
David EDGERTON, Professor, King's College London
Tatiana KASTOUEVA-JEAN, IFRI (Institut français des relations internationales)
Stefan LÖFVEN, SIPRI
Tilman RUFF, Peace Nobel Prize

COORDINATION

Patrick ARTUS, Le Cercle des économistes

MODERATION

Darius ROCHEBIN, LCI

SESSION 2 | AMPHI 2

At a time when our world could be tipping over into an economy of scarcity, resources are more than ever an economic and geopolitical issue.

Fossil fuels, rare metals, natural resources - the raw materials of agricultural and manufacturing production have always been at the heart of economic and geopolitical power. The high concentration of supply on a global scale makes them the coercive tools of choice, as illustrated by the instrumentalization of gas in the conflict between Russia and Ukraine. The shift in demand towards renewable energies is already creating new bottlenecks, as in the case of cobalt and lithium, infamously dubbed "blood minerals". Finally, the over-exploitation of resources remains a major challenge, as witnessed by the rapid deterioration of biodiversity and the drying up of water sources.

This scarcity calls into question our consumption patterns, and calls for dedicated technological responses. Beyond the problems of market allocation, they have become a major fact of geopolitical interest. So how are the pawns moving forward?

SPEAKERS

François CLÉMENT-GRANDCOURT, BIC
Taavi MADIBERK, Skeleton Technologies
Tiza MAFIRA, Climate Policy Initiative
Pierre PAULIAC, SUEZ

COORDINATION

Isabelle MÉJEAN, Le Cercle des économistes

MODERATION

Emmanuel DUTEIL, L'Usine Nouvelle

SESSION 3 | AMPHI 3

If the images of the Capitol on January 6, 2021, remain etched in people's minds, they illustrate almost too well a general sense of the decline of democracies. The International Institute for Democracy and Electoral Assistance's 2022 report points to this fact, indicating that half of the world's democracies are in decline.

The United States is in the steepest decline. Two causes can be invoked and extended to other "sick" democracies. Firstly, the shift towards security that began in 2001 has eroded freedoms. As such, France's current security stance at home is perceived as a step backwards for freedoms. The second reason is the rise of populism, which thrives on the multiplication of crises. Finally, cyber-wars waged by states against democracies are also helping to chip away at them. So, what are the consequences of questioning the democratic model? How can it be preserved? What role can civil society and international organizations play?

SPEAKERS

Mélissa BELL, CNN
Fabien GAY, Senator
Asma MHALLA, EHESS/CNRS
Mike O'SULLIVAN, Economist

COORDINATION

Natacha VALLA, Invited by Le Cercle des économistes

MODERATION

Jérôme CHAPUIS, France Info

SESSION 4 | AMPHI 4

In recent years, the tangible effects of global warming have been visible and devastating for populations and biodiversity: devastating fires in Greece, France, Chile... devastating floods in Pakistan, among others. Rising sea levels and changes in ecosystems are just some of the effects of climate change, which is leading to migratory upheavals and unstable food chains, which in turn are responsible for the majority of land-use changes and the conversion of natural habitats: in 2022, 32.6 million people were forced to flee their homes due to natural disasters. In 2021, the World Bank was already estimating that 216 million people would be at risk of becoming climate refugees by 2050. The United Nations Environment Programme has also noted that more than half of the world's total GDP is moderately or highly dependent on nature. How should people prepare for climate change?

SPEAKERS

Laurent FABIUS, President, Conseil Constitutionnel, COP21/Accord de Paris
Romarc LAZERGES, Allen & Overy
Jacques LE PAPE, CCR
Azra MUSAVI, Aligarh Muslim University, India
Paolo RIBOTTA, Zurich Insurance France

COORDINATION

Claire WAYSAND, Le Cercle des économistes

MODERATION

Anne DE GUIGNÉ, Le Figaro

SESSION 5 | AMPHI 5

From a population of 8 billion in 2023, the world's population is set to continue growing over the coming years, reaching 9 to 10 billion in 2050, according to the United Nations. The challenges of this coming demographic shock are immense: food, education, economic development, climate and sustainability for our planet. In addition to these common challenges for the whole of humanity, there is a possible future increase in migratory flows between countries and continents, which some see as a future clash of civilizations.

Indeed, the projected increase in the world's population is far from homogeneous between countries. On the one hand, we anticipate a slight reduction in the population of the most developed countries, and on the other, a sharp increase in the population of the poorest countries. The population of sub-Saharan Africa alone could increase by 1 billion by 2050. Against this backdrop, the session will look at the economic, social and geopolitical impact of these demographic dynamics on both North and South.

SPEAKERS

Yamini AIYAR, Center for Policy Research
Sibylle LE MAIRE, Groupe Bayard
Ana PALACIO, Palacio y Asociados
Christian SCHMIDT DE LA BRÉLIE, Klesia

COORDINATION

Hippolyte d'ALBIS, Le Cercle des économistes

MODERATION

Pierre SIAKOWSKI, Brut

VENDREDI 5 JUILLET | FRIDAY JULY 5TH

LES MURS À DÉTRUIRE

WALLS TO BE DEMOLISHED

POURQUOI RELIER LES MONDES ?

INAUGURALE | AMPHI 1

Le monde, les sociétés, les générations sont en ruptures, plus précisément, la guerre a repris ses droits, le couple franco-allemand bat de l'aile, les tensions sociales s'exacerbent, prenant en France une violence très particulière, les gilets jaunes, les jeunes des quartiers, les agriculteurs... En un mot, jamais depuis un demi-siècle, les fractures multiples ne sont apparues aussi clairement. Mais surtout, le monde, mais chacun d'entre nous, se trouve confronté aux trois transitions : climatique, numérique, vieillissement pour lesquels nous sommes peu armés tant sur le plan scientifique, sociétal que financier.

Face à ces divergences fortes, il est urgent de relier les mondes. Nous devons œuvrer sans relâche pour réunir les conditions du dialogue entre les pays par la diplomatie et la coopération internationale, il faut aussi poursuivre l'intégration économique et commerciale des pays entre eux. Épaissir les mailles de notre tissu collectif commun pour relier les groupes sociaux entre eux apparaît également essentiel. Ainsi, comment relier les mondes ?

INTERVENANTS

Peter ALTMAEIR, Ancien ministre de l'économie et de la protection du climat, Allemagne
Douglas KENNEDY, Écrivain
Elsy MILAN, Ambassadrice Climat MTE | Pré-COP, Liban
Elisabeth MORENO, Ring Africa
Laura TYSON, Université de Californie, États-Unis
Salomé ZOURABICHVILI, Présidente, Géorgie

COORDINATION

Jean-Hervé LORENZI, Les Rencontres Économiques d'Aix en Provence

MODÉRATION

TBD

WHY BRIDGE OUR WORLDS?

INAUGURAL | AMPHI 1

The world, societies, generations are in ruptures, more precisely, war has reclaimed its rights, the Franco-German couple is floundering, social tensions are exacerbating, taking on a very particular violence in France, the yellow vests, inner city youth, farmers... In short, never in half a century have multiple fractures appeared so clearly. Above all, the world - and each and every one of us - is facing three transitions: climate, digital and ageing, for which we are poorly equipped in scientific, social and financial terms.

Faced with these major divergences, we urgently need to bridge worlds. We must work relentlessly to create the conditions for dialogue between countries through diplomacy and international cooperation, as well as pursuing economic and commercial integration between countries. Thickening the mesh of our shared collective fabric to link social groups together is also essential. So, how do we connect worlds?

SPEAKERS

Peter ALTMAEIR, Former Minister for Economic Affairs and Climate Protection, Germany
Douglas KENNEDY, Writer
Elsy MILAN, MTE Climate Ambassador | Pre-COP, Lebanon
Elisabeth MORENO, Ring Africa
Laura TYSON, University of California, USA
Salomé ZOURABICHVILI, President, Georgia

COORDINATION

Jean-Hervé LORENZI, Les Rencontres Économiques d'Aix en Provence

MODERATION

TBD

HOMME ET NATURE : QUEL MODUS VIVENDI ?

JEUNESSES : NOS FUTURS OU NO FUTURE ?

PAUVRETÉ, TRANSFORMER LE COÛT DE L'INACTION

UNE GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE EST-ELLE ENCORE POSSIBLE ?

REBÂTIR LE SYSTÈME ALIMENTAIRE

SESSION 6 | AMPHI 1

Un modus vivendi entre l'Homme et la nature, dans un contexte marqué par la menace qui pèse sur la biodiversité et par la surexploitation des ressources naturelles, exige un équilibre délicat entre la protection de l'environnement et les besoins socio-économiques.

Concilier la préservation des écosystèmes avec les besoins des communautés locales, tout en évitant une exploitation excessive qui aggrave les inégalités, devient un impératif. Cette équation complexe requiert une gestion prudente des ressources naturelles, une transition vers des sources d'énergie durables pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles, et des mécanismes de résolution des conflits transparents.

Une approche holistique qui intègre la protection de la biodiversité, la gestion responsable des ressources naturelles, la promotion d'économies circulaires et durables, ainsi que des changements profonds dans nos modes de vie et de production, semble plus que jamais nécessaire. Ce défi appelle à une prise de conscience collective et à une action concertée à toutes les échelles. Comment mettre en place un tel modus vivendi ?

INTERVENANTS

Marie-Pierre DE BALLIENCOURT, Institut Montaigne
Arnaud GANGLOFF, Kea & Partners
Jean HORNAIN, Citeo
Hélène HUBY, The Exploration Company
Adil NAJAM, WWF International

COORDINATION

Katheline SCHUBERT, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Emmanuel CUGNY, France Info

SESSION 7 | AMPHI 2

S'il est une image récente marquante de notre jeunesse qui restera longtemps dans les esprits, c'est bien celle des files interminables aux guichets des banques alimentaires pendant les années Covid-19. Celles-ci ont fait éclater au grand jour le phénomène de grande précarisation des jeunes : d'après une enquête réalisée par la DREES (Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques) avant la Covid-19, en France 1 400 000 jeunes de 18-24 ans vivent sous le seuil de pauvreté.

Ces chiffres recouvrent une réalité également connue sous le nom de « NEETS » (pour « *Neither in Employment nor in Education or Training* ») et qui touche en France un jeune sur huit. Même parmi les plus diplômés, vivant dans les grands centres urbains, on constate un changement dans l'ordre des priorités. Si l'emploi demeure central, le besoin de temps libre et de flexibilité s'affirme plus clairement ; première génération en prise avec les implications mêmes du réchauffement climatique, on voit également émerger une éco-anxiété, qui altère par ailleurs les velléités entrepreneuriales. Comment aider nos jeunes et restaurer des perspectives plus heureuses pour leur futur ?

INTERVENANTS

Féris BARKAT, Banlieues Climat - Projet Jeunesse(s)
Shirmali CHUNG, Commission sur le dépassement climatique
Pascal IMBERT, Wavestone
Allan PETRE, NASA Jet Propulsion Laboratory

COORDINATION

Stéphane CARCILLO, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Isabelle GOUNIN-LEVY, LCI

SESSION 8 | AMPHI 3

Hivers sibériens, files d'attente aux guichets des banques alimentaires, inégalités d'accès aux soins, à l'emploi ou au logement : les différents visages de la pauvreté paraissent inadmissibles pour nombre des citoyens et lutter contre la pauvreté devient un impératif moral.

Toutefois, au-delà de la morale, ne devrait-on pas également appréhender la pauvreté en des termes économiques, en opposant notamment le « retour sur investissement » du coût de la lutte contre la pauvreté à la politique du laisser-faire ? Une frange des responsables politiques accuse les politiques de lutte contre la pauvreté d'encourager à la dépendance, à l'« assistanat », et préconisent une intervention minimale de l'État. Quelles sont les externalités négatives de telles mesures ? À l'inverse, en réfléchissant à la logique du « payback », les classes sociales les moins favorisées d'aujourd'hui pourraient devenir les travailleurs de demain, faisant alors profiter à l'État et à la société de gains économiques. Hausse du salaire minimum, des aides sociales, mécanismes incitatifs de la prime d'activité : la lutte contre la pauvreté est-elle une stratégie rentable ?

INTERVENANTS

Gilles BENEPLANC, Verlingue
Garance GENICOT, Université de Georgetown, États-Unis
Ashwini KAKKAR, Action contre la Faim International
Marcelo NERI, FGV Social
Angela SERRANO CADENA, Movilizadorio

COORDINATION

Philippe TRAINAR, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Christophe AGNUS, Reporters d'espoirs

General Agreement on Tariffs and Trade puis Organisation Mondiale du Commerce, Fonds Monétaire International et Banque Mondiale : le monde d'après-guerre a accouché d'un nouveau paradigme fondé sur une gouvernance économique mondiale structurante. Ce mode d'organisation inédit dans l'histoire économique mondiale a, à bien des égards, contribué à la prospérité de la seconde partie du XXème siècle en diffusant le libre-échange, en redessinant la division internationale du travail, en permettant des aides et effets de rattrapage pour les pays en développement. Les premières fissures de cette gouvernance sont toutefois apparues dès lors que ces organisations sont devenues le théâtre des rivalités économiques entre nations, que le problème de représentation équitable des pays membres au sein des institutions s'est posé et enfin que la critique des politiques d'aide au développement comme levier politique des pays développés est apparue. Le retour du protectionnisme, ces dernières années, qui constitue surtout la principale menace pour la gouvernance de Bretton Woods, fondée sur le libéralisme. Quel est le possible renouveau de la gouvernance économique mondiale ?

INTERVENANTS

Thierry DEREZ, Covéa
Eric FOUREL, EY France
Ngairé WOODS, Université d'Oxford, Royaume-Uni
Qiyuan XU, Chinese Academy of Social Sciences

COORDINATION

André CARTAPANIS, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

David DELOS, France TV

SESSION 10 | AMPHI 5

La crise qui a traversé le monde agricole en 2024 a démontré à quel point notre système alimentaire est aujourd'hui le nœud des principaux défis et principales contradictions qui traversent notre société. Suffisance alimentaire, protection de l'environnement et souveraineté alimentaire sont les trois principales injonctions qui pèsent sur un système qui doit être repensé.

C'est tout d'abord de l'urgence climatique qu'est venue la première remise en question de notre système alimentaire, l'agriculture devant redevenir moins intensive et plus locale pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Permettre aux terres de respirer en imposant leur mise en jachère allait aussi dans ce sens. Réduire l'utilisation des pesticides et encourager l'alimentation bio devait aussi permettre de répondre à cet objectif, ainsi qu'à celui du manger mieux. La crise économique est venue inverser les priorités avec l'apparition d'une précarité alimentaire. Enfin, alors qu'alimentation bon marché et protectionnisme sont contradictoires, c'est un impératif de souveraineté alimentaire qui est désormais affiché par les pays. Rebâtir notre système alimentaire : quelle priorité dans les objectifs ?

INTERVENANTS

Jennifer BAARN, Africa Green Revolution Forum (AGRF)
Nathalie BEGHIN, National Council for food and nutritional Security
Cécile BÉLIOT-ZIND, Bel
Thierry BLANDINIERES, InVivo
Carlos Enrique CAVELIER, Alqueria

COORDINATION

Akiko SUWA-EISENMANN, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Gaëlle FLEITOUR, Ouest-France

MAN AND NATURE : WHAT MODUS VIVENDI ?

YOUTH : OUR FUTURE OR NO FUTURE ?

POVERTY, TRANSFORMING THE COST OF INACTION

IS A WORLDWIDE ECONOMIC GOVERNANCE STILL POSSIBLE ?

REBUILDING THE FOOD SYSTEM

SESSION 6 | AMPHI 1

A modus vivendi between Man and nature, in a context marked by the threat to biodiversity and the overexploitation of natural resources, requires a delicate balance between environmental protection and socio-economic needs.

Reconciling the preservation of ecosystems with the needs of local communities, while avoiding excessive exploitation that exacerbates inequalities, is becoming an imperative. This complex equation requires careful management of natural resources, a transition to sustainable energy sources to reduce dependence on fossil fuels, and transparent conflict resolution mechanisms.

A holistic approach that integrates protection of biodiversity, responsible management of natural resources, promotion of circular and sustainable economies, as well as profound changes in our lifestyles and production patterns, seems more necessary than ever. This challenge calls for collective awareness and concerted action at all levels. How can such a modus vivendi be put in place?

SPEAKERS

Marie-Pierre DE BALLIENCOURT, Institut Montaigne
Arnaud GANGLOFF, Kea & Partners
Jean HORNAIN, Citeo
Hélène HUBY, The Exploration Company
Adil NAJAM, WWF International

COORDINATION

Katheline SCHUBERT, Le Cercle des économistes

MODERATION

Emmanuel CUGNY, France Info

SESSION 7 | AMPHI 2

If there's one recent image of our youth that will live long in the memory, it's that of the endless queues at food banks during Covid years. According to a survey carried out by DREES (*Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques*) prior to Covid-19, 1,400,000 young people aged 18-24 (i.e. 26%) live below the poverty line in France.

These figures cover a reality also known as "NEETS" (for "Neither in Employment nor in Education or Training"), which affects one in eight young people in France. Although the situation of NEETS is highly heterogeneous, particularly according to the level of qualification, difficulties in accessing housing, stable employment or making ends meet are far from affecting only the most precarious fringe of young people, whose political involvement is also in sharp decline.

Even among the most highly educated, living in major urban centers, there has been a shift in the order of priorities. While employment remains central, the need for free time and flexibility is asserting itself more clearly; with the first generation to come to grips with the very implications of global warming, we are also seeing the emergence of eco-anxiety, which also alters entrepreneurial inclinations. How can we help our young people and restore brighter prospects for their future?

SPEAKERS

Féris BARKAT, Banlieues Climat - Projet Jeunesse(s)
Shirmai CHUNG, Commission sur le dépassement climatique
Pascal IMBERT, Wavestone
Allan PETRE, NASA Jet Propulsion Laboratory

COORDINATION

Stéphane CARCILLO, Le Cercle des économistes

MODERATION

Isabelle GOUNIN-LEVY, LCI

SESSION 8 | AMPHI 3

Siberian winters, queues at food banks, unequal access to healthcare, employment or housing: the many faces of poverty seem unacceptable to many citizens, and fighting poverty is becoming a moral imperative.

However, morality aside, shouldn't we also look at poverty in economic terms, by contrasting the "return on investment" of the cost of fighting poverty with the policy of laissez-faire? Some politicians accuse anti-poverty policies of encouraging dependency and "handouts", and advocate minimal state intervention. What are the negative externalities of such measures? Conversely, if we think in terms of "payback", today's less privileged social classes could become tomorrow's workers, bringing economic gains to the State and society. Raising the minimum wage, increasing social benefits, incentive mechanisms for the activity bonus: is the fight against poverty a profitable strategy?

SPEAKERS

Gilles BENEPLANC, Verlingue
Garance GENICOT, Georgetown University, USA
Ashwini KAKKAR, Action contre la Faim International
Marcelo NERI, FGV Social
Angela SERRANO CADENA, Movilizadorio

COORDINATION

Philippe TRAINAR, Le Cercle des économistes

MODERATION

Christophe AGNUS, Reporters d'espoirs

SESSION 9 | AMPHI 4

General Agreement on Tariffs and Trade, then World Trade Organization, International Monetary Fund and World Bank: the post-war world gave birth to a new paradigm based on structuring global economic governance. In many ways, this organizational structure, unprecedented in world economic history, contributed to the prosperity of the second half of the 20th century, by spreading free trade, redrawing the international division of labor, and enabling developing countries to catch up.

However, the first cracks in this governance became apparent when these organizations became the stage for economic rivalries between nations, when the problem of equitable representation of member countries within the institutions arose, and when criticism of development aid policies as a political lever for developed countries emerged. The return of protectionism in recent years has been the main threat to Bretton Woods governance, based on liberalism. How can global economic governance be revived?

SPEAKERS

Thierry DEREZ, Covéa
Eric FOUREL, EY France
Ngairé WOODS, Oxford University, United-Kingdom
Qiyuan XU, Chinese Academy of Social Sciences

COORDINATION

André CARTAPANIS, Le Cercle des économistes

MODERATION

David DELOS, France Info

SESSION 10 | AMPHI 5

The crisis that swept through the agricultural world in 2024 demonstrated the extent to which our food system is now the crux of our society's main issues. Food sufficiency, environmental protection and food sovereignty are the three main injunctions weighing on a system that needs to be rethought.

The first challenge to our food system came from the climate emergency, as agriculture had to become less intensive and more local in order to reduce greenhouse gas emissions. Following land, reducing the use of pesticides and encouraging organic food were also intended to meet this objective, as well as that of eating better. The economic crisis has reversed these priorities, with the emergence of food insecurity. While cheap food and protectionism are contradictory, it is the imperative of food sovereignty that is now being asserted by countries. Rebuilding our food system: what priority objectives?

SPEAKERS

Jennifer BAARN, Africa Green Revolution Forum (AGRF)
Nathalie BEGHIN, National Council for food and nutritional Security
Cécile BÉLIOT-ZIND, Bel
Thierry BLANDINIERES, InVivo
Carlos Enrique CAVELIER, Alqueria

COORDINATION

Akiko SUWA-EISENMANN, Le Cercle des économistes

MODERATION

Gaëlle FLEITOUR, Ouest-France

PASSER DE LA SURCONSUMMATION À LA DÉCONSUMMATION ?

CONTROVERSE 1 | AMPHI 1

Si l'on parle beaucoup de déconsommation depuis une dizaine d'années comme une réponse évidente à apporter au réchauffement climatique, le terme a connu une réalité très concrète par deux fois ces dernières années. En effet, pour la première fois, la déconsommation est passée d'une connotation « punitive » associée à un projet de « décroissance » à un acte choisi, ou contraint. Il s'agit, d'une part, de la recherche de sens que le consommateur a associée de façon plus aigüe à l'acte d'achat depuis la Covid-19, et de l'autre, le net recul de la consommation en réponse à la crise du pouvoir d'achat.

Le lien entre surconsommation et réchauffement climatique a en effet été établi. Sommes-nous pour autant entrés dans une grande ère de déconsommation, laquelle est bien sûr souhaitable pour la planète ? Si les économistes anticipent un retour de la consommation dès que la contrainte prix sera moins forte, un secteur paraît toutefois précurseur d'une tendance de fond : l'habillement, fortement affecté et par ailleurs fortement pollueur, délaissé par les consommateurs. Une consommation alternative ou une consommation plus raisonnable sont-elles devenues les nouveaux visages de la consommation ?

INTERVENANTS

Alexandre BOMPARD, Groupe Carrefour
Patrick MARTIN, MEDEF

COORDINATION - MODERATION

Fanny GUINOCHET, France Info

LE RENONCEMENT AUX SOINS EST-IL UNE FATALITÉ ?

CONTROVERSE 2 | AMPHI 2

En 2023, une personne sur quatre vivant en France a renoncé à des soins pour des raisons financières : ce résultat alarmant est le principal enseignement d'un sondage Ifop pour le Crédit Mutuel. Si le coût croissant de l'accès aux soins est cité comme raison principale, une autre raison attendue ressort du sondage puisque 43% des personnes concernées par le renoncement aux soins vivent en zone rurale.

En France, 20 millions de personnes habitent dans un désert médical. Le problème d'offre des médecins a été identifié, et la suppression du numerus clausus a été une première réponse, les revalorisations des consultations une seconde. Alors que les dépenses de santé sont bien couvertes et que le recours à la téléconsultation augmente, il faudra patienter le temps que se forment et se déploient géographiquement les nouvelles générations de médecins pour prouver que le renoncement aux soins ne saurait en aucun cas être une fatalité. Alors, comment assurer une accessibilité aux services de santé sur l'ensemble du territoire ? Dans quelle mesure la responsabilisation des malades face à la « consommation » de soin est-elle pertinente ?

INTERVENANTS

Bruno ANGLES, AG2R La Mondiale
Sebastien PROTO, Elsan

COORDINATION - MODERATION

Mireille WEINBERG, Capital

LUTTER CONTRE LES BULLES INFORMATIONNELLES, UN IMPERATIF ?

CONTROVERSE 3 | AMPHI 3

Les bulles de filtrage (Elie Pariser) ou bulles informationnelles désignent l'enfermement d'un agent lorsqu'il recherche des informations et qu'il ne reçoit qu'un faisceau de données concordantes qui l'isolent d'autres sources d'information. Ceci n'est pas nouveau, mais la personnalisation des informations reçues sur les réseaux sociaux ou les algorithmes biaisant l'information sur Internet renouvelle la problématique. Les réseaux sociaux risquent d'être non plus une plateforme de débats mais une collection de différentes sphères d'opinions. L'utopie d'un internet ouvert se heurterait alors à l'absence totale de dialogue contradictoire et à l'enfermement idéologique. La personnalisation des informations proposées vient confirmer (biais de confirmation) les informations déjà reçues et les fake news peuvent prospérer à l'abri du débat.

Face à cet enjeu, il est d'abord essentiel pour l'économiste de vérifier l'importance de ces bulles informationnelles. Les premiers travaux semblent confirmer l'existence de ce biais mais également un autre effet opposé d'ouverture des citoyens à une diversité d'information relativement à la lecture de la presse papier ou des médias télévisuels. Quelles populations sont le plus exposées au risque de biais ? La deuxième question est celle de la régulation de ces plateformes. Le DSA a déjà posé quelques jalons, mais cette régulation a-t-elle fait preuve d'efficacité ? Les mesures prises par les plateformes ont-elles fait effet ?

INTERVENANTS

Cyril MALARGÉ, Sopra Steria
Dearbhail McDONALD, Infinite Deep Media

COORDINATION - MODERATION

Maya BACACHE-BEAUVALLET, Le Cercle des économistes

L'ÉDUCATION EN FRANCE, EST-IL POSSIBLE D'ENRAYER LE DÉCLIN ?

CONTROVERSE 4 | AMPHI 4

Les résultats du dernier classement Pisa de l'OCDE ont sonné comme un coup de tonnerre pour la France. La baisse du niveau des élèves français dans les principales matières recensées depuis la précédente enquête est impressionnante. Bien que se situant dans la moyenne de l'OCDE, la France arrive 26ème en mathématiques, 29ème en compréhension de l'écrit.

L'impact de la Covid-19 dans la scolarisation fut bien sûr important pour tous les pays, mais cette raison ne saurait tout expliquer, des pays comme Singapour, la Corée ou l'Irlande ayant continué de progresser. Il existerait donc un « mal français » dont les raisons seraient, entre autres : une pénurie d'enseignants qui touche deux établissements sur trois, un climat disciplinaire fortement dégradé, un manque cruel de moyens financiers pour l'enseignement public, un déterminisme social encore marqué.

Ainsi, afin d'enrayer le déclin, des projets de mesures voient le jour : instauration de groupes de niveau au collège, dédoublement des classes au CP, levée du tabou au sujet du redoublement désormais à la main du professeur, stages pour les élèves en difficulté, dispensés par des professeurs volontaires et pendant les vacances, port de l'uniforme. Alors que la « méthode de Singapour » est plébiscitée, comment l'éducation peut-elle redevenir un atout de la France ? Les enseignants sont-ils dotés de toutes les clés pour exercer pleinement leur métier ? L'éducation nationale est-elle menacée par la libéralisation des services publics ?

INTERVENANTS

Benoit TESTE, Fédération Syndicale Unitaire (FSU)
David DUPONT-NOEL, Deloitte

COORDINATION - MODERATION

Éric REVEL, L'Hémicycle

ENTREPRISES À MISSION, ENTREPRISES À DÉMISSION ?

CONTROVERSE 5 | AMPHI 5

De nombreux économistes et sociologues s'accordent sur l'apparition de deux tendances majeures qui caractérisent désormais le monde de l'entreprise et le marché du travail. La première est l'agrandissement attendu du périmètre traditionnel de l'entreprise à des enjeux sociétaux et environnementaux : c'est la notion de l'entreprise moderne. Ainsi est apparu le terme juridique « d'entreprise à mission », lequel est par ailleurs devenu une norme souhaitable aussi bien du point de vue du consommateur que du salarié.

La seconde est une recherche de sens bien plus aigüe dans le travail, phénomène qui a été amplifié à l'issue de la Covid-19. Cette demande nouvelle d'utilité et de sens est même devenue l'une des premières exigences du travailleur, en particulier au sein des nouvelles générations. De façon corollaire, c'est à un phénomène de démission de grande ampleur et à un turnover en flèche auxquels doivent faire face aujourd'hui les entreprises qui n'ont pas su repenser le sens de leur action ou le rôle du travailleur. Épidémie de flemme : non ! Recherche de sens dans le travail, oui ! Les entreprises à mission sont-elles la meilleure réponse au phénomène de la grande démission ? Les entreprises sans mission peuvent-elles encore retenir leurs talents ?

INTERVENANTS

Sophie BOISSARD, Clariane
Jean-Philippe PUIG, Avril

COORDINATION - MODERATION

Thiébault DROMARD, Challenges

SHIFTING FROM OVER-CONSUMPTION TO DECONSUMPTION?

CONTROVERSY 1 | AMPHI 1

While there has been a lot of talk about deconsumerism over the last ten years or so as an obvious response to global warming, the term has become a very concrete reality twice over the last few years. Indeed, for the first time, deconsumerism has gone from having a "punitive" connotation associated with a "degrowth" project to a chosen, or forced, act. On the one hand, this is the search for meaning that consumers have associated more acutely with the act of purchasing since Covid-19, and on the other, the clear decline in consumption in response to the crisis in purchasing power.

The link between over-consumption and global warming has indeed been established. But have we entered a great era of deconsumerism, which is of course desirable for the planet? While economists anticipate a return to consumption as soon as price constraints ease, one sector seems to be the forerunner of a fundamental trend: clothing, which has been heavily affected and is also a major polluter, is being abandoned by consumers. Has alternative consumption or more reasonable consumption become the new face of consumption?

IS FORGOING HEALTHCARE A FATALITY?

CONTROVERSY 2 | AMPHI 2

In 2023, one in four people living in France will have given up healthcare for financial reasons: this alarming result is the main finding of an Ifop survey for Crédit Mutuel. While the rising cost of access to healthcare is cited as the main reason, another expected reason emerges from the survey: 43% of people affected by renouncement to healthcare live in rural areas.

In France, 20 million people live in a medical desert. The supply of doctors issue has been identified, and abolishing the numerus clausus was the first response, while increasing the cost of consultations was the second. Now that healthcare costs are well covered and that use of teleconsultation is on the rise, we'll have to wait for new generations of doctors to be trained and geographically deployed before we can prove that refusing care is by no means inevitable. So how can we ensure that healthcare services are accessible throughout the country? To what extent is making patients responsible for "consuming" healthcare the right thing to do?

BURSTING INFORMATION BUBBLES

CONTROVERSY 3 | AMPHI 3

Filter bubbles (Elie Pariser) or informational bubbles refer to the confinement of an agent when searching for information and receiving only a bundle of concordant data that isolates it from other sources of information. This is nothing new, but the personalization of information received on social networks or the algorithms that bias information on the Internet are renewing the problem. Social networks risk no longer being a platform for debate, but a collection of different spheres of opinion. The utopia of an open Internet would then come up against the total absence of contradictory dialogue and ideological confinement. Customization of information confirms (confirmation bias) the information already received, and fake news can flourish, sheltered from debate.

Faced with this challenge, it is essential for economists to verify the size of these information bubbles. The first studies seem to confirm the existence of this bias, but also another, opposite effect, namely that citizens are more open to a diversity of information than they are to reading the press or television. Which populations are most exposed to the risk of bias? The second question is how to regulate these platforms. The DSA has already laid down some markers, but has this regulation proved effective? Have the measures taken by the platforms had any effect?

IS IT POSSIBLE TO HALT THE DECLINE OF EDUCATION IN FRANCE?

CONTROVERSY 4 | AMPHI 4

The results of OECD's latest Pisa rankings have sounded like a thunderclap for France. Decline in French pupils' performances in the main subjects surveyed since the previous study are impressive. Although within the OECD average, France came 26th in mathematics and 29th in reading comprehension.

The impact of Covid-19 on education was of course significant for all countries, but this cannot explain everything, as countries such as Singapore, Korea and Ireland have continued to make progress. The reasons for this include: a shortage of teachers affecting two out of three schools, a severely deteriorated disciplinary climate, a cruel lack of financial resources for public education, and a still marked social determinism.

To halt the decline, several measures were introduced, including the introduction of level groups at college (middle school), doubling classes in CP (1st grade), lifting the taboo on the subject of repeating a year, now at the teacher's discretion, vacation courses for pupils with difficulties run by volunteer teachers, and uniforms. At a time when the "Singapore method" is so popular, how can education once again become one of France's strengths? Are teachers fully equipped to do their job? Is national education threatened by the liberalization of public services?

MISSION CORPORATION OR RESIGNATION CORPORATION?

CONTROVERSY 5 | AMPHI 5

Many economists and sociologists agree on the emergence of two major trends now characterizing the business world and the labor market. The first is the expected expansion of the traditional corporate perimeter to include societal and environmental issues: this is the notion of the modern corporation. This has given rise to the legal term "mission-driven company", which has also become a desirable norm from the point of view of consumers and employees alike.

The second is a much more acute search for meaning in work, a phenomenon that has been amplified in the wake of Covid-19. This new demand for usefulness and meaning has even become one of workers' primary requirements, particularly among the younger generations. Consequently, companies that have failed to rethink the meaning of their actions or the role of workers are now faced with a massive resignation phenomenon and soaring turnover. Epidemic of laziness: no! Search for meaning in work, yes! Are mission-driven companies the best answer to this phenomenon of great resignation? Can companies without a mission still retain their talent?

SPEAKERS

Alexandre BOMPARD, Groupe Carrefour
Patrick MARTIN, MEDEF

SPEAKERS

Bruno ANGLES, AG2R La Mondiale
Sebastien PROTO, Elsan

SPEAKERS

Cyril MALARGÉ, Sopra Steria
Dearbhail McDONALD, Infinite Deep Media

SPEAKERS

Benoît TESTE, Fédération Syndicale Unitaire (FSU)
David DUPONT-NOEL, Deloitte

SPEAKERS

Sophie BOISSARD, Clariane
Jean-Philippe PUIG, Avril

COORDINATION - MODÉRATION

Fanny GUINOCHET, France Info

COORDINATION - MODÉRATION

Mireille WEINBERG, Capital

COORDINATION - MODÉRATION

Maya BACACHE-BEAUVALLET, Le Cercle des économistes

COORDINATION - MODÉRATION

Éric REVEL, L'Hémicycle

COORDINATION - MODÉRATION

Thiébault DROMARD, Challenges

LE COÛT D'UNE SOCIÉTÉ DOMINÉE PAR LES HOMMES

SESSION 11 | AMPHI 1

Bien que depuis plus de 4 décennies les femmes françaises soient en moyenne plus diplômées que les hommes, elles touchent, à temps de travail équivalent, un salaire inférieur de 15%. Aucune n'occupe le poste de PDG dans une entreprise du CAC 40. Ce phénomène de « plafond de verre » s'observe dans tous les milieux, public comme privé, en politique comme en recherche. En revanche, les femmes sont surreprésentées dans les emplois à temps partiel, mal rémunérés et aux perspectives de promotion limitées.

Les inégalités de genre s'accumulent tout au long du cycle de vie. Les femmes délaissent les filières numériques et scientifiques pour s'orienter vers des études moins rémunératrices. Elles font également une plus grosse partie du travail domestique qui est non rémunéré et sont plus susceptibles d'occuper un travail à temps partiel que les hommes.

La facture du patriarcat est chiffrée à 118 milliards d'euros par an, en intégrant notamment le coût des violences sexistes. Le coût des inégalités salariales représente lui un déficit de 5 420€ par an par femme. Comment, donc, pallier le coût du patriarcat ?

INTERVENANTS

Devika GOPAL AGGE, The New York Women's Foundation

Kudsia BATOOL, Trades Union Congress (TUC)

Jean-François COPÉ, Maire de Meaux, France

Memory KACHAMBWA, The African Women's Development and Communication Network (FEMNET)

Guila Clara KESSOUS, UNESCO

COORDINATION

Emmanuelle AURIOL, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Aurélien VIERS, La Provence

LES ENJEUX DE LA DESTRUCTION CRÉATRICE À L'ÈRE DE L'IA

SESSION 12 | AMPHI 2

Joseph Schumpeter a été le premier à parler de « destruction créatrice » et à attribuer l'essor économique des Révolutions Industrielles (RI) à la figure de l'entrepreneur. Ainsi, les grands cycles d'innovation inhérents à chaque RI font émerger des secteurs économiques entiers qui en rendent obsolètes d'autres, avec les créations et destructions d'emplois qui y sont associées. Nombreux sont les économistes qui considèrent l'intelligence artificielle (IA) comme la 4ème RI, impulsée il y a peu par l'action créatrice de nouveaux entrepreneurs.

En étant d'abord porteuse de la promesse de gains de productivité considérables, l'IA fait planer une menace réelle sur de nombreux emplois : jusqu'à 300 millions dans le monde d'après une étude de Goldman Sachs. Alors que les rouages économiques de tout le secteur qu'elle ferait émerger ainsi que la création des emplois qu'elle devrait générer doivent encore être quantifiés, d'autres tempèrent les prévisions les plus alarmistes en anticipant davantage un remodelage qualitatif des emplois. Que peut-on attendre de la révolution de l'IA ? Comment faciliter l'adaptation des travailleurs aux nouvelles demandes du marché qu'elle induit ? Quelles politiques mettre en place pour atténuer les inégalités économiques et sociales qui en découleront ?

INTERVENANTS

Adam COHEN, Google

Corinne DE BILBAO, Microsoft France

Guillaume HOUZÉ, Groupe Galeries Lafayette

Jean-Paul MAZOYER, GIE CB

Jean-Marc OLLAGNIER, Accenture

COORDINATION

Philippe AGHION, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Dimitri PAVLENKO, Europe 1

DETTE, SOUTENABILITÉ OU DÉVELOPPEMENT, QUELLE PRIORITÉ ?

SESSION 13 | AMPHI 3

Malgré la remontée des taux d'intérêt et le ralentissement de l'économie mondiale, il n'y a pas eu de véritable crise généralisée de la dette des pays émergents et en développement, la majorité des défauts provenant des pays en développement à faible revenu.

Face à un taux d'endettement dont la soutenabilité s'est fortement dégradée au fil des crises, ces pays sont confrontés à un besoin de financements massifs dans le cadre de leur développement durable. Nombre d'entre eux n'ont plus accès aux marchés de capitaux internationaux, d'autres se financent avec des primes de risques atteignant des niveaux prohibitifs. Il est donc indispensable de recréer un espace et renforcer la crédibilité des institutions publiques pour accélérer leur développement économique, mais cela ne suffira pas à financer la transition climatique.

Quels sont les modes de financement les plus appropriés permettant de préserver la soutenabilité ? Quel rôle pour le FMI ? Comment convaincre les pays avancés dont certains ont déjà un taux d'endettement élevé qu'il faut contribuer au financement des pays les moins avancés ?

INTERVENANTS

Mirela AGACHE DURAND, Groupama Asset Management

Daniel BIARNEIX, Association Française des Trésoriers d'Entreprises (AFTE)

Indermit GILL, Groupe Banque Mondiale

Jong Wha LEE, Université de Corée, Corée du Sud

Olivier PERONNET, Finexis

Loïc SOUBEYRAND, Swile

COORDINATION

Catherine LUBOCHINSKY, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Cécile DESJARDINS, L'Opinion

MÉDIAS, CONFLIT ENTRE LIBERTÉS ET RENTABILITÉ ?

SESSION 14 | AMPHI 4

La chute de l'audience payante et des recettes publicitaires mettent en péril le modèle économique des médias. Les plateformes numériques proposent en effet gratuitement certains contenus produits par les médias d'information. Une partie importante du lectorat se contente désormais d'un accès partiel à ces contenus, sans consentir le coût d'un abonnement ou d'un achat ponctuel. Le ciblage publicitaire fin que permet l'accès aux données de navigation dirige désormais les recettes publicitaires dans la poche des plateformes, devenus des acteurs dominants des adtechs. Les médias déficitaires sont alors souvent rachetés par des investisseurs venus d'autres secteurs.

Cette situation est porteuse de questions discutées lors de cette session : comment restaurer un modèle économique viable pour les médias à l'ère numérique ? Doit-on interdire le rachat d'un média par un industriel étranger au secteur ? L'actionnaire peut-il intervenir dans la ligne éditoriale du média qu'il a racheté ? Une société de rédaction peut-elle s'opposer à la nomination d'un directeur de la rédaction choisi par l'actionnaire ?

INTERVENANTS

Arnaud DE PUYFONTAINE, Vivendi

David GUIRAUD, Ouest-France

Pierre LOUETTE, Groupe Les Echos-Le Parisien

Mira MILOSEVIC, Global Forum for Media

Development

COORDINATION

Anne PERROT, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Claude SOULA, Le Nouvel Obs

À QUI PROFITE L'ÉPARGNE ?

SESSION 15 | AMPHI 5

Les Français affichent une préférence pour l'épargne et, dans un pays où la protection sociale fait partie intégrante du modèle économique, cela peut interroger. Après avoir atteint un point haut à près de 21% durant la Covid-19, le taux d'épargne des Français est retombé autour de 17,5% en 2023, soit un niveau très supérieur à ceux de la zone Euro, des États-Unis ou encore du Royaume-Uni, davantage proches des 10%. Or, mise de côté, cette manne de 6 000 milliards d'euros peut constituer un frein pour la mécanique de reprise économique.

Aujourd'hui, l'épargne des ménages en France leur sert à financer l'achat de logements et, pour les deux tiers, sommeille sur des comptes bancaires ou est placée en épargne dite réglementée (assurance vie, livret d'épargne). Le manque à gagner du choix de l'épargne est, tout d'abord, celui de la consommation, qui a fait défaut à la croissance. Ensuite, celui du financement d'investissements productifs et d'innovation dont notre pays a besoin : R&D, réindustrialisation, financement des start-ups. Comment déverrouiller l'épargne des Français ?

INTERVENANTS

Nicolas CALCOEN, Amundi

Florence LUSTMAN, France Assureurs

Ada DI MARZO, Bain & Company

Bertrand RAMBAUD, France Invest

Philippe SETBON, Association Française de la Gestion Financière (AFG)

COORDINATION

Bertrand BADRÉ, Invité par Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Marie VISOT, Le Figaro

THE COST OF A MALE-DOMINATED SOCIETY

SESSION 11 | AMPHI 1

Despite the fact that for over 4 decades, French women have on average been more highly educated than men, they still earn 15% less than men for equivalent working hours. None of them hold the position of CEO in a CAC 40 company. This "glass ceiling" phenomenon can be observed in all walks of life, public and private, in politics and research. On the other hand, women are over-represented in part-time, low-paid jobs with limited promotion prospects.

Gender inequalities accumulate throughout the life cycle. Women are moving away from numerical and scientific fields of study towards less remunerative ones. They also do more unpaid domestic work and are more likely than men to hold part-time jobs.

The cost of patriarchy is estimated at 118 billion euros a year, including the cost of gender-based violence. The cost of wage inequality represents a deficit of €5,420 per woman per year. So how can we offset the cost of patriarchy?

SPEAKERS

Devika GOPAL AGGE, The New York Women's Foundation
Kudsia BATOOL, Trades Union Congress (TUC)
Jean-François COPÉ, Mayor of Meaux, France
Memory KACHAMBWA, The African Women's Development and Communication Network (FEMNET)
Guila Clara KESSOUS, UNESCO

COORDINATION

Emmanuelle AURIOL, Le Cercle des économistes

MODERATION

Aurélien VIERS, La Provence

THE STAKES OF CREATIVE DESTRUCTION IN THE ERA OF AI

SESSION 12 | AMPHI 2

Joseph Schumpeter was the first to speak of "creative destruction", and to attribute the economic boom of the Industrial Revolutions (IR) to the figure of the entrepreneur. In this way, the great cycles of innovation inherent to each IR lead to the emergence of entire economic sectors that render others obsolete, with the associated creation and destruction of jobs.

Many economists consider artificial intelligence (AI) to be the 4th IR, recently spurred on by the creative action of new entrepreneurs. While AI holds out the promise of considerable productivity gains, it also poses a real threat to many jobs. The economic workings of the emerging sector have yet to be quantified, but some are anticipating a qualitative reshaping of jobs rather than alarmist predictions. What can we expect from the AI revolution? How can we facilitate the adaptation of workers to the new market demands it induces? What policies should be put in place to mitigate the economic and social inequalities that will result?

SPEAKERS

Adam COHEN, Google
Corinne DE BILBAO, Microsoft France
Guillaume HOUZÉ, Groupe Galeries Lafayette
Jean-Paul MAZOYER, GIE CB
Jean-Marc OLLAGNIER, Accenture

COORDINATION

Philippe AGHION, Le Cercle des économistes

MODERATION

Dimitri PAVLENKO, Europe 1

DEBT, SUSTAINABILITY OR DEVELOPMENT - WHAT'S THE PRIORITY?

SESSION 13 | AMPHI 3

Despite the rise in interest rates and the slowdown in the global economy, there has been no real generalized debt crisis in emerging and developing countries, with most defaults coming from low-income developing countries.

Faced with a debt ratio whose sustainability has deteriorated sharply with each crisis, these countries are faced with the need for massive financing as part of their sustainable development. Many of them no longer have access to international capital markets, while others are financed with risk premiums reaching prohibitive levels. It is therefore essential to recreate a space and strengthen the credibility of public institutions to accelerate their economic development, but this will not be enough to finance the climate transition.

What are the most appropriate modes of financing to preserve sustainability? What role should the IMF play? How can we convince advanced countries, some of which already have high levels of debt, that they should contribute to financing the least developed countries?

SPEAKERS

Mirela AGACHE DURAND, Groupama Asset Management
Daniel BIARNEIX, Association Française des Trésoriers d'Entreprises (AFTE)
Indermit GILL, World Bank Group
Jong Wha LEE, Korea University, South Korea
Olivier PERONNET, Finexis
Loïc SOUBEYRAND, Swile

COORDINATION

Catherine LUBOCHINSKY, Le Cercle des économistes

MODERATION

Cécile DESJARDINS, L'Opinion

MEDIA, A CONFLICT BETWEEN FREEDOM AND PROFITABILITY?

SESSION 14 | AMPHI 4

Falling paid audiences and advertising revenues are jeopardizing the media's business model. Digital platforms offer certain content produced by the news media free of charge. A significant proportion of readers is now content with partial access to this content, without paying the cost of a subscription or one-off purchase. The fine-tuned advertising targeting enabled by access to data-browsing now directs advertising revenues into the pockets of platforms that have become dominant players in adtech. Loss-making media are then often bought out by investors from other sectors.

How can we restore a viable economic model for the media in the digital age? Should it be forbidden for a media company to be taken over by an industrialist from outside the sector? Can a shareholder intervene in the editorial line of the media he has bought? Can an editorial board oppose the appointment of an editorial director chosen by the shareholder?

SPEAKERS

Arnaud DE PUYFONTAINE, Vivendi
David GUIRAUD, Ouest-France
Pierre LOUETTE, Groupe Les Echos-Le Parisien
Mira MILOSEVIC, Global Forum for Media Development

COORDINATION

Anne PERROT, Le Cercle des économistes

MODERATION

Claude SOULA, Le Nouvel Obs

WHO BENEFITS FROM SAVINGS?

SESSION 15 | AMPHI 5

In a country where social protection is an integral part of the economic model, the French are showing a preference for saving. After peaking at almost 21% during the Covid-19, the French savings rate fell back to around 17.5% in 2023, well above the levels of the Eurozone, the USA and the UK, which are closer to 10%. Set aside, however, this 6,000-billion-euro windfall could act as a brake on the mechanics of economic recovery.

Today, household savings in France are used to finance home purchases, and two-thirds are held in bank accounts or in regulated savings schemes (life insurance, passbook savings accounts). The shortfall in savings can be seen on two levels: firstly, in consumption, as we saw in 2023, to what extent it has been an obstacle to growth. Secondly, in terms of financing the productive investment and innovation our country needs: R&D, reindustrialization, financing start-ups. How can we unlock French savings for growth?

SPEAKERS

Nicolas CALCOEN, Amundi
Florence LUSTMAN, France Assureurs
Ada DI MARZO, Bain & Company
Bertrand RAMBAUD, France Invest
Philippe SETBON, Association Française de la Gestion Financière (AFG)

COORDINATION

Bertrand BADRÉ, Invited by Le Cercle des économistes

MODERATION

Marie VISOT, Le Figaro

DU NORD AU SUD, UN MONDE EN QUÊTE D'ÉQUILIBRE

PLÉNIÈRE 1 | AMPHI 1

Dans un monde qui tend à se fragmenter, la question cruciale de la représentation équitable des pays du Sud dans les sommets économiques mondiaux, tels que le G7 et le G20, suscite des débats intenses. Ces forums stratégiques jouent un rôle dans la prise de décisions économiques mondiales, mais leur composition actuelle soulève des préoccupations quant à l'équité et à la diversité des voix. La représentation limitée des pays du Sud dans ces instances souligne l'asymétrie du pouvoir décisionnel, laissant certaines régions du globe sous-représentées. Une asymétrie confirmée par la gouvernance des grandes institutions internationales.

La question ne se limite pas à une répartition statistique des sièges, mais elle touche profondément aux dynamiques de pouvoir et à la capacité des nations du Sud à influencer les politiques économiques mondiales. L'élargissement récent des BRICS est un événement à prendre en compte, mais qui en pratique aura probablement un rôle diffus dans les équilibres Nord-Sud.

Les externalités qui émanent entre autres de la crise climatique, de l'accessibilité à l'éducation ou encore des services de santé pour tous sont d'un pôle à l'autre excessivement disproportionnées. Dans cette perspective, la recherche de mécanismes visant à garantir une participation plus significative des pays du Sud et à favoriser une coopération mondiale plus équitable, plus inclusive mais aussi plus effective, revêt une importance cruciale pour la gouvernance mondiale.

INTERVENANTS

Michel BARNIER, Ancien Commissaire européen, Commission européenne

Shamika RAVI, Conseillère économique du Premier ministre, Inde

Rodolphe SAADÉ, CMA-CGM

Macky SALL, Pacte de Paris pour les peuples et la planète

Pierre SELLAL, Fondation de France

COORDINATION

Christian DE BOISSIEU, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Pierre-Henri DE MENTHON, Challenges

UNE EUROPE À 28, 30, 40... LE PLUS EST-IL L'ENNEMI DU BIEN ?

PLÉNIÈRE 2 | AMPHI 2

L'Union Européenne (UE) est à bien des égards à un moment charnière de sa construction. Le dernier grand élargissement de l'UE date d'il y a vingt ans, lorsque l'Union a notamment intégré dans son giron les ex-puissances soviétiques. Depuis, un seul élargissement a été réalisé : celui de la Croatie en 2013.

La décennie 2010 fut pour l'UE celle des menaces existentielles : crise des dettes souveraines, Brexit, Covid. Pourtant, force est de constater que l'UE en est ressortie grandie : plus unie et intégrée que jamais face à la Covid (vaccins, mutualisation de la dette) et paradoxalement renforcée suite au Brexit, car plus gouvernable. Les conséquences du Brexit ont coupé court à toute velléité de départ d'autres membres, mettant sur le devant de la scène les atouts de l'UE.

Les politiques commerciales inamicales des Etats-Unis, son allié traditionnel, et leurs hésitations militaires vis-à-vis de l'Ukraine, ont permis à l'UE de faire de nombreuses avancées en matière d'intégration. Aujourd'hui, le projet d'élargissement est à nouveau impulsé par l'Est, la guerre menée par la Russie accélérant les procédures d'adhésion pour neuf pays candidats. L'Union peut-elle survivre à un nouvel accroissement ? Comment garantir la bonne intégration des pays candidats et préserver la cohésion européenne ?

INTERVENANTS

Christian DANIELSSON, Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Suède

Stéphane DION, Ambassadeur, Canada

Paschal DONOHOE, Eurogroupe

Karoline EDTSTADLER, Ministre Fédérale de l'Europe et de la Constitution, Autriche

Olha STEFANICHYNA, Vice-Première ministre chargée de l'Intégration européenne et euro-atlantique, Ukraine

COORDINATION

Laurence BOONE, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Nicolas BEYTOUT, L'Opinion

FROM NORTH TO SOUTH, A WORLD IN SEARCH OF BALANCE

PLENARY 1 | AMPHI 1

In a world that is becoming increasingly fragmented, the crucial issue of equitable representation of countries from the South in global economic summits such as the G7 and G20 is generating intense debate. These strategic forums play a role in global economic decision-making, but their current composition raises concerns about equity and diversity of voices. The limited representation of Southern countries in these bodies underlines the asymmetry of decision-making power, leaving certain regions of the globe under-represented. This asymmetry is confirmed by the governance of major international institutions.

The issue is not limited to a statistical distribution of seats, but goes to the heart of power dynamics and the ability of Southern nations to influence global economic policies. The recent enlargement of the BRICS is an event to be taken into account, but in practice it is likely to have a diffuse role in North-South balances.

From one pole to the other, the externalities arising from the climate crisis, access to education or health services for all, are excessively disproportionate. With this in mind, the search for mechanisms to ensure more meaningful participation by countries in the South, and to promote more equitable, inclusive and effective global cooperation, is of crucial importance for global governance.

SPEAKERS

Michel BARNIER, Former European Commissioner, European Commission

Shamika RAVI, Economic advisor to the Prime Minister, India

Rodolphe SAADÉ, CMA-CGM

Macky SALL, Paris Agenda for People and the Planet

Pierre SELLAL, Fondation de France

COORDINATION

Christian DE BOISSIEU, Le Cercle des économistes

MODERATION

Pierre-Henri DE MENTHON, Challenges

A 28, 30, 40-MEMBER EUROPE... IS MORE THE ENEMY OF GOOD ?

PLENARY 2 | AMPHI 2

In many respects, the European Union (EU) is at a turning point in its construction. The EU's last major enlargement took place twenty years ago, when it integrated the former Soviet powers. Since then, only one enlargement has taken place: that of Croatia in 2013.

For the EU, the 2010 decade was one of existential threats: sovereign debt crisis, Brexit, Covid. Yet the EU emerged more united and integrated than ever. The consequences of Brexit cut short any desire on the part of other members to leave, highlighting the EU's strengths.

The unfriendly trade policies of the United States, its traditional ally, and its military hesitations regarding Ukraine, have enabled the EU to make many advances in integration. Today, the enlargement project is once again being driven by the East, with Russia's war speeding up accession procedures for nine candidate countries. Can the Union survive further growth? How can we guarantee the successful integration of candidate countries and preserve European cohesion?

SPEAKERS

Christian DANIELSSON, State Secretary for European Union, Sweden

Stéphane DION, Ambassador, Canada

Paschal DONOHOE, Eurogroupe

Karoline EDTSTADLER, Federal Minister for Europe and the Constitution, Austria

Olha STEFANICHYNA, Deputy Prime Minister for European and Euro-Atlantic Integration, Ukraine

COORDINATION

Laurence BOONE, Le Cercle des économistes

MODERATION

Nicolas BEYTOUT, L'Opinion

KEYNOTE

KEYNOTE 1 | AMPHI 1

TBD

INTERVENANTS

Christine LAGARDE, Banque Centrale Européenne (BCE)
Jean TIROLE, TSE & IAST

KEYNOTE

KEYNOTE 1 | AMPHI 1

TBD

SPEAKERS

Christine LAGARDE, European Central Bank (ECB)
Jean TIROLE, TSE & IAST

SAMEDI 6 JUILLET | SATURDAY JULY 6TH

LES PONTS À CONSTRUIRE
BRIDGES TO BUILD

KEYNOTE

KEYNOTE 2 | AMPHI 1

TBD

INTERVENANTS

Catherine LUBOCHINSKY, Le Cercle des économistes
Clare WOODMAN, Morgan Stanley

KEYNOTE

KEYNOTE 2 | AMPHI 1

TBD

SPEAKERS

Catherine LUBOCHINSKY, Le Cercle des économistes
Clare WOODMAN, Morgan Stanley

FIN DES ÉNERGIES FOSSILES, NOUVELLES TECHNOLOGIES, GÉRER LE MONDE D'APRÈS

PLÉNIÈRE 3 | AMPHI 1

En 2023, pour la première fois de leur histoire, les participants de la Conférence des Nations Unies sur les Changements Climatiques ont fait mention dans leur déclaration finale du « début de la fin » de l'ère des combustibles fossiles.

Il était temps : cela fait des décennies que la combustion des énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole) est reconnue comme étant la principale source d'émissions de gaz à effet de serre et donc la principale cause du réchauffement climatique planétaire.

Les énergies fossiles représentent encore aujourd'hui plus de 80% de la production totale d'énergie primaire et deux tiers de la production mondiale d'électricité sont issus de celles-ci. Si l'on ajoute à cela l'estimation de l'Agence Internationale de l'Énergie selon laquelle la demande mondiale d'énergie devrait augmenter de 45% d'ici 2030 (voire 2050) et les très grands obstacles de nature géopolitique et économique qui entravent la transition énergétique, peut-on vraiment croire que le début de la fin des énergies fossiles est là ?

INTERVENANTS

Thomas BUBERL, AXA
Patrick POUYANNÉ, TotalEnergies
Anne RIGAIL, Air France

COORDINATION

Katheline SCHUBERT, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Philippe MABILLE, La Tribune

L'ENTREPRISE AU CHEVET DE L'ASCENSEUR SOCIAL

PLÉNIÈRE 4 | AMPHI 2

On assiste depuis le début du XXIème siècle au recul important de l'État en tant qu'instance organisatrice de nos sociétés, et à une forte montée des inégalités à partir du début des années 2000.

Le recul de l'État en tant que pilier de la sphère publique est si manifeste que, dans les enquêtes d'opinion, c'est très souvent l'entreprise qui est citée comme organisation structurante, pivot et principal repère de la vie au quotidien. L'essor des entreprises permis dès les années 1980 n'est certainement pas étranger à la montée des inégalités. C'est donc une mission de justice sociale qui échoit désormais à l'entreprise, en ligne avec les attentes des citoyens. Atténuation des écarts salariaux, disparités géographiques, égalités salariales hommes-femmes, intégration des travailleurs immigrés à notre société : l'entreprise est-elle désormais mécanicien-en-chef de notre ascenseur social ? Comment peut-elle corriger la perception du travail comme étant une source de souffrance et comme n'ayant pas de sens ? Comment assurer une plus grande mobilité sociale si la majorité des emplois créés sont peu qualifiés ?

INTERVENANTS

Benoît BAZIN, Saint-Gobain
Sophie BELLON, Sodexo
Sophie BINET, Confédération Générale du Travail (CGT)
Jean-Pierre FARANDOU, SNCF
Antoine FRÉROT, Veolia Environnement
Nicolas NAMIAS, Groupe BPCE

COORDINATION

Patrick ARTUS, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Isabelle RAYMOND, France Info

THE END OF FOSSIL FUELS, NEW TECHNOLOGIES, MANAGING THE WORLD OF THE FUTURE

PLENARY 3 | AMPHI 1

In 2023, for the first time in their history, participants at the United Nations Climate Change Conference referred in their final declaration to the "beginning of the end" of the fossil fuel era.

It's about time: for decades, the burning of fossil fuels (coal, gas, oil) has been recognized as the main source of greenhouse gas emissions, and therefore the main cause of global warming.

Fossil fuels still account for over 80% of total primary energy production, and two-thirds of the world's electricity is generated by them. Add to this the International Energy Agency's estimate that global energy demand is set to rise by 45% by 2030 (if not 2050), and the huge geopolitical and economic obstacles standing in the way of the energy transition, can we really believe that the beginning of the end for fossil fuels is here?

SPEAKERS

Thomas BUBERL, AXA
Patrick POUYANNÉ, TotalEnergies
Anne RIGAIL, Air France

COORDINATION

Katheline SCHUBERT, Le Cercle des économistes

MODERATION

Philippe MABILLE, La Tribune

CORPORATIONS AT THE BED-SIDE OF THE SOCIAL LADDER

PLENARY 4 | AMPHI 2

Since the beginning of the 21st century, we have witnessed a significant decline in the role of the State as the organizing body of our societies, and a sharp rise in inequalities since the early 2000s.

The retreat of the State as a pillar of the public sphere is so obvious that, in opinion polls, it is very often the company that is cited as the structuring organization, the pivot and main reference point for everyday life. The rise of permitted companies since the 1980s is certainly no stranger to the rise of inequality. The company's mission is therefore one of social justice, in line with citizens' expectations. From the reduction of wage gaps and geographical disparities to equal pay for men and women and the integration of immigrant workers into our society, is the company now the chief mechanic of our social elevator? How can it correct the perception of work as a source of suffering and meaninglessness? How can we ensure greater social mobility if the majority of jobs created are low-skilled?

SPEAKERS

Benoît BAZIN, Saint-Gobain
Sophie BELLON, Sodexo
Sophie BINET, Confédération Générale du Travail (CGT)
Jean-Pierre FARANDOU, SNCF
Antoine FRÉROT, Veolia Environnement
Nicolas NAMIAS, Groupe BPCE

COORDINATION

Patrick ARTUS, Le Cercle des économistes

MODERATION

Isabelle RAYMOND, France Info

LE COMMERCE MONDIAL A-T-IL TOUJOURS UN RÔLE PACIFICATEUR ?

SESSION 16 | AMPHI 1

En réponse au protectionnisme exacerbé des années 1930 qui a, à bien des égards, accouché de la guerre, le monde d'après 1945 a fait le pari d'une intégration commerciale des économies au service de la paix. Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, Communauté Économique et Européenne puis Union Européenne (qui sont venues notamment arrimer deux pays en guerre permanente) General Agreement on Tariffs and Trade et enfin Organisation Mondiale du Commerce : jusqu'au début du XXIème siècle, les promesses pacificatrices du commerce ont été globalement tenues.

Depuis le milieu des années 2010, c'est au contraire le retour du nationalisme économique et du protectionnisme qui sont venus percuter les équilibres commerciaux. Impulsé par les États-Unis, provoquant des réactions tarifaires en cascade, les répercussions de ce mouvement se font déjà sentir sur l'économie mondiale. Le bilatéralisme économique se substitue au multilatéralisme, la régionalisation apparaît désormais comme une survivance de la mondialisation. Dans ce contexte, le commerce mondial est-il encore un filet de sécurité suffisamment robuste pour la paix ?

INTERVENANTS

Sahar ALBAZAR, Membre du Parlement, Vice-Présidente de la Commission des affaires étrangères, Egypte
Pierre-André DE CHALENDAR, Saint-Gobain
Hinda GHARBI, Bureau Veritas
Jean-Jacques GUIONY, LVMH
Clarisse MAGNIN, McKinsey & Company

COORDINATION

Pierre JACQUET, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Charlotte REED, CNBC

AFRIQUE CONNECTÉE, UN CONTINENT TRANSFORMÉ PAR LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE

SESSION 17 | AMPHI 2

En vingt ans, l'Afrique a connu une véritable révolution numérique transformant profondément ses aspects économiques, sociaux et culturels. Le taux de pénétration de la téléphonie mobile au sein de la jeunesse africaine a doublé en dix ans et le taux de connectivité à internet sur le continent est aujourd'hui de 27%, chiffre inimaginable il y a encore quelques années.

Grâce à la connectivité accrue et à l'essor des technologies numériques, les Africains peuvent désormais accéder à l'information, aux services financiers, à l'éducation et aux opportunités économiques comme jamais auparavant. Cependant, cette transformation rapide se heurte à des obstacles tels que la fracture numérique persistante, l'insuffisance des infrastructures de télécommunication, les défis en matière de cybersécurité et les disparités socio-économiques. Ainsi, la réussite de l'Afrique connectée dépendra de la capacité des États, des entreprises et des acteurs de la société civile à relever ces défis. Comment le continent peut-il réussir sa révolution numérique et veiller à ce que ses avantages profitent à toute la population ?

INTERVENANTS

Fatoumata BA, Janngo.africa
Christel HEYDEMANN, Orange
Cina LAWSON, Ministre de l'économie numérique et de transformation digitale, Togo
Judicaëlle OKEMBA, PAMI Partners
Laurent SAINT-MARTIN, Business France

COORDINATION

Emmanuelle AURIOL, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Ulysse GOSSET, BFM TV

COMMENT FINANCER LES TRANSITIONS ?

SESSION 18 | AMPHI 3

Dans une période où les transitions, qu'elles soient économiques, écologiques ou démographiques, sont plus que jamais au cœur des préoccupations sociales et politiques, la question de leur financement devient de plus en plus centrale. Alors que de nombreux politiques tentent de répondre à ces enjeux, il est indéniable que de telles transitions nécessiteront une transformation d'une ampleur similaire aux grandes révolutions du passé. Néanmoins, la prise en charge d'un tel enjeu par la puissance publique ne peut suffire à répondre seule aux problématiques des transitions.

Le débat sur le financement des transitions suscite ainsi une réflexion approfondie sur la manière de mener collectivement les efforts vers ces transformations. La grande difficulté réside dans le maintien de l'équilibre sociétal, dont la fragilité est plus que jamais accentuée par des défis tels que la progression des inégalités, le développement de conflits sociaux et régionaux, l'accroissement des migrations ou encore la multiplication des catastrophes naturelles. Comment dès lors explorer des modalités de financement pérennes afin de garantir une transition réussie vers un avenir durable pour tous ?

INTERVENANTS

Mathias BURGHARDT, Ardian
William KADOUCHE-CHASSAING, Eurazeo
Pierre PALMIERI, Société Générale
Xavier PIECHACZYK, Réseau de Transport d'Électricité (RTE)
Emmanuelle WARGON, Commission de régulation de l'énergie.

COORDINATION

Alain TRANNOY, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Emmanuel LECHYPRE, BFM TV

COMMENT ATTEINDRE LE PLEIN EMPLOI ?

SESSION 19 | AMPHI 4

Après avoir navigué entre 8 et 10 % pendant près de 40 ans le taux de chômage, à la faveur d'une série de réformes en matière de coût du travail et d'incitation du retour à l'emploi, semble désormais plus proche des 7,5 %, ayant même frôlé les 7 % fin 2022. Le ralentissement économique actuel, résultat de la lutte contre l'inflation, ne semble que peu altérer la dynamique du marché du travail qui demeure davantage tendu qu'avant la pandémie de la Covid-19.

Pour autant, l'objectif du plein emploi – saint graal des politiques économiques et qui équivaldrait à un taux de chômage sous les 5 % – est-il atteignable ? Le contraste avec l'Allemagne, 3,1 % de chômage et 77 % de taux d'emploi en 2023 – est criant, et les pistes d'action sont pourtant bien identifiées. Le plein emploi est-il non seulement atteignable, mais également souhaitable, et à quel prix ? Si les remèdes sont bien identifiés, quels sont les freins à leur mise en œuvre ? Comment mieux accompagner les entreprises et les travailleurs afin de réduire les pénuries de main d'œuvre ?

INTERVENANTS

Sylvain DHENIN, Heidrick & Struggles
Alexandre FRETTI, MALT
Olivier LENEL, Mazars
Alain ROUILHAC, ManpowerGroup France
Frédéric SOUILLOT, FO (Force Ouvrière)

COORDINATION

Stéphane CARCILLO, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Fanny GUINOCHE, La Tribune

VERS UN NOUVEAU PARTAGE DE LA VALEUR ?

SESSION 20 | AMPHI 5

La valeur engendrée par le processus de production doit être répartie entre trois entités qui parfois se recoupent : les personnes qui travaillent -ou ont travaillé- à la création de cette valeur, les propriétaires du capital et des moyens de production dont la combinaison avec le travail est nécessaire au processus, et l'État qui organise le financement d'activités non productives mais utiles à tous, assure divers risques et comble certaines défaillances du marché. La question du partage de la valeur à beau être aussi ancienne que la science économique, elle n'en reste pas moins difficile et systématiquement sujette à contestation. Il est déjà complexe de définir dans l'absolu quel serait le bon équilibre entre les salaires, les profits et les impôts. Et même si l'on arrivait à un semblant de consensus sur ce point, il faudrait alors l'appliquer dans un monde où les acteurs sont tous différents. La réflexion sur le partage de la valeur est du fait de ces difficultés une très riche porte d'entrée pour comprendre la société dans nous vivons.

INTERVENANTS

Xavier BERTRAND, Président, Région Hauts-de-France, France
Gwenola CHAMBON, Vauban Infrastructure Partners
Bertrand DUMAZY, Edenred
Hervé MONTJOTIN, SOCOTEC
Fabien VERSAVAL, Groupe Rakuten France

COORDINATION

Hippolyte d'ALBIS, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Marion SOLLETTY, Politico

IS WORLD TRADE STILL A PEACEMAKER?

CONNECTED AFRICA, A CONTINENT TRANSFORMED BY THE DIGITAL REVOLUTION

HOW CAN TRANSITIONS BE FINANCED?

CAN WE REACH FULL EMPLOYMENT?

TOWARDS A NEW WAY OF SHARING VALUE?

SESSION 16 | AMPHI 1

In response to the exacerbated protectionism of the 1930s, which contributed to the emergence of a war, the post-1945 world gambled on the commercial integration of economies in the service of reconciliation and peace. Various international economic organizations and their relative success may have confirmed the peace-making promises of trade.

Since the mid-2010s, trade balances have been upset by the return of economic nationalism and protectionism. Driven by the United States, with a cascade of tariff reactions, the repercussions of this movement are already being felt in the global economy. Economic bilateralism is replacing multilateralism, and regionalization now appears to be a remnant of globalization. Against this backdrop, is world trade still a sufficiently robust safety net for peace?

SPEAKERS

Sahar ALBAZAR, Member of Parliament, Deputy Chair of the Foreign Affairs Committee, Egypt
Pierre-André DE CHALENDAR, Saint-Gobain
Hinda GHARBI, Bureau Veritas
Jean-Jacques GUIONY, LVMH
Clarisse MAGNIN, McKinsey & Company

COORDINATION

Pierre JACQUET, Le Cercle des économistes

MODERATION

Charlotte REED, CNBC

SESSION 17 | AMPHI 2

Over the past twenty years, Africa has undergone a veritable digital revolution, profoundly transforming its economic, social and cultural aspects. Cell phone penetration among Africa's youth has doubled in ten years, and Internet connectivity on the continent now stands at 27%, an unimaginable figure just a few years ago.

Thanks to increased connectivity and the rise of digital technologies, Africans can now access information, financial services, education and economic opportunities like never before. However, this rapid transformation faces obstacles such as the persistent digital divide, inadequate telecoms infrastructure, cybersecurity challenges and socio-economic disparities. The success of a connected Africa will depend on the ability of governments, businesses and civil society players to meet these challenges. How can the continent make a success of its digital revolution, and ensure that its benefits accrue to the entire population?

SPEAKERS

Fatoumata BA, Janngo.africa
Christel HEYDEMANN, Orange
Cina LAWSON, Minister for the Digital Economy and Digital Transformation, Togo
Judicaëlle OKEMBA, PAMI Partners
Laurent SAINT-MARTIN, Business France

COORDINATION

Emmanuelle AURIOL, Le Cercle des économistes

MODERATION

Ulysse GOSSET, BFM TV

SESSION 18 | AMPHI 3

In a time where transitions, whether economic, ecological, or demographic, are more than ever at the forefront of social and political concerns, the question of their financing is becoming increasingly central. While many policymakers strive to address these issues, it is undeniable that such transitions will require a transformation of a scale akin to past great revolutions. Nevertheless, relying solely on public authorities to address the issues of transitions is insufficient.

The debate on the financing of transitions thus rekindles a profound reflection on how to collectively lead efforts towards these transformations. The major challenge lies in maintaining societal balance, the fragility of which is increasingly accentuated by challenges such as the worsening of inequalities, the development of social and regional conflicts, the increase in migrations, and the multiplication of natural disasters. How, then, can we explore sustainable financing mechanisms to ensure a successful transition to a sustainable future for all?

SPEAKERS

Mathias BURGHARDT, Ardian
William KADOUCH-CHASSAING, Eurazeo
Pierre PALMIERI, Société Générale
Xavier PIECHACZYK, Réseau de Transport d'Électricité (RTE)
Emmanuelle WARGON, Commission de régulation de l'énergie.

COORDINATION

Alain TRANNOY, Le Cercle des économistes

MODERATION

Emmanuel LECHYPRE, BFM TV

SESSION 19 | AMPHI 4

After hovering between 8 % and 10 % for almost 40 years, the unemployment rate, thanks to a series of reforms in labor costs and incentives to return to work, now seems closer to 7.5 %, having even approached 7 % by the end of 2022. The current economic slowdown, the result of the fight against inflation, seems to be doing little to alter the dynamics of the labor market, which remains tighter than before the Covid-19 pandemic.

But is the goal of full employment - the holy grail of economic policy, equivalent to an unemployment rate below 5 % - attainable? The contrast with Germany - with 3.1 % unemployment and a 77 % employment rate in 2023 - is stark, yet courses of action are clearly identified. Is full employment not only attainable, but also desirable, and at what cost? If remedies have been identified, what are the obstacles to their implementation? How can we better support companies and workers to reduce labor shortages?

SPEAKERS

Sylvain DHENIN, Heidrick & Struggles
Alexandre FRETTI, MALT
Olivier LENEL, Mazars
Alain ROUMILHAC, ManpowerGroup France
Frédéric SOUILLOT, FO (Force Ouvrière)

COORDINATION

Stéphane CARCILLO, Le Cercle des économistes

MODERATION

Fanny GUINOCHET, La Tribune

SESSION 20 | AMPHI 5

The value generated by the production process must be distributed among three entities, which sometimes overlap: the individuals who work - or have worked - in creating this value, the owners of capital and means of production whose combination with labor is necessary for the process, and the State which organizes the financing of non-productive activities but useful to all, ensures various risks, and addresses certain market failures. The question of value sharing may be as old as economic science, yet it remains difficult and consistently subject to dispute. It is already complex to define in absolute terms what the right balance would be between wages, profits, and taxes. And even if we were to reach a semblance of consensus on this point, it would then need to be applied in a world where the actors are all different. Reflection on the fair distribution of value is, due to these difficulties, a very rich entry point for understanding the society in which we live.

SPEAKERS

Xavier BERTRAND, President, Région Hauts-de-France, France
Gwenola CHAMBON, Vauban Infrastructure Partners
Bertrand DUMAZY, Edenred
Hervé MONTJOTIN, SOCOTEC
Fabien VERSAVAU, Groupe Rakuten France

COORDINATION

Hippolyte d'ALBIS, Le Cercle des économistes

MODERATION

Marion SOLLETTY, Politico

L'ÉTAT DOIT-IL SE RÉINVENTER ?

OBSOLESCENCE PROGRAMMÉE DU CONTRAT SOCIAL ?

BÂTIR DES PONTS ENTRE VILLE ET CAMPAGNE

AGRICULTEURS, HÉROS MÉCONNUS DE NOS SOCIÉTÉS ?

LE PRIVÉ PEUT-IL SEUL FINANCER L'INNOVATION SOCIALE ?

CONTROVERSE 6 | AMPHI 1

Depuis 1945, l'État a arboré différents visages, se réinventant constamment. Tout d'abord l'État Providence pourvoyeur des besoins sociaux, l'État s'est également donné comme mission d'être le planificateur de l'économie. Dans les années 1980, avec la libéralisation et la mondialisation des économies, c'est au contraire un État en retrait, presque minimaliste, qui a pris place.

Dès la fin du XXème siècle, du fait précisément des bouleversements créés par la mondialisation et par l'homme, l'État a intégré dans son giron des missions dépassant largement le seul champ de l'économie et ses traditionnelles fonctions régaliennes. La montée en flèche des inégalités a mis la justice sociale au cœur de ses missions ; de la finance à l'intelligence artificielle, la régulation protectrice est devenue son apanage ; et, bien sûr, l'urgence climatique est devenue l'une de ses missions centrales. Durant la Covid-19, l'État s'est encore réinventé, devenant, aux yeux de certains, un « État-nounou ». Pourtant, au vu notamment de son endettement, la soutenabilité possible de son action pose question, alors que certains s'interrogent sur un interventionnisme rognant sur les libertés. Quel doit être le nouveau visage de l'État ? Doit-il sans cesse s'adapter à la population ?

INTERVENANTS

Augustin DE ROMANET, Groupe ADP
Nicolas DUFOURCQ, BPI France

COORDINATION - MODERATION

Nicolas DOZE, BFM Business

CONTROVERSE 7 | AMPHI 2

Alors que les citoyens des anciennes et nouvelles démocraties expriment un mécontentement grandissant envers les États et leurs gouvernements, un constat s'impose : les anciens contrats sociaux, au sens des Lumières, semblent défailants. De plus, on observe une demande croissante des citoyens envers les entreprises, qui se doivent d'être responsables tant du point de vue social qu'écologique. Ainsi, l'entreprise prend de plus en plus de place, occupant parfois le rôle que l'État remplissait auparavant, ce qui témoigne d'une certaine défaillance de ce dernier.

Néanmoins, le contrat social reste un élément fondamental de notre organisation sociétale, jouant un rôle crucial dans les équilibres institutionnels et sociaux. Sa potentielle caducité menace la stabilité de nos pays. Le contrat social est-il vraiment devenu obsolète ? Les concepts de justice et de sécurité doivent-ils être entièrement repensés pour faire face aux crises contemporaines ? L'entreprise doit-elle s'immiscer dans l'espace laissé par la défaillance partielle de l'État concernant ses engagements envers le contrat social ?

INTERVENANTS

Jacques POMMERAUD, Inetum
Bris ROCHER, Groupe Rocher

COORDINATION - MODERATION

Marie VISOT, Le Figaro

CONTROVERSE 8 | AMPHI 3

Si les campagnes se sont historiquement vidées au profit des villes, les enjeux actuels de la transition socio-écologique changent la donne et appellent à repenser aujourd'hui les formes de réciprocité entre villes et campagnes.

C'est tout d'abord la remise en question d'un modèle de densification des villes qui a présidé au retournement de la tendance. Pollutions environnementales et sonores, densité de population et coût exorbitant du logement en ville ont conduit à l'exode urbain. La pandémie de la Covid, avec le développement du télétravail et la réflexion sur les choix et lieux de vie, en fut un catalyseur. L'exode urbain est une réponse humaine à la transition environnementale, mais peut aussi en être une menace si elle se fait au détriment des terres.

Réussir ce rééquilibrage en faveur des campagnes suppose de résorber les profondes inégalités territoriales qui se sont créées avec les villes. Comment accompagner cette transition géographique ? Les politiques publiques en font-elles assez pour développer économiquement la campagne ? Les inégalités d'opportunités entre ville et campagne sont-elles résorbables ?

INTERVENANTS

Mattias LANDGREN, OCDE
Emmanuelle MALECAZE-DOUBLET, PMU

COORDINATION - MODERATION

Emmanuel CUGNY, France Info

CONTROVERSE 9 | AMPHI 4

Le mouvement lancé par les agriculteurs en début d'année a permis de sensibiliser l'opinion publique à ces héros méconnus de nos sociétés. Sensibiliser, mais aussi rappeler à quel point les agriculteurs sont indispensables à nos sociétés, étant les femmes et les hommes qui nous permettent de nous nourrir.

Quelles conditions les agriculteurs sont-ils prêts à accepter pour assumer durablement cette mission ? Celles-ci s'avèrent particulièrement exigeantes : un revenu mensuel moyen de 1860€ en 2021 d'après l'Insee, une moyenne de 55 heures de travail par semaine, une grande instabilité des prix des produits agricoles, une forte vulnérabilité aux aléas climatiques et aux pénuries d'eau, ainsi que des tensions avec les distributeurs et les régulateurs. L'État soutient-il assez nos agriculteurs ? L'ensemble de la société valorise-t-elle suffisamment leur travail ?

INTERVENANTS

Sabine ALARY, Présidente, Interfel
Arnaud ROUSSEAU, FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles)

COORDINATION - MODERATION

Florence DE SOULTRAIT, M6

TBD

INTERVENANTS

Stéphane DEDEYAN, La Banque Postale
Jean-Louis GIRODOLLE, Lazard

COORDINATION - MODERATION

Catherine LUBOCHINSKY, Le Cercle des économistes

DOES THE STATE NEED TO REINVENT ITSELF?

CONTROVERSY 6 | AMPHI 1

Since 1945, the State has taken on different faces. At first, it was the welfare state, providing for social needs, but it also became the economic planner. In the 1980s, with the liberalization and globalization of economies, a retreating state took its place.

By the end of the twentieth century, precisely because of the upheavals created by globalization and mankind, the State had taken on missions that went far beyond the economy and its traditional legal functions. Skyrocketing inequalities have made social justice one of its core missions; from finance to artificial intelligence, protective regulation has become its prerogative; finally, the climate emergency has become one of its central missions. During the Covid-19, the State became, in the eyes of some, a "nanny state". However, in view of its indebtedness in particular, the possible sustainability of its actions raises questions, while some wonder about some interventionism that is eroding freedoms. What should the new face of the State be?

SPEAKERS

Augustin DE ROMANET, Groupe ADP
Nicolas DUFOURCQ, BPI France

COORDINATION - MODÉRATION

Nicolas DOZE, BFM Business

PROGRAMMED OBSOLESCENCE OF THE SOCIAL CONTRACT?

CONTROVERSY 7 | AMPHI 2

As citizens of old and new democracies express growing dissatisfaction with states and their governments, one thing is clear: the old social contracts, in the sense of the *Lumières*, seem to be failing. What's more, citizens are increasingly demanding that companies be both socially and ecologically responsible. As a result, the corporate sector is taking on more and more of the role previously played by the state, indicating a certain failure on the part of the latter.

Nevertheless, the social contract remains a fundamental element of our societal organization, playing a crucial role in institutional and social equilibrium. Its potential obsolescence threatens the stability of our countries. Has the social contract really become obsolete? Do the concepts of justice and security need to be completely rethought to cope with contemporary crises? Should the corporate world step into the space left by the partial failure of the state to meet its commitments to the social contract?

SPEAKERS

Jacques POMMERAUD, Inetum
Bris ROCHER, Groupe Rocher

COORDINATION - MODÉRATION

Marie VISOT, Le Figaro

BUILDING BRIDGES BETWEEN CITIES AND THE COUNTRYSIDE

CONTROVERSY 8 | AMPHI 3

The traditional view of city-countryside relations as opposing urban and rural areas now seems obsolete. While the countryside has historically been emptied to the benefit of the cities, the current challenges of the socio-ecological transition are changing the situation and calling for a rethinking of the forms of reciprocity between town and country.

First and foremost, the trend has been reversed by questioning a model of urban densification. Environmental and noise pollution, population density and the exorbitant cost of urban housing have led to an urban exodus. The Covid pandemic, along with the development of telecommuting and a rethinking of lifestyle choices and locations, was a catalyst. The urban exodus is a human response to the environmental transition, but it can also be a threat if it takes place at the expense of the land.

Achieving this rebalancing in favour of the countryside presupposes resolving the profound territorial inequalities that have arisen with cities, particularly in terms of concentration of economic activities and employment opportunities. How can we support this geographical transition? Are public policies doing enough to develop the countryside economically? Can inequalities in opportunities between town and country be eliminated?

SPEAKERS

Mattias LANDGREN, OCDE
Emmanuelle MALECAZE-DOUBLET, PMU

COORDINATION - MODÉRATION

Emmanuel CUGNY, France Info

FARMERS, OUR SOCIETY'S UNSUNG HEROES?

CONTROVERSY 9 | AMPHI 4

The movement launched by farmers at the beginning of the year has raised public awareness of these unsung heroes of our societies. It also reminded us of how essential farmers are to our societies, as the men and women who enable us to feed ourselves.

What conditions are farmers prepared to accept in order to carry out this mission in the long term? These are particularly demanding: an average monthly income of €1,860 in 2021 according to INSEE, an average working week of 55 hours, highly unstable prices for agricultural products, high vulnerability to climatic hazards and water shortages, and tensions with distributors and regulators. Is the government supporting our farmers enough? Does society sufficiently value their work?

SPEAKERS

Sabine ALARY, President, Interfel
Arnaud ROUSSEAU, FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles)

COORDINATION - MODÉRATION

Florence DE SOULTRAIT, M6

CAN THE PRIVATE SECTOR ALONE FINANCE SOCIAL INNOVATION??

CONTROVERSY 10 | AMPHI 5

TBD

SPEAKERS

Stéphane DEDEYAN, La Banque Postale
Jean-Louis GIRODOLLE, Lazard

COORDINATION - MODÉRATION

Catherine LUBOCHINSKY, Le Cercle des économistes

UN AUTRE MODÈLE DE CROISSANCE EST POSSIBLE

PLÉNIÈRE 5 | AMPHI 1

La décennie qui vient de s'ouvrir semble être celle d'une croissance atone : Après des décennies de rattrapage très rapide, la croissance ralentit en Chine. Aux États-Unis, et surtout en Europe, la croissance du PIB réel reste atone. Si les crises majeures qui se sont succédées ont bien sûr contribué au tassement de la croissance, il met surtout à jour les faiblesses d'un modèle de croissance à bout de souffle.

Les gains de productivité, premier facteur usuel des modèles de croissance, atteignent des niveaux bas alarmants : après avoir été substantiels dans les années 2000 avec la révolution des technologies de la communication, ils sont tombés à zéro dans la zone euro. Si certains voient dans le développement de l'intelligence artificielle un moteur possible de la prochaine révolution technologique, les applications restent encore limitées et ne permettent pas de regonfler les mauvais chiffres de l'innovation. Un effort massif de réindustrialisation, en particulier dans les secteurs de la transition environnementale, pourrait stimuler l'investissement productif mais la compétitivité de l'industrie nécessitera des compétences et du capital humain qu'il faut encore former. Enfin, le ralentissement démographique et la raréfaction des ressources ne nous condamnent-ils pas à une croissance atone ?

INTERVENANTS

Véronique BÉDAGUE, Nexity
Jean-Pierre CLAMADIEU, ENGIE
Sylvie JÉHANNO, Dalkia
Tatiana MOLCEAN, Commission Économique pour l'Europe des Nations-Unies
Philippe WAHL, Groupe La Poste

COORDINATION

Isabelle MÉJEAN, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

François LENGLET, TF1/LCI

PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE, MIRAGE ÉCONOMIQUE ?

PLÉNIÈRE 6 | AMPHI 2

L'urgence climatique a fait resurgir des nécessités de planification, terme qui paraissait assez suranné. A défaut d'outil universel comme un prix du carbone (qui orienterait les choix d'investissement et de consommation en tenant compte des externalités), il faut bien procéder « à la main » en définissant des objectifs de transition par secteur (énergie, logement, transport, industrie, agriculture, ...) et en fixant un horizon temporel. Mais cette méthode qui plane sur le Green Deal européen se heurte au mur du réel. Les États membres ont présenté leur Plan National Energie Climat à la Commission, fin 2023, explicitant leur progression vers l'objectif communautaire du Fit-for-55 en 2030 (soit, -55% d'émissions/1990). Et la Commission a considéré que ces plans manquaient de substance, ne permettant pas de crédibiliser le nécessaire doublement du rythme de décarbonation durant notre décennie. La planification permet-elle d'aligner les stratégies au sein de l'UE ? Constitue-t-elle, pour l'UE, un modus operandi efficace, dans la vive concurrence avec Chine et Etats-Unis pour les technologies vertes ?

INTERVENANTS

Estelle BRACHLIANOFF, Veolia Environnement
Thierry DEAU, Meridiam
Guillaume FAURY, Airbus
Marylise LÉON, Confédération française démocratique du travail (CFDT)
Luc REMONT, EDF

COORDINATION

Patrice GEOFFRON, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Dominique SEUX, Les Echos

ANOTHER GROWTH MODEL IS POSSIBLE

PLENARY 5 | AMPHI 1

After decades of rapid catch-up, growth is slowing in China. In the United States, and especially in Europe, real GDP growth remains sluggish. While the succession of major crises has of course contributed to the slowdown in growth, it has above all revealed the weaknesses of a growth model that has run out of steam.

Productivity gains, the most common factor in growth models, have reached alarmingly low levels: after having been substantial in the 2000s with the revolution in communication technologies, they have fallen to zero in the euro zone. While some see the development of artificial intelligence as a possible driving force behind the next technological revolution, applications are still limited and do little to bolster the poor innovation figures. A massive reindustrialization effort, particularly in environmental transition sectors, could stimulate productive investment, but industrial competitiveness will require skills and human capital that still need to be trained. Finally, won't demographic slowdown and scarcity of resources condemn us to sluggish growth?

SPEAKERS

Véronique BÉDAGUE, Nexity
Jean-Pierre CLAMADIEU, ENGIE
Sylvie JÉHANNO, Dalkia
Tatiana MOLCEAN, The United Nations Economic Commission for Europe
Philippe WAHL, Groupe La Poste

COORDINATION

Isabelle MÉJEAN, Le Cercle des économistes

MODERATION

François LENGLET, TF1/LCI

ENVIRONMENTAL PLANNING, AN ECONOMIC MIRAGE?

PLENARY 6 | AMPHI 2

The climate emergency has brought back the need for planning, a term that seemed rather outdated. In the absence of a universal tool such as a carbon pricing (which would guide investment and consumption choices by taking externalities into account), we have to proceed 'by hand' by defining transition objectives for each sector (energy, housing, transport, industry, agriculture, etc.) and setting a time horizon. But this method, which hovers over the European Green Deal, is coming up against the wall of reality. At the end of 2023, the Member States presented their National Energy and Climate Plans to the Commission, setting out their progress towards the EU's Fit-for-55 target for 2030 (i.e. -55% emissions/1990). And the Commission considered that these plans lacked substance, as they did not make the necessary doubling of the rate of decarbonisation during our decade credible. Does planning make it possible to align strategies within the EU? Does it constitute an effective modus operandi for the EU in the face of fierce competition with China and the United States for green technologies?

SPEAKERS

Estelle BRACHLIANOFF, Veolia Environnement
Thierry DEAU, Meridiam
Guillaume FAURY, Airbus
Marylise LÉON, Confédération française démocratique du travail (CFDT)
Luc REMONT, EDF

COORDINATION

Patrice GEOFFRON, Le Cercle des économistes

MODERATION

Dominique SEUX, Les Echos

KEYNOTE

KEYNOTE 3 | AMPHI 1

TBD

INTERVENANTS

TBD

KEYNOTE

KEYNOTE 3 | AMPHI 1

TBD

SPEAKERS

TBD

RAVIVER LE DÉBAT ÉCONOMIQUE

PLÉNIÈRE 7 | AMPHI 1

L'économiste, ses outils et sa grille de lecture sont-ils à même de rendre compte de la réalité économique telle qu'elle est vécue par le citoyen ? Et parvient-il à se faire comprendre de façon intelligible ? Si ces deux questions sont venues tourmenter les économistes depuis la fondation des sciences économiques, une nouvelle, plus vertigineuse encore, se pose à lui : le citoyen tend-il seulement encore l'oreille ?

Abaissement brutal du niveau éducatif général et de la culture générale économique, recul des enseignements économiques au lycée, déficit d'attention, désintérêt vis-à-vis de la politique : l'ensemble de ces facteurs est venu enfermer l'économiste et sa pensée dans une impasse quasi existentielle. Le débat économique n'a jamais connu un tel appauvrissement, et cela alors même que la succession des chocs économiques que l'on a connus depuis 2008 se doivent plus que jamais d'être appréhendés, explicités, interprétés, traduits. Quel est donc le rôle des médias dans la vulgarisation et transmission du débat économique ? Comment rendre les discussions économiques plus accessibles ?

INTERVENANTS

Barry EICHENGREEN, Université de Californie, États-Unis

Éric LOMBARD, Groupe Caisse des dépôts

Valérie RABAULT, Assemblée nationale

François VILLEROY DE GALHAU, Banque de France

COORDINATION

Benoît COEURÉ, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Alexandra BENSAID, France Inter

PROTECTIONNISME ET SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE

PLÉNIÈRE 8 | AMPHI 2

Les crises récentes (pandémie, invasion de l'Ukraine) et la montée des tensions géopolitiques ont mis au premier plan des politiques économiques les questions d'autonomie stratégique et de souveraineté industrielle. Il s'agit d'abord de reconsidérer l'équilibre entre réduction des coûts et assurance contre les risques, ce qui suscite reshoring, friendshoring ou diversification des sources. Mais il s'agit aussi, dans les domaines de la transition verte, de la santé et des nouvelles technologies, de poser à nouveau la question des industries dans l'enfance. Cette question se pose désormais en termes d'externalités (rendements croissants) non prises en compte dans le calcul privé de firmes mais devant être considéré du point de vue des bénéfices de la présence d'industries pour la société dans son ensemble. L'Inflation Reduction Act (IRA) est emblématique de ce point de vue, de même que le relâchement des contraintes sur les subventions publiques au niveau européen. Comment la montée des tensions protectionnistes que nourrit cette orientation des politiques économiques doit-elle s'analyser ?

INTERVENANTS

Romàn ARJONA, Chef économiste à la Direction générale, Commission Européenne

Mark BENEDETTI, Ardian

Anne-Marie ENGTOFT-MELDGAARD, Tech Ambassador, Danemark

Ross McINNES, Safran

Olivier SCALABRE, BCG

COORDINATION

Lionel FONTAGNÉ, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Hedwige CHEVRILLON, BFM Business

REVIVING THE ECONOMIC DEBATE

PLÉNIÈRE 7 | AMPHI 1

Are the economist, his tools and his reading grid able to account for economic reality as experienced by the citizen? And do they manage to make themselves understood in an intelligible way? While these two questions have plagued economists since the founding of economic science, a new, even more dizzying and difficult one has arisen: are citizens even listening?

A sharp drop in the general level of education and general economic culture, a retreat from high school economics courses, a lack of attention, a disinterest in politics and any form of serious debate: all these factors have locked the economist and his thinking in an almost existential impasse. The economic debate has never been so impoverished, and this at a time when the succession of economic shocks we've experienced since 2008 make it more important than ever to understand, explain, interpret and translate them. Against this backdrop, what is the role of the media in popularizing and transmitting economic debate? How can we make economic discussions more accessible?

SPEAKERS

Barry EICHENGREEN, University of California, USA

Éric LOMBARD, Groupe Caisse des dépôts

Valérie RABAULT, Assemblée nationale

François VILLEROY DE GALHAU, Banque de France

COORDINATION

Benoît COEURÉ, Le Cercle des économistes

MODERATION

Alexandra BENSAID, France Inter

PROTECTIONISM AND INDUSTRIAL SOVEREIGNTY

PLÉNIÈRE 8 | AMPHI 2

Recent crises (pandemics, the invasion of Ukraine) and rising geopolitical tensions have brought the issues of strategic autonomy and industrial sovereignty to the forefront of economic policy. First and foremost, we need to reconsider the balance between reducing costs and insuring against risks, which gives rise to reshoring, friendshoring or diversification of sources. But in the fields of green transition, healthcare and new technologies, we also need to revisit the age-old question of infant industries. This question is now posed in terms of externalities (increasing returns) not taken into account in the private calculation of firms, but which must be considered from the point of view of the benefits of the presence of industries for society as a whole. The Inflation Reduction Act (IRA) is emblematic of this point of view, as is the loosening of constraints on public subsidies at European level. How should we analyze the rise in protectionist tensions fuelled by this orientation of economic policy?

SPEAKERS

Romàn ARJONA, Chief economist at the Directorate-General, Commission Européenne

Mark BENEDETTI, Ardian

Anne-Marie ENGTOFT-MELDGAARD, Tech Ambassador, Denmark

Ross McINNES, Safran

Olivier SCALABRE, BCG

COORDINATION

Lionel FONTAGNÉ, Le Cercle des économistes

MODERATION

Hedwige CHEVRILLON, BFM Business

ENTREPRISES, PASSER DE L'INDIVIDUALISME À L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

SESSION 21 | AMPHI 1

Les entreprises, auparavant symbole de l'individualisme de nos sociétés, peuvent-elles devenir les nouveaux moteurs de l'intérêt général ? Alors que les consommateurs veulent consommer différemment, et que les salariés s'opposent aux « *bullshit jobs* » dans une volonté de sens, les entreprises, elles, s'ancrent dans les territoires et développent leurs filières. L'intérêt général devient moteur des intérêts individuels. Responsabilité sociale des entreprises, objectifs de développement durable, entreprises à mission : les entreprises ont aujourd'hui intérêt à adopter des modèles d'affaires durables orientés vers l'intérêt général afin d'avoir un impact positif sur les communautés et l'environnement, et de travailler sur le sens du travail et sur le sentiment d'utilité sociale, la cohérence éthique et la capacité de développement des salariés.

Quel rôle les dirigeants d'entreprise doivent-ils jouer pour promouvoir une culture axée sur l'intérêt général ? Comment les entreprises peuvent-elles intégrer la durabilité et la responsabilité dans leur stratégie et leur prise de décision quotidienne ?

INTERVENANTS

Céline BRUCKER, L'Oréal
Sophie CHASSAT, Accuracy
Pierre FERRACCI, Groupe Alpha
François HOMMERIL, CFE-CGC
Maya NOËL, France Digital

COORDINATION

Nathalie CHUSSEAU, Invitée par Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Vincent GIRET, 2050 Now

SE DÉSENDETTER QUOI QU'IL EN COÛTE ?

SESSION 22 | AMPHI 2

Depuis 20 ans, l'endettement public a grimpé dans de nombreux pays, y compris en France, suite à des crises et à des taux d'intérêt historiquement bas. Cela a conduit à sous-estimer les conséquences d'une politique budgétaire laxiste, limitant ainsi les capacités d'action des États. Mais est-ce une priorité de réduire cette dette ? En réalité, le niveau d'endettement ne suffit pas à évaluer sa soutenabilité ; celle-ci dépend plutôt de sa trajectoire à moyen terme, conditionnée par les soldes budgétaires, la croissance et les taux d'intérêt à venir. Dans un scénario raisonnable de croissance modeste et de taux d'intérêt plus élevés post-crise, stabiliser la dette exigerait un équilibre budgétaire. Mais quelles restrictions budgétaires faudrait-il ? Qui en supporterait le coût ? Comment financer les investissements nécessaires face aux nouveaux défis ? Dans ce contexte, l'Europe peut-elle être une solution ou une contrainte supplémentaire ?

INTERVENANTS

Gérard BEKERMAN, Association Française d'épargne et de retraite (AFER)
Sarah CARLSON, Moody's
Éric CHENUT, Fédération Nationale de la Mutualité Française
Wassim MANSSOURI, Banque du Liban
Jakob VON WEIZSÄCKER, Ministre des finances et des Sciences de la Sarre, Allemagne

COORDINATION

Jean-Paul POLLIN, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Isabelle GOUNIN-LEVY, LCI

SOUS LES PAVÉS, L'ENFER ! COMMENT VIVRE SOUS 50°C ?

SESSION 23 | AMPHI 3

En 2022, l'augmentation de la température moyenne mondiale a atteint 1,26 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Les années 2015-2022 ont été les huit années les plus chaudes enregistrées depuis 1800.

La température pourrait augmenter à nouveau de 1,5 °C à 4 °C à l'horizon 2100. Des épisodes de quelques jours à 50 °C pourraient alors survenir en Europe. De très nombreuses questions résultent de l'anticipation de l'accélération du réchauffement climatique : quel sera l'impact de ce réchauffement sur la vie quotidienne et la santé de la population au sud d'une ligne Londres - Berlin - Varsovie ? Comment adapter les infrastructures et les habitations ? Quel programme de rénovation de la totalité du bâti existant sur trois décennies peut-on envisager ? Comment les épisodes durables de fortes chaleurs affectent-ils la production agricole et la distribution alimentaire et la disponibilité et la qualité des ressources en eau ? Comment les populations peuvent-elles se préparer et réagir aux catastrophes naturelles potentiellement aggravées par des températures extrêmes ?

INTERVENANTS

Frédéric FAROCHE, Gazel Energie
Jan KNIKKER, MVRDV - Architects
Philippe MAILLARD, Apave
Jérôme STUBLER, Equans

COORDINATION

Christian SAINT-ETIENNE, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Cécile Desjardins, L'Opinion

INNOVATION FINANCIÈRE, LA DÉSINTERMÉDIATION NUMÉRIQUE EN ACTION

SESSION 24 | AMPHI 4

Blockchain, « uberisation » des banques et cybermonnaies : depuis quelques années, un puissant vent d'innovation souffle sur le secteur de la finance avec un objectif affiché : la désintermédiation. Ce terme, qui traduit traditionnellement le passage d'une économie d'endettement à une économie de marchés financiers, désigne pour le mouvement en cours l'accès direct au client sans passer par la banque. Plus qu'une désintermédiation, c'est surtout la substitution ou l'ajout d'autres intermédiaires entre la banque et le client qui a lieu, avec la création de plateformes qui sont loin d'avoir gagné la confiance des utilisateurs. Au-delà de la promesse d'un financement accessible à tous, court-circuitant les oligopoles bancaires et les effets de seuil des marchés financiers, cette rupture soulève de réelles interrogations en matière de cybersécurité, d'utilisation des données personnelles, d'infrastructures et d'indépendance économique. Alors que l'*open data* et la monétisation des données sur les plateformes semblent difficilement compatibles avec la protection, quelles garanties offre la finance nouvelle à l'utilisateur ? Les avantages sont-ils supérieurs aux risques ?

INTERVENANTS

Maya ATIG, Fédération Bancaire Française (FBF)
Mingpo CAI, Cathay Capital
Dan SCHULMAN, Ancien Président, Paypal

COORDINATION

Hélène REY, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Jean-Paul CHAPEL, France TV

DE BUENOS AIRES À BOGOTÁ, UN CONTINENT EN ÉBULLITION ÉCONOMIQUE

SESSION 25 | AMPHI 5

En moins d'un an, les deux premières économies d'Amérique du Sud ont connu un virage politique et économique à 180 degrés : l'arrivée au pouvoir du Président Lula au Brésil a signifié le retour à l'interventionnisme, celle du Président Milei en Argentine amorce au contraire un tournant ultra libéraliste. Politiques sociales au Mexique et en Colombie, lutte contre l'hyperinflation au Venezuela, politiques monétaires ultra-orthodoxes, dollarisation de certaines économies : le continent semble être à la recherche de ses recettes économiques. La volatilité de la croissance en Amérique Latine ces dernières années a illustré sa forte dépendance aux matières premières. En 2023, l'Argentine est entrée en récession, la croissance du Brésil en 2024 est projetée à +1,5%. La Cepal (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) pointe la baisse tendancielle de la croissance dans la région : de 3% par an sur la période 1980-2009, elle s'est affaïssée à 1,6% entre 2010 et 2024. Les faiblesses structurelles du continent sont connues : une productivité trop basse, le poids des activités informelles, des investissements publics et privés insuffisants. Comment libérer les énergies du continent et raviver l'Amérique du Sud ?

INTERVENANTS

Mariana CAMPOS, Mexico Evalua
Eduardo CAVALLLO, Banque interaméricaine de développement (BID)
Marie-Aude THÉPAUT, CNP Assurances
Jorge VIANA, ApexBrasil

COORDINATION

Arancha GONZALEZ-LAYA, Invitée par Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Patrice MOYON, Ouest-France

COMPANIES FROM INDIVIDUALISM TO GENERAL INTEREST

SESSION 21 | AMPHI 1

Can companies, once symbols of the individualism of our societies, become the new engines of the general interest? While consumers want to consume differently, and employees oppose "bullshit jobs" in a desire for meaning, companies are anchoring themselves in their local areas and developing their sectors. The general interest becomes the driving force behind individual interests. Corporate social responsibility, sustainable development objectives, mission-driven businesses: today, it is in the interest of companies to adopt sustainable business models oriented towards the general interest, in order to have a positive impact on communities and the environment, and to work on the meaning of work and on employees' sense of social utility, ethical coherence and capacity for development.

What role should corporate leaders play in promoting a culture focused on the public interest? How can companies integrate sustainability and responsibility into their strategy and day-to-day decision-making?

SPEAKERS

Céline BRUCKER, L'Oréal
Sophie CHASSAT, Accuracy
Pierre FERRACCI, Groupe Alpha
François HOMMERIL, CFE-CGC
Maya NOËL, France Digital

COORDINATION

Nathalie CHUSSEAU, Invited by Le Cercle des économistes

MODERATION

Vincent GIRET, 2050 Now

REDUCING DEBT, WHATEVER IT TAKES?

SESSION 22 | AMPHI 2

Over the past 20 years, public debt has soared in many countries, including France, following crises and historically low interest rates. This has led to an underestimation of the consequences of a lax fiscal policy, limiting governments' ability to act. But is reducing this debt a priority? In reality, the level of debt is not enough to assess its sustainability; rather, this depends on its medium-term trajectory, conditioned by budget balances, growth and future interest rates. In a reasonable scenario of modest growth and higher post-crisis interest rates, stabilizing debt would require a balanced budget. But how much fiscal restraint would be required? Who would bear the cost? How can we finance the investments needed to meet the new challenges? In this context, can Europe be a solution or an additional constraint?

SPEAKERS

Gérard BEKERMAN, Association Française d'épargne et de retraite (AFER)
Sarah CARLSON, Moody's
Éric CHENUT, National Federation of the French Mutuality
Wassim MANSSOURI, Banque du Liban
Jakob VON WEIZSÄCKER, Minister of finance and Science of the Saarland, Germany

COORDINATION

Jean-Paul POLLIN, Le Cercle des économistes

MODERATION

Isabelle GOUNIN-LEVY, LCI

HELL, UNDER THE PAVING STONES ! HOW TO LIVE UNDER 50°C?

SESSION 23 | AMPHI 3

In 2022, the global average temperature rose by 1.26°C compared with the pre-industrial era. The years 2015-2022 were the eight hottest on record since 1800.

Temperatures could rise again by 1.5°C to 4°C by 2100. Episodes lasting a few days at 50°C could then occur in Europe.

Anticipating the acceleration of global warming raises a host of questions: what impact will it have on the daily lives and health of people south of the London-Berlin-Warsaw line? How can infrastructures and housing be adapted? What kind of renovation program can we consider for all existing buildings over a three-decade period? How do sustained hot spells affect agricultural production and food distribution, and the availability and quality of water resources? How can populations prepare for and react to natural disasters potentially aggravated by extreme temperatures?

SPEAKERS

Frédéric FAROCHE, Gazel Energie
Jan KNIKKER, MVRDV - Architects
Philippe MAILLARD, Apave
Jérôme STUBLER, Equans

COORDINATION

Christian SAINT-ETIENNE, Le Cercle des économistes

MODERATION

Cécile DESJARDINS, L'Opinion

FINANCIAL INNOVATION, DIGITAL DISINTERMEDIATION AT PLAY

SESSION 24 | AMPHI 4

Blockchain, "uberization" of banks and cybercurrencies: in recent years, a powerful wind of innovation has been blowing through the finance sector with the aim of disintermediation. For the current movement, this term refers to direct access to the customer without going through the bank. More than disintermediation, it is above all the substitution or addition of other intermediaries between the bank and the customer that is taking place, with the creation of platforms that are far from having won the trust of users.

Beyond the promise of financing accessible to all, bypassing banking oligopolies and the threshold effects of financial markets, this disruption raises real questions about cyber security, the use of personal data, infrastructures and economic independence. While open data and the monetization of data on platforms seem difficult to reconcile with protection, what guarantees does the new finance offer users? Do the benefits outweigh the risks?

SPEAKERS

Maya ATIG, Fédération Bancaire Française (FBF)
Mingpo CAI, Cathay Capital
Dan SCHULMAN, Ancien Président, Paypal

COORDINATION

Hélène REY, Le Cercle des économistes

MODERATION

Jean-Paul CHAPEL, France TV

FROM BUENOS AIRES TO BOGOTÀ, AN ECONOMICALLY RESTLESS CONTINENT

SESSION 25 | AMPHI 5

In less than a year, the major economies of South America have made a radical political and economic U-turn: Lula in Brazil has opted for interventionism, while Milei in Argentina favors ultraliberalism. Other countries are adopting social policies (Mexico, Colombia), fighting hyperinflation (Venezuela), or opting for orthodox monetary policies and dollarization. The continent is seeking its own economic path.

The volatility of growth in Latin America in recent years has illustrated its heavy dependence on raw materials. In 2023, Argentina entered a recession, while Brazil's growth in 2024 is projected at +1.5%. An ECLAC report points to the downward trend in growth in the region: from 3% per annum over the period 1980-2009, it has slumped to 1.6% between 2010 and 2024. The continent's structural weaknesses are well known: productivity is too low, the weight of informal activities is high, and public and private investment is insufficient. How can we unleash the continent's energies and revitalize South America?

SPEAKERS

Mariana CAMPOS, Mexico Evalua
Eduardo CAVALLLO, Inter-American Development Bank (IDB)
Marie-Aude THÉPAUT, CNP Assurances
Jorge VIANA, ApexBrasil

COORDINATION

Arancha GONZALEZ-LAYA, Invited by Le Cercle des économistes

MODERATION

Patrice MOYON, Ouest-France

RÉCONCILIER LES SALARIÉS ET LA RAISON D'ÊTRE ?

CONTROVERSE 11 | AMPHI 1

Le constat alarmant issu des Assises du travail de 2023 et du rapport « Du sens à l'ouvrage » révèle une crise de sens au travail, mettant en lumière un besoin criant d'écoute, de respect et de reconnaissance entre les entreprises et leurs salariés. Si théoriquement cela semble facile à concevoir, sa mise en œuvre s'avère complexe. L'enjeu de la réconciliation entre entreprises et salariés illustre en réalité une fracture dans laquelle s'opposent modèle tayloriste et conception de la personne humaine. Face à l'accumulation des normes, aux structures organisationnelles complexes et aux lacunes managériales, la responsabilisation émerge ainsi comme un pilier pour restaurer le lien entre les salariés et la raison d'être des entreprises. Offrant à la fois un cadre épanouissant pour le travail, elle est un vecteur d'engagement et d'espoir pour l'ensemble de la société. Toutefois, est-elle suffisante pour réconcilier les salariés et la raison d'être des entreprises ?

INTERVENANTS

Jean-Dominique SENARD, Groupe Renault
Olivier SICHEL, Caisse des Dépôts

COORDINATION - MODERATION

François LENGLET, TF1/LCI

FRANCE-ALLEMAGNE, JE T'AIME... MOI NON PLUS

CONTROVERSE 12 | AMPHI 2

La France et l'Allemagne se sont livrées, en moins d'un siècle, trois des guerres les plus meurtrières que l'Europe a connu au cours de son histoire. Toutefois, depuis 1950, c'est bien ce « couple » franco-allemand qui est le moteur de la construction européenne.

Si ce couple s'est astucieusement partagé le leadership du continent - l'initiative politique revenant traditionnellement à la France, le poids économique de l'Allemagne pesant davantage sur la politique monétaire et budgétaire - les sujets de divergence sont présents : énergie, politique commerciale, budget ou encore défense. Pourtant, avec l'enchaînement des crises (sanitaire, économique, guerre aux portes de l'Europe) l'Union Européenne a connu ces dernières années ses avancées les plus rapides : vaccins, mutualisation de la dette, diplomatie commune, réponse européenne au protectionnisme, environnement. Toutefois, quelques doutes planent. Le couple franco-allemand sera-t-il toujours le moteur européen ? Serons-nous capables de dépasser les points de blocage et de permettre à l'Union Européenne de porter les transitions nécessaires en Europe et dans le Monde ? France, Allemagne, je t'aime moi non plus, vraiment ?

INTERVENANTS

Florence PARLY, Ancienne Ministre des Armées
Stephan STEINLEIN, Ambassadeur d'Allemagne

COORDINATION-MODERATION

Nicolas BEYTOUT, L'Opinion

PEUT-ON MIEUX PILOTER LES RESSOURCES DE SANTÉ ?

CONTROVERSE 13 | AMPHI 3

Au cœur du paysage médical français les symptômes de son essoufflement sont de plus en plus visibles. Le temps d'attente moyen aux urgences atteint 4 heures et 23 minutes en moyenne (ORU, 2022), le nombre de médecins généralistes en activité régulière a chuté de 11 % depuis 2010 (CNOM, 2022) et le personnel de santé exprime unanimement sa souffrance.

Pourtant, le niveau de financement public et les capacités du système de santé français demeurent supérieurs à la moyenne européenne. Le maillage territorial dense des établissements hospitaliers garantit une accessibilité relativement élevée aux soins de santé dans tout le pays.

Cette "agonie" apparente pourrait être attribuée en grande partie à une gestion inefficace des ressources. Un cinquième des dépenses de santé n'apporte aucune contribution ou une contribution limitée à l'amélioration de l'état de la société (OCDE, 2017). Le système reste principalement axé sur le traitement curatif, avec près de 90 % des consultations se soldant par une prescription. De plus, les fermetures de lits, indicateur crucial, ne font pas l'objet d'un suivi adéquat par le ministère de la Santé, laissant ainsi les équipes hospitalières dans une impasse préoccupante. Comment assurer un pilotage effectif des dépenses de santé et une meilleure allocation des ressources disponibles ? Comment remettre le personnel médical au cœur du système de santé afin d'assurer leur bien-être et ceux de leurs patients ?

INTERVENANTS

Sylvie HOFMANN, Cadre de santé
Éric WOERTH, Assemblée Nationale

COORDINATION - MODERATION

David DELOS, France TV

PROGRÈS TECHNOLOGIQUE : ÉPANOUISSEMENT OU ASSERVISSEMENT ?

CONTROVERSE 14 | AMPHI 4

L'impact du progrès technologique sur la société et les individus est loin d'être univoque. S'il améliore les conditions de vie, augmente la productivité et facilite la communication, il peut également creuser les inégalités, entraîner une obsolescence rapide de certains métiers, notamment à l'ère de l'IA, et avoir un impact environnemental négatif. De plus, la dépendance croissante à la technologie peut rendre les individus vulnérables et les priver de contrôle sur leur vie quotidienne. Ainsi, les choix technologiques ne sont pas neutres et façonnent profondément notre société. Les décisions prises aujourd'hui auront des répercussions à long terme sur nos vies et sur l'équilibre des pouvoirs. Il est crucial de s'interroger sur la manière de garantir que la technologie soit au service des individus et de la collectivité, plutôt que de servir les intérêts particuliers des entreprises ou de l'État. Comment assurer que le progrès technologique soit émancipateur et respectueux des droits individuels ? Comment influencer l'utilisation des nouvelles technologies pour qu'elles répondent aux besoins et aux aspirations de la société dans son ensemble ? Comment s'engager dans des décisions technologiques qui façonnent notre avenir commun et garantir que ces choix soient démocratiques et inclusifs ?

INTERVENANTS

Doris BIRKHOFER, Siemens France
Olivier NOLLENT, SAP France

COORDINATION - MODERATION

Sébastien GEORGES, EBRA

GÉNÉRATION Z AU TRAVAIL, QUI S'ADAPTE ?

CONTROVERSE 15 | AMPHI 5

Désignée comme la génération des personnes nées entre 1997 et 2010, c'est tout naturellement depuis peu que la génération Z a commencé à déferler sur le marché du travail. Force des idéaux et des engagements, notamment pour la planète, hyper-information des réseaux sociaux et recherche aiguë de sens : les entreprises avaient de quoi s'inquiéter. Et ce d'autant plus que les confinements, le télétravail et la recherche décuplée de sens qui s'est emparée de l'ensemble des actifs consécutivement à la Covid-19 furent de puissants catalyseurs pour la génération Z.

Le roseau a penché par deux fois. Tout d'abord, les entreprises qui ont su élargir leur périmètre aux préoccupations sociales et environnementales se sont retrouvées bien plus plébiscitées par la génération Z. Également, les plus jeunes actifs n'hésitent pas à démissionner si le poste ne correspond plus à leurs aspirations. Pour le reste, force est de constater que la « révolte » attendue sur le marché du travail ne s'est pas produite. Inquiète des chocs actuels et à venir pour notre monde, c'est au contraire la recherche de sécurité qui semble être prioritaire pour la génération Z. Alors : génération Z au travail, qui s'adapte ?

INTERVENANTS

Jasmine MANET, Youth Forever - Projet Jeunesse(s)
Dominique RESTINO, CCI Paris

COORDINATION - MODERATION

Élisabeth MONTAUFRAY-BUREAU, Ouest-France

RECONCILING EMPLOYEES AND COMPANY PURPOSE?

FRANCE-GERMANY, JE T'AIME... MOI NON PLUS

CAN WE BETTER MANAGE HEALTHCARE RESSOURCES?

TECHNOLOGICAL PROGRESS: EMPOWERMENT OR ENSLAVEMENT?

GENERATION Z AT WORK, WHOM ADAPTS TO WHOM?

CONTROVERSY 11 | AMPHI 1

CONTROVERSY 12 | AMPHI 2

CONTROVERSY 13 | AMPHI 3

CONTROVERSY 14 | AMPHI 4

CONTROVERSY 15 | AMPHI 5

The alarming findings of the 2023 Assises du travail and the "Du sens à l'ouvrage" report reveal a crisis of meaning at work, highlighting a crying need for companies and their employees to be listened to, respected, and recognised. While this may seem easy to achieve in theory, it is complex to put into practice. The challenge of reconciling companies and employees illustrates a divide in which the Taylorist model and the concept of the human person clash. Faced with the accumulation of norms, complex organizational structures, and managerial shortcomings, empowerment emerges as a cornerstone for restoring the connection between employees and the purpose of companies. Offering both a fulfilling framework for work, it serves as a catalyst for engagement and hope for society. However, is it sufficient to reconcile employees and the purpose of companies?

In less than a century, France and Germany have fought three of the deadliest wars in European history. Since 1950, however, the Franco-German "couple" has been the driving force behind the construction of Europe.

Although this pair has cleverly shared the continent's leadership - with France traditionally taking the political initiative, and Germany's economic weight having a greater influence on monetary and budgetary policy - there are still areas of divergence: energy, trade policy, the budget and defense. And yet, with the succession of crises, the European Union has seen some of its most rapid advances in recent years: vaccines, debt mutualization, joint diplomacy, the European response to protectionism, and the environment. However, some doubts remain. Will the Franco-German couple always be the driving force behind Europe? Will we be able to overcome the stumbling blocks and enable the European Union to bring about the necessary transitions in Europe and the world?

At the heart of the French medical landscape, the symptoms of its exhaustion are increasingly visible. The average waiting time in emergency wards has reached 4 hours and 23 minutes (ORU, 2022), the number of general practitioners in regular practice has fallen by 11 % since 2010 (CNOM, 2022), and healthcare staff are unanimously expressing their suffering.

However, the level of public funding and the capacity of the French healthcare system remain higher than the European average. The dense territorial network of hospital establishments guarantees relatively high accessibility to healthcare throughout the country.

Much of this apparent "agony" can be attributed to inefficient resource management. One-fifth of healthcare spending makes little or no contribution to improving the state of society (OECD, 2017). The system remains primarily focused on curative treatment, with almost 90% of consultations resulting in a prescription. Moreover, bed closures, a crucial indicator, are not adequately monitored by the Ministry of Health, leaving hospital teams in a worrying impasse. How can we ensure effective management of healthcare expenditure and better allocation of available resources? How can we put medical staff back at the heart of the healthcare system, to ensure their well-being and that of their patients?

The impact of technological progress on society and individuals is far from unequivocal. While it improves living conditions, increases productivity and facilitates communication, it can also widen inequalities, lead to the rapid obsolescence of certain professions, particularly in the age of AI, and have a negative environmental impact. What's more, growing dependence on technology can leave individuals vulnerable and deprive them of control over their daily lives. So, technological choices are not neutral and profoundly shape our society. Decisions taken today will have long-term repercussions on our lives and on the balance of power. It is crucial to ask how we can ensure that technology serves individuals and communities, rather than the particular interests of companies or the state. How can we ensure that technological progress is emancipatory and respectful of individual rights? How can we influence the use of new technologies so that they meet the needs and aspirations of society as a whole? How can we engage in technological decisions that shape our common future, and ensure that these choices are democratic and inclusive?

Referred to as the generation born between 1997 and 2010, Generation Z has only recently begun to flood into the job market. With their strong ideals and commitments, notably to the planet, hyper-information on social networks and acute search for meaning, companies had plenty to worry about. This was all the more true given that confinement, telecommuting and the search for meaning that took hold of the workforce as a whole following the Covid crisis were powerful catalysts for Generation Z.

We have seen that companies that have been able to broaden their scope to include social and environmental concerns have found themselves much more popular with Generation Z. What's more, young workers are less reluctant to resign if the job no longer matches their aspirations. Worried about current and future shocks to our world, it's the search for security and a healthy balance between professional and personal life that seems to be a priority for Generation Z. So: Generation Z at work, who's adapting?

SPEAKERS

Jean-Dominique SENARD, Groupe Renault
Olivier SICHEL, Caisse des Dépôts

SPEAKERS

Florence PARLY, Former Minister of the Armed Forces
Stephan STEINLEIN, Ambassador of Germany

SPEAKERS

Sylvie HOFMANN, Health executive
Éric WOERTH, Assemblée Nationale

SPEAKERS

Doris BIRKHOFER, Siemens France
Olivier NOLLENT, SAP France

SPEAKERS

Jasmine MANET, Youth Forever - Projet Jeunesse(s)
Dominique RESTINO, CCI Paris

COORDINATION - MODERATION

François LENGLET, TF1/LCI

COORDINATION-MODERATION

Nicolas BEYOUT, L'Opinion

COORDINATION - MODERATION

David DELOS, France TV

COORDINATION - MODERATION

Sébastien GEORGES, EBRA

COORDINATION - MODERATION

Élisabeth MONTAUFRAY-BUREAU, Ouest-France

MONDIALISATION, PETIT COMMERCE ENTRE AMIS

SESSION 26 | AMPHI 1

Depuis 2010, la mondialisation se complexifie, accentuée par la crise sanitaire et la guerre en Ukraine. Les chaînes de valeur mondiales se réorganisent vers des bases régionales, avec la relocalisation industrielle et les délocalisations d'emplois. Le protectionnisme, les clauses miroirs et les ajustements carbone altèrent les échanges internationaux. Les subventions massives pour la réindustrialisation en Europe, aux États-Unis et en Chine modifient l'équilibre économique. La décarbonation des économies redessine les chaînes de valeur mondiales. La géopolitique semble favoriser une "mondialisation entre amis" autour de l'OTAN, avec une possible scission entre les États-Unis et la Chine. L'Europe doit définir son rôle dans cette reconfiguration. Le découplage Nord-Sud entre la France et ses anciennes colonies africaines soulève des interrogations sur les conséquences pour un continent jeune dont la population va doubler d'ici 2050. Comment l'Europe peut-elle tirer parti de ces changements ? Quels défis pose cette évolution pour les relations Nord-Sud et pour la stabilité mondiale à long terme ?

INTERVENANTS

Johanna HILL, Organisation Mondiale du Commerce

Yann LERICHE, Getlink

Pierre LEVY, Ambassadeur de France en Russie

Ludovic SUBRAN, Allianz Trade

Fauziah ZEN, ERIA (Economic Research Institute for ASEAN and East Asia)

COORDINATION

Mouhoud EL MOUHOUB, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

François MIGUET, Le Point

PRIVATISER LA RECHERCHE POUR MUTUALISER L'INNOVATION ?

SESSION 27 | AMPHI 2

La recherche académique française est souvent comparée aux modèles étrangers, notamment dans sa relation avec le secteur privé, suite aux réformes des années 2010. Ces réformes, critiquées pour leur compétitivité accrue et leur dépendance au privé, ont favorisé la mutualisation de l'innovation.

Cependant, l'innovation effrénée aggrave la crise écologique. Il est crucial d'innover de manière plus responsable. Comment structurer la recherche dans cette optique ? Faut-il renforcer la « privatisation » de la recherche ou la limiter ? Bien que les entreprises financent la majorité de la R&D, le soutien public reste crucial pour gérer le risque inhérent à la recherche. Encourager les collaborations entre recherche académique et privée est important, mais leur organisation doit viser un enrichissement mutuel. Quel doit être le rôle de l'État dans ce contexte ?

INTERVENANTS

Yasmine BELKAID, Institut Pasteur

Nicolas DUBOURG, ISALT

Norah PATTEN, Realtra Space Systems Engineering

Sylvie RETAILLEAU, Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, France

Rafaèle TORDJMAN, Jeito Capital

COORDINATION

Ariel MENDEZ, Invitée par Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Philippe ESCANDE, Le Monde

SANTÉ PUBLIQUE, PRÉVENIR PLUTÔT QUE GUÉRIR

SESSION 28 | AMPHI 3

En 2019, la prévention ne représentait que 2 % de la dépense totale de soins en France. Cette faiblesse n'est pas une fatalité : la même année, nos voisins britanniques y consacraient 5 % de leur dépense de soins. Et en 2021, en France, les tests et vaccins permettant de lutter contre la Covid-19 ont fait bondir la dépense de prévention à 5,5 %. La pandémie a aussi rappelé que l'accès effectif aux soins préventifs révélait de fortes inégalités sociales. Or, le système de soins, essentiellement curatif, peine à accéder aux populations les plus éloignées, socialement ou culturellement, des institutions de soins. Pourtant, des collectivités locales aux écoles, des pharmacies d'officine aux centres de santé communautaires, de nombreux acteurs s'engagent dans des démarches de prévention, au plus près du terrain. Comment libérer ces énergies ? Comment restaurer la confiance des populations dans ces initiatives ? Comment développer, à toutes les échelles, la réduction des risques de maladie en amont des soins curatifs ?

INTERVENANTS

Thibault DESMAREST, GSK (GlaxoSmithKline)

Nick DUSSUYER, WTW

Sophie FERREIRA LE MORVAN, April

Thierry HULOT, Leem

Signe RIISALO, Ministre de la protection sociale, Estonie

COORDINATION

Pierre-Yves GEOFFARD, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Nicolas PRISSETTE, La Tribune

L'INDOPACIFIQUE, ARTISAN DE L'ÉQUILIBRE MONDIAL ?

SESSION 29 | AMPHI 4

Bien qu'étant du point de vue géopolitique un concept émergent, l'Indopacifique est aujourd'hui au centre de l'attention internationale. C'est, au plan économique, l'une des régions les plus dynamiques du monde, regroupant près de 40% du PIB mondial.

L'intérêt qu'elle suscite tient d'abord à des questions de sécurité et de pouvoir sur fond de rivalité sino-américaine. Sa principale caractéristique est sa dimension maritime, ce qui la place au cœur des problématiques de sécurisation des voies maritimes, notamment pour les produits énergétiques et les matières premières, mais aussi de protection de la biodiversité et d'adaptation au changement climatique.

L'Indopacifique est le lieu de multiples accords recouvrant différentes alliances, ayant souvent une dimension commerciale (RCEP par exemple). Cette multiplicité illustre la complexité des relations au sein de cette zone mais aussi avec le reste du monde. La dimension économique est désormais étroitement liée à la dimension géopolitique et cette nouvelle donne confère à cette zone un rôle de pivot dans la recherche d'une alternative à une aggravation des tensions.

INTERVENANTS

Chin Tong LIEW, Vice-ministre de l'investissement, du commerce et de l'industrie, Malaisie

Françoise NICOLAS, Institut Français des Relations Internationales (IFRI)

Arnaud VAISSIÉ, International SOS

COORDINATION

Mary-Françoise RENARD, Invitée par Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Stéphanie ANTOINE, France 24

TAUX DIRECTEUR, CHOISIR ENTRE CROISSANCE ET INFLATION

SESSION 30 | AMPHI 5

À la suite de l'engorgement des chaînes de production post-Covid, des chocs énergétiques multiples et du choc agricole consécutif à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'inflation a atteint des niveaux jamais vus depuis les chocs pétroliers. Ayant comme mission principale la lutte contre l'inflation et disposant à cette fin du taux d'intérêt directeur comme meilleure arme, la BCE, la Banque d'Angleterre et la Fed – pour ne citer qu'elles – ont établi leur taux à des niveaux historiquement haut depuis 15 ans, avec des taux s'établissant fin 2023 à 4%, 5,25% ou encore 5,5%.

Ce relèvement historique des taux était donc attendu et a eu les effets escomptés. L'inflation a ainsi reflué significativement sous l'effet notamment de la politique monétaire. Pourtant, ces relèvements consécutifs ont été lourds d'effets sur la croissance, le refroidissement de l'économie passant par le canal du crédit. Le maintien des taux élevés a ainsi été perçu comme un étouffoir à la croissance : un remède plus douloureux que le mal originel ? Quel bon équilibre croissance/inflation doit permettre d'atteindre la baisse des taux ?

INTERVENANTS

Vanessa HOLTZ, Bank of America

Karamo KABA, Banque Centrale de Guinée

Salaheddine MEZOUAR, Ancien ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains, Maroc

Philippe MILLS, SFIL

COORDINATION

Bertrand JACQUILLAT, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Sabine DELANGLADE, Les Echos

GLOBALIZATION, PETTY TRADE BETWEEN FRIENDS

PRIVATIZING RESEARCH TO MUTUALIZE INNOVATION?

PUBLIC HEALTH, PREVENTION RATHER THAN CURE

THE INDO-PACIFIC : THE ARTISAN OF GLOBAL BALANCE?

KEY INTEREST RATES, CHOOSING BETWEEN GROWTH AND INFLATION

SESSION 26 | AMPHI 1

Since 2010, globalization has become increasingly complex, accentuated by the health crisis and the war in Ukraine. Global value chains are being reorganized on a regional basis, with industrial relocation and offshoring of jobs. Protectionism, mirror clauses and carbon adjustments are altering international trade. Massive subsidies for reindustrialization in Europe, the USA and China are altering the economic balance. Decarbonization of economies is reshaping global value chains. Geopolitics seem to favor a "globalization among friends" around NATO, with a possible split between the United States and China. Europe must define its role in this reconfiguration. The North-South decoupling between France and its former African colonies raises questions about the consequences for a young continent whose population is set to double by 2050. How can Europe take advantage of these changes? What challenges does this development pose for North-South relations and for long-term global stability?

SESSION 27 | AMPHI 2

French academic research is often compared to foreign models, particularly in its relationship with the private sector, following the reforms of the 2010s. These reforms, criticized for their increased competitiveness and dependence on the private sector, have encouraged the pooling of innovation.

However, unbridled innovation is exacerbating the ecological crisis. It is crucial to innovate more responsibly. How should research be structured with this in mind? Should we reinforce or limit the "privatization" of research? Although companies fund the majority of R&D, public support remains crucial to managing the risk inherent in research. Encouraging collaboration between academic and private research is important, but its organization must aim for mutual enrichment. What role should the government play in this context?

SESSION 28 | AMPHI 3

In 2019, prevention accounted for just 2 % of total healthcare expenditure in France. This weakness is not inevitable: in the same year, our British neighbors devoted 5 % of their healthcare expenditure to prevention. And by 2021, in France, tests and vaccines to combat Covid-19 have boosted prevention spending to 5.5 %. The pandemic also served as a reminder that effective access to preventive care reveals major social inequalities. And yet, the healthcare system, which is essentially curative, struggles to reach the most socially or culturally remote populations. And yet, from local authorities to schools, from community pharmacies to community health centers, many players are involved in preventive initiatives at grassroots level. How can we unleash these energies? How can we restore people's confidence in these initiatives? How can we develop disease risk reduction at all levels, upstream of curative care?

SESSION 29 | AMPHI 4

Despite being an emerging geopolitical concept, the Indo-Pacific is now at the centre of international attention. Economically, it is one of the world's most dynamic regions, accounting for almost 40% of global GDP.

Interest in the region stems primarily from questions of security and power, against a backdrop of Sino-American rivalry. Its main characteristic is its maritime dimension, which places it at the heart of the issues of securing maritime routes, particularly for energy products and raw materials, as well as protecting biodiversity and adapting to climate change.

The Indo-Pacific is the site of numerous agreements covering different alliances, often with a commercial dimension (RCEP, for example). This multiplicity illustrates the complexity of relations within the region and with the rest of the world. The economic dimension is now closely linked to the geopolitical dimension, and this new situation gives the region a pivotal role in the search for an alternative to a worsening of tensions.

SESSION 30 | AMPHI 5

As a result of post-Covid production line bottlenecks, multiple energy shocks and the agricultural shock following Russia's invasion of Ukraine, inflation has reached levels not seen since the oil shocks. The ECB, the Bank of England and the Fed - to name but a few - have all set their rates at historically high levels over the past 15 years, with rates of 4%, 5.25% and 5.5% at the end of 2023.

This historic rate hike was expected and has had the desired effect. Inflation has eased significantly, largely as a result of monetary policy. However, these consecutive rate hikes had a serious impact on growth, as the economy cooled via the credit channel. Maintaining high interest rates was thus perceived as stifling growth: a remedy more painful than the original evil? What is the right growth/inflation balance for lower rates?

SPEAKERS

Johanna HILL, World Trade Organization
Yann LERICHE, Getlink
Pierre LEVY, French Ambassador in Russia
Ludovic SUBRAN, Allianz Trade
Fauziah ZEN, ERIA (Economic Research Institute for ASEAN and East Asia)

SPEAKERS

Yasmine BELKAID, Institut Pasteur
Nicolas DUBOURG, ISALT
Norah PATTEN, Realtra Space Systems Engineering
Sylvie RETAILLEAU, Minister of High Education and Research, France
Rafaèle TORDJMAN, Jeito Capital

SPEAKERS

Thibault DESMAREST, GSK
Nick DUSSUYER, WTW
Sophie FERREIRA LE MORVAN, April
Thierry HULOT, Leem
Signe RIISALO, Minister of Social Welfare, Estonia

SPEAKERS

Chin Tong LIEW, Deputy Minister, Trade & Industry, Malaysia
Françoise NICOLAS, Institut Français des Relations Internationales (IFRI)
Arnaud VAISSIÉ, International SOS

SPEAKERS

Vanessa HOLTZ, Bank of America
Karamo KABA, Bank of Guinea
Salaheddine MEZOUAR, Former Minister of Foreign Affairs, African Cooperation and Moroccan, Morocco
Philippe MILLS, SFIL

COORDINATION

Mouhoud EL MOUHOUB, Le Cercle des économistes

COORDINATION

Ariel MENDEZ, Invitée par Le Cercle des économistes

COORDINATION

Pierre-Yves GEOFFARD, Le Cercle des économistes

COORDINATION

Mary-Françoise RENARD, Invited by Le Cercle des économistes

COORDINATION

Bertrand JACQUILLAT, Le Cercle des économistes

MODERATION

François MIGUET, Le Point

MODERATION

Philippe ESCANDE, Le Monde

MODERATION

Nicolas PRISSETTE, La Tribune

MODERATION

Stéphanie ANTOINE, France 24

MODERATION

Sabine DELANGLADE, Les Echos

REDÉFINIR LE CONTRAT SOCIAL, L'ENTREPRISE MODERNE ET SES RESPONSABILITÉS

PLÉNIÈRE 9 | AMPHI 1

Depuis les années 2000, l'entreprise est de plus en plus perçue comme la principale instance organisatrice de la vie au quotidien des citoyens, sans doute comme effet miroir du désengagement perçu de l'État en tant que pilier et repère sociétal. Cette transformation spectaculaire de l'entreprise en seulement quelques décennies est venue accoucher d'une notion nouvelle, celle de l'entreprise moderne, avec un rôle et des missions élargis pour la société, en ligne avec les attentes grandissantes de toutes ses parties prenantes.

À l'entreprise moderne sont ainsi associées des responsabilités sociales et environnementales qui dépassent très largement son périmètre économique. On y associe désormais objectifs de justice sociale et de participation à la transition environnementale. Comment appréhender ce redimensionnement du rôle de l'entreprise ? Le contrat social de l'entreprise doit-il être redéfini ?

INTERVENANTS

Philippe BRASSAC, Crédit Agricole
Pascal DEMURGER, MAIF
Florent MENEGAUX, Groupe Michelin
Sanda OJIAMBO, Pacte mondial des Nations Unies

COORDINATION

Yann ALGAN, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Sylvie KAUFFMANN, Le Monde

IA, ÉTATS, INVERSER LE RAPPORT DE FORCE

PLÉNIÈRE 10 | AMPHI 2

Les développements de l'Intelligence Artificielle (IA) se sont considérablement accélérés avec l'IA générative. Depuis, le monde vit un triple bouleversement : un premier économique, l'IA ouvrant la voie à une nouvelle révolution industrielle susceptible de détruire et de créer beaucoup d'emplois, et de reconfigurer en partie les chaînes de valeur. Un second dans les usages et les comportements, avec des avancées majeures et dans le même temps le risque de dérives éthiques dont l'actualité fournit déjà maints exemples. Et enfin un chamboulement dans la mondialisation, l'IA piétinant les frontières et engendrant une course exacerbée aux champions nationaux ou régionaux.

Face à cette vague de l'IA porteuse de tant d'inconnu, l'Europe a choisi la voie de la réglementation avec l'IA Act de 2023. Il incombe toutefois aux États de trouver le bon curseur de façon à favoriser l'innovation, ce qui implique une réglementation peu contraignante, tout en protégeant fermement les citoyens des possibles dérives de ces technologies très avancées. Ainsi, quelle doit être la ligne de conduite des États face à l'IA ?

INTERVENANTS

Delphine ERNOTTE CUNCI, France Télévisions
Aïman EZZAT, Capgemini
Paul HUDSON, Sanofi
Kristina KALLAS, Ministre de l'Éducation et de la Recherche, Estonie
Sébastien LECORNU, Ministre des Armées, France

COORDINATION

Françoise BENHAMOU, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Martial YOU, RTL

REDEFINING THE SOCIAL CONTRACT, THE MODERN CORPORATION AND IT'S RESPONSABILITIES

PLENARY 9 | AMPHI 1

Since the 2000s, the corporate sector has increasingly come to be seen as the main body organizing the day-to-day life of citizens, no doubt as a mirror effect of the perceived disengagement of the State as a pillar and landmark of society. This spectacular transformation of the company in just a few decades has given birth to a new notion, that of the modern corporation, with an expanded role and missions for society, in line with the growing expectations of all its stakeholders.

Modern companies are now associated with social and environmental responsibilities that go far beyond their economic perimeters. Social justice objectives and participation in the environmental transition are now associated with them. How should we approach this new dimension to the role of companies? Does the corporate social contract need to be redefined?

SPEAKERS

Philippe BRASSAC, Crédit Agricole
Pascal DEMURGER, MAIF
Florent MENEGAUX, Groupe Michelin
Sanda OJIAMBO, United Nations Global Compact

COORDINATION

Yann ALGAN, Le Cercle des économistes

MODERATION

Sylvie KAUFFMANN, Le Monde

AI, STATES, REVERSING THE BALANCE OF POWER

PLENARY 10 | AMPHI 2

Developments in Artificial Intelligence (AI) accelerated considerably with generative AI. Since then, the world has undergone a triple upheaval: firstly, in economic terms, with AI paving the way for a new industrial revolution likely to create and destroy many jobs, and partly reconfigure value chains. A second one, in terms of uses and behaviors, with major advances and, at the same time, the risk of ethical abuses, of which current events already provide numerous examples. And finally, there's the upheaval of globalization, with AI trampling over borders and sparking an exacerbated race for national or regional champions.

Faced with this wave of AI bringing with it so many unknowns, Europe has chosen the path of regulation with the IA Act of 2023. However, it is up to the States to find the right cursor so as to encourage innovation, which implies light-handed regulation, while firmly protecting citizens from the possible abuses of these highly advanced technologies. So, what course of action should governments take in the face of AI?

SPEAKERS

Delphine ERNOTTE CUNCI, France Télévisions
Aïman EZZAT, Capgemini
Paul HUDSON, Sanofi
Kristina KALLAS, Minister of Education and Research, Estonia
Sébastien LECORNU, Minister of Armed Forces, France

COORDINATION

Françoise BENHAMOU, Le Cercle des économistes

MODERATION

Martial YOU, RTL

COMMENT RELIER LES MONDES ?

SESSION SPÉCIALE | AMPHI 1

TBD

INTERVENANTS

Martin BILLE HERMANN, Ambassadeur, représentant permanent auprès de l'OCDE et de l'UNESCO

Avinash PERSAUD, Conseiller spécial sur le changement climatique auprès du président de la Banque interaméricaine de développement

Lars-Hendrick RÖLLER, ESMT Berlin, Allemagne

Macky SALL, Envoyé Spécial du Pacte de Paris pour les peuples et la planète

COORDINATION

Laurence BOONE, Le Cercle des économistes

HOW BRIDGE OUR WORLDS ?

SPECIAL SESSION | AMPHI 1

TBD

SPEAKERS

Martin BILLE HERMANN, Ambassador, Permanent Representative to the OECD and UNESCO

Avinash PERSAUD, Special Advisor on Climate Change to the President of the Inter-American Development Bank

Lars-Hendrick RÖLLER, ESMT Berlin, Germany

Macky SALL, Special Envoy of the Paris Agenda for People and the Planet

COORDINATION

Laurence BOONE, Le Cercle des économistes

DIMANCHE 7 JUILLET | SUNDAY JULY 7TH

LES RÉCONCILIATIONS À PENSER
RECONCILIATIONS TO THINK ABOUT

KEYNOTE

KEYNOTE 4 | AMPHI 1

TBD

INTERVENANTS

Caroline ROUX, France TV

KEYNOTE

KEYNOTE 4 | AMPHI 1

TBD

SPEAKERS

Caroline ROUX, France TV

SPORT, RELAIS D'INTÉGRATION ET D'EXCELLENCE

PLÉNIÈRE 11 | AMPHI 1

À l'été 2024, la France accueillera les JO. La tenue de cet événement nous rappelle ce que le sport peut apporter aux sociétés. Les trois valeurs de l'Olympisme sont d'ailleurs l'amitié, le respect et l'excellence

Si les conséquences positives des événements sportifs comme les Jeux Olympiques sont ambiguës, le sport comme secteur d'activité peut être un facteur de croissance, malgré son poids relativement faible, car l'ensemble des acteurs publics et privés tissent des réseaux de services et d'industries de plus en plus consolidés. Le marché du sport est central dans le marché du bien-être et des loisirs. Une deuxième question plus spécifique concerne le marché du travail des sportifs de haut niveau : les dynamiques d'offre et de demande, les rémunérations et les carrières varient d'un sport à l'autre. Cette place dans l'économie se double d'un rôle social comme catalyseur de liens. Les politiques publiques sportives et de l'éducation en attestent. À quelles conditions devient-il un élément d'intégration et de bien-être ?

INTERVENANTS

Daniel BAAL, CIC
Olivier GIRAULT, Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS)
Boris GHIRARDI, Fondateur, Level-up
Renaud MUSELIER, Conseil Régional, Provence-Alpes-Côte d'Azur
Stéphane PALLEZ, Française Des Jeux

COORDINATION

Maya BACACHE-BEAUVALLET, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Christophe JAKUBYSZYN, Les Echos

CULTIVER LA SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE

PLÉNIÈRE 12 | AMPHI 2

Le vieillissement démographique que connaissent nos sociétés fait apparaître une nouvelle donne générationnelle inédite : la proportion croissante des plus de 60 ans crée un nouveau segment démographique significatif et ce sont désormais trois voire quatre générations qui le séparent d'un autre segment tout aussi important, celui des jeunes.

Ce fossé générationnel se creuse alors même qu'il est communément admis que les valeurs traditionnelles qui permettaient à notre société de faire corps sont en voie d'effacement, que l'individualisme prime et qu'il est reproché à la jeunesse de rester vissée derrière son téléphone. Or, les sursauts consécutifs au Covid-19 ou au scandale des EHPAD l'ont rappelé : le souci de l'autre et la solidarité restent au cœur de nos valeurs. L'entraide en réponse à la dépendance peut en être l'expression au sein de la famille, ou de l'entreprise. Lieu par excellence du brassage générationnel et de la transmission de l'expérience, l'entreprise joue un rôle essentiel dans le maintien du lien entre les générations. Comment encourager cette solidarité intergénérationnelle ?

INTERVENANTS

Stacy ALGRAIN, La Corneille - Projet Jeunesse(s)
Thierry BEAUDET, CESE
Alain DI CRESCENZO, CCI France
Sylvain RABUEL, DomusVi

COORDINATION

Olivier PASTRÉ, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Patricia LOISON, France TV

SPORT, THE BATONS OF INTEGRATION AND EXCELLENCE

PLENARY 11 | AMPHI 1

In the summer of 2024, France will host the Olympic Games. Holding this event reminds us of what sport can bring to societies. Indeed, the three values of Olympism are friendship, respect and excellence.

A number of economic questions arise concerning the impact of sport. First of all, while positive consequences of sporting events such as the Olympic Games are ambiguous, sport as a sector of activity can be a growth factor, despite its relatively low weight, as all public and private players weave increasingly consolidated networks of services and industries. The sports market is central to the wellness and leisure market. A second, more specific question concerns the labor market for top-level athletes: the dynamics of supply and demand, remuneration and careers vary from one sport to another. This place in the economy goes hand in hand with a social role as a catalyst for links. Public policies on sport and education bear witness to this. This raises the question of the conditions under which sport becomes an element of integration on the one hand, and of well-being on the other.

SPEAKERS

Daniel BAAL, CIC
Olivier GIRAULT, Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS)
Boris GHIRARDI, Fondateur, Level-up
Renaud MUSELIER, Conseil Régional, Provence-Alpes-Côte d'Azur
Stéphane PALLEZ, Française Des Jeux

COORDINATION

Maya BACACHE-BEAUVALLET, Le Cercle des économistes

MODERATION

Christophe JAKUBYSZYN, Les Echos

CULTIVATING, INTERGENERATIONAL SOLIDARITY

PLENARY 12 | AMPHI 2

The demographic ageing of our societies is creating a new and unprecedented generational situation: the growing proportion of over-60s is creating a significant new demographic segment, which is now separated by three or even four generations from another equally important segment, that of young people.

The generational gap is widening at a time when it is widely acknowledged that the traditional values that held our society together are being eroded, individualism is taking precedence, and young people are being criticized for staying glued to their telephones. Yet, as the outbursts following Covid-19 and the nursing homes scandal have reminded us, concern for others and solidarity remain at the heart of our values. Mutual aid in response to dependency can be an expression of this within families, or within companies. As places where generations mix and experience is passed on, companies play essential roles in maintaining links between generations. How can we encourage intergenerational solidarity?

SPEAKERS

Stacy ALGRAIN, La Corneille - Projet Jeunesse(s)
Thierry BEAUDET, CESE
Alain DI CRESCENZO, CCI France
Sylvain RABUEL, DomusVi

COORDINATION

Olivier PASTRÉ, Le Cercle des économistes

MODERATION

Patricia LOISON, France TV

D'UNE SOCIÉTÉ DE DÉFIANCE À UNE SOCIÉTÉ DE CONFIANCE

SESSION 31 | AMPHI 1

Avons-nous basculé dans une société de l'hyper-déficance ? Si la période de la Covid-19 fut comme une parenthèse enchantée dans la confiance que les citoyens accordaient à l'État (non sans une défiance vis-à-vis du monde scientifique), la défiance semble avoir fait son retour : tels sont tout du moins les enseignements d'une enquête réalisée par l'institut OpinionWay pour le Cevipof début 2023 pour quatre pays européens.

La première et principale défiance se fait à l'encontre de la démocratie : près de deux tiers des Français considèrent ainsi que celle-ci ne fonctionne pas bien (10 points de plus qu'en 2022), contre moins de 40% en Allemagne et 58% en Italie. Celle-ci se traduit à l'encontre des hommes politiques tout comme des partis. La méfiance est également majoritaire vis-à-vis de la justice, des grandes entreprises, des banques, des syndicats et des médias. La défiance culmine pour les réseaux sociaux, à égalité avec les partis politiques. Seules les PME et l'armée obtiennent une majorité de confiance, l'échelon local étant par ailleurs plébiscité. Dans une société d'individualisation exacerbée et de menaces perçues croissantes, comment restaurer les conditions de la confiance ?

INTERVENANTS

Jacques ASCHENBROICH, Orange
Niagalé BAGAYOKO, African Security Sector Network
Gabrielle HALPERN, Philosophe
Anja LANGENBUCHER, Bill & Melinda Gates Foundation
Rupert SOAMES, The Confederation of British Industry

COORDINATION

Yann ALGAN, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Éric LE BOUCHER, Les Echos

VERS UNE RÉCONCILIATION DES CHOIX ÉNERGÉTIQUES

SESSION 32 | AMPHI 2

Les longs débats qui ont précédé l'inscription par la Commission Européenne du nucléaire sur la liste des énergies vertes sont éloquentes : le nucléaire reste un sujet qui divise largement.

L'ensemble des forces politiques sont arrivées au consensus suivant : le nucléaire est l'une des sources d'énergie les moins émettrices de gaz à effets de serre. C'est d'ailleurs la prééminence du nucléaire dans le parc énergétique hexagonal qui permet à la France d'émettre deux fois moins de CO2 lié à l'énergie que l'Allemagne. Par ailleurs, le développement du nucléaire garantit l'autonomie d'une partie de la production d'électricité, contribuant ainsi à la sécurité énergétique.

Des réserves subsistent toutefois quant aux coûts écologiques et économiques du nucléaire, en particulier concernant les coûts de construction de nouvelles centrales, l'extraction de l'uranium, le risque que pourrait constituer un accident nucléaire et le traitement des déchets radioactifs. Alors, le nucléaire n'en reste-il pas moins essentiel pour réussir la transition écologique ou n'est-ce qu'une oasis écologique ?

INTERVENANTS

Xavier BARBARO, NEOEN
Laurent GERMAIN, EGIS
Julie LAERNOES, Les Ecologistes
Nicolas MONTI, Edison

COORDINATION

Aude POMMERET, Invitée par Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Sarah WHITE, Financial Times

DE NETFLIX À TIKTOK, LES BOULEVERSEMENTS DE L'AUDIOVISUEL

SESSION 33 | AMPHI 3

L'évolution des consommations audiovisuelles a conduit au début des années 2000 à la naissance des plateformes de streaming, essentiellement consacrées à une offre de divertissement. Cet usage s'est massivement développé, aboutissant à la chute de l'audience de la télévision classique au profit des plateformes comme Netflix, Amazon Prime ou Disney+. Cette évolution a ensuite touché l'information : la consommation s'est déplacée de la télévision et autres médias classiques vers les réseaux sociaux. Si ceux-ci présentaient au départ des formats proches des médias d'origine, l'offre a évolué avec le passage des générations, maintenant tournées vers d'autres réseaux comme Instagram ou TikTok. Ce dernier est aujourd'hui le média le plus regardé par les moins de 18 ans, y compris en matière d'information, avec des formats assez éloignés des contenus habituels. Certains médias traditionnels ont choisi de s'adapter : Le Monde a ainsi ouvert son compte TikTok en 2020.

La session discutera de ces évolutions, tant sur le plan économique que sur la formation de l'opinion ou les régulations de ce nouveau monde.

INTERVENANTS

Nathalie MARCHAK, NIDA Films
Kenji MATSUBARA, SNK Corporation
Sibyle VEIL, Radio France

COORDINATION

Anne PERROT, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Amandine BÉGOT, RTL

RÉHUMANISER LA FINANCE

SESSION 34 | AMPHI 4

Propulsée par le double mouvement de libéralisation des économies et de mondialisation, et par les progrès de la technologie, la finance a connu dans les années 1980 un essor sans précédent. A partir des années 1990, la finance a fini par occuper une place centrale avant de faire face, crise après crise, à des dérives de plus en plus significatives. La crise des subprimes de 2008 fut bien entendu le point d'orgue d'une finance en grande partie irresponsable et dont les dérives manifestes ont plongé le monde dans la récession et ont causé la perte de dizaines de millions d'emplois.

C'est sur les décombres de cette crise que la finance a affiché sa volonté de mettre en avant une approche plus responsable et plus humaine qui devait se traduire dans ses pratiques. Quelques années plus tard, c'est un virage environnemental et durable qui est attendu de la finance autour de pratiques d'investissement bien plus scrutées. Quel premier bilan pouvons-nous faire de ces quinze premières années de « réhumanisation » de la finance ? Le monde d'après ou le monde d'avant ... en pire ?

INTERVENANTS

Aurore LALUCQ, Députée européenne
Edouard VIEILLEFOND, CCR

COORDINATION

Bertrand BADRÉ, Invité par Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Florence DE SOULTRAIT, M6

BIODIVERSITÉ, RELIER LES MONDES DU VIVANT

SESSION 35 | AMPHI 5

Le terme biodiversité a été obtenu par la contraction des mots biologie et diversité : elle désigne la diversité des organismes vivants (faune, flore, bactéries) et des écosystèmes présents sur la planète. Depuis le Sommet de la Terre de 1992, la préservation de la biodiversité est devenue l'un des axes majeurs du développement durable et l'une de ses premières urgences, à mesure que son érosion s'accélérait.

L'urgence est en effet réelle : d'après les scientifiques, un cinquième de toutes les espèces vivantes pourrait disparaître dans les 30 ans à venir. Les milieux naturels sont également fragilisés : plus de 35 % des milieux humides littoraux et continentaux ont disparu depuis 1970 dans le monde et les forêts tropicales pourraient disparaître d'ici 50 à 70 ans. Ces pertes sont dues essentiellement aux activités humaines qui causent la destruction des écosystèmes abritant la biodiversité : urbanisation, déforestation, exploitation des ressources, agriculture intensive, changement climatique. Or la biodiversité est vitale pour le monde humain, aussi bien pour l'alimentation, pour la médecine que pour son rôle régulateur pour le climat. Comment peut-on relier les mondes du vivant ?

INTERVENANTS

Mads Flarup CHRISTENSEN, Greenpeace international
Elisabeth CLAVERIE DE SAINT MARTIN, CIRAD
Guillaume LE CUNFF, Nespresso
Omnia EL OMRANI, COP28

COORDINATION

Lionel FONTAGNE, Le Cercle des économistes

MODÉRATION

Brigitte BOUCHER, LCP-AN

FROM A SOCIETY OF DISTRUST TO A SOCIETY OF TRUST

SESSION 31 | AMPHI 1

Have we tipped over into a society of hyper-trust? According to a survey carried out by the OpinionWay institute for Cevipof in early 2023 for four European countries, it would appear that mistrust has made a comeback since Covid-19.

The first and foremost distrust is towards democracy: almost two-thirds of French people consider that it does not function well (10 points more than in 2022), compared with less than 40% in Germany and 58% in Italy. This is reflected in their distrust of politicians and political parties alike. The majority also distrust the justice system, big business, banks, trade unions and the media. Distrust peaks for social networks, on a par with political parties. Only small and medium-sized businesses and the army are trusted by a majority, while the local level is the most trusted. In a society of exacerbated individualization and growing perceived threats, how can we restore the conditions of trust?

SPEAKERS

Jacques ASCHENBROICH, Orange
Niagalé BAGAYOKO, African Security Sector Network
Gabrielle HALPERN, Philosophe
Anja LANGENBUCHER, Bill & Melinda Gates Foundation
Rupert SOAMES, The Confederation of British Industry

COORDINATION

Yann ALGAN, Le Cercle des économistes

MODERATION

Éric LE BOUCHER, Les Echos

TOWARDS A RECONCILIATION OF ENERGY CHOICES

SESSION 32 | AMPHI 2

The lengthy debates that preceded the European Commission's inclusion of nuclear power on the list of green energies speak for themselves: nuclear power remains a highly divisive issue.

All political forces have reached the following consensus: nuclear power is one of the energy sources that emits the least greenhouse gases. In fact, it is the pre-eminence of nuclear power in the French energy mix that enables France to emit half as much energy-related CO2 as Germany. In addition, the development of nuclear power guarantees the autonomy of part of the country's electricity production, thus contributing to energy security.

Reservations remain, however, about the ecological and economic costs of nuclear power, in particular the cost of building new plants, uranium mining, the risk of a nuclear accident and the treatment of radioactive waste. So, is nuclear power still essential to a successful ecological transition, or is it merely an ecological oasis?

SPEAKERS

Xavier BARBARO, NEOEN
Laurent GERMAIN, EGIS
Julie LAERNOES, Les Ecologistes
Nicolas MONTI, Edison

COORDINATION

Aude POMMERET, Invited by Le Cercle des économistes

MODERATION

Sarah WHITE, Financial Times

FROM NETFLIX TO TIKTOK, THE UPHEVALS OF THE AUDIOVISUAL INDUSTRY

SESSION 33 | AMPHI 3

In the early 2000s, the evolution of audiovisual consumption led to the birth of streaming platforms, essentially dedicated to entertainment. This use has grown massively, leading to a decline in the audience for traditional television, to the benefit of platforms such as Netflix, Amazon Prime or Disney+. This evolution then affected information: consumption shifted from television and other traditional media to social networks. While these initially presented formats close to the original media, the offer has evolved with the passing of generations, now turned to other networks such as Instagram or TikTok. TikTok is now the most popular medium for under-18s, including for news, with formats (short videos) that are far removed from traditional content. Some traditional media have chosen to adapt: Le Monde, for example, opened its TikTok account in 2020.

The session will discuss these developments, from an economic point of view, as well as in terms of opinion-forming and regulation in this new world.

SPEAKERS

Nathalie MARCHAK, NIDA Films
Kenji MATSUBARA, SNK Corporation
Sibyle VEIL, Radio France

COORDINATION

Anne PERROT, Le Cercle des économistes

MODERATION

Amandine BÉGOT, RTL

REHUMANIZING FINANCE

SESSION 34 | AMPHI 4

Driven by the twin forces of economic liberalization, globalization and technological progress, finance experienced an unprecedented boom in the 1980s. From the 1990s onwards, finance came to occupy a central position, only to be confronted, crisis after crisis, with increasingly significant abuses. The subprime crisis of 2008 was, of course, the culmination of a largely irresponsible finance sector whose manifest excesses plunged the world into recession and caused the loss of tens of millions of jobs.

It was from the rubble of this crisis that the financial industry demonstrated its determination to put forward a more responsible and humane approach, which was to be reflected in its practices. A few years later, finance is now expected to turn its attention to the environment and sustainability, with investment practices coming under even greater scrutiny. How would you sum up the first fifteen years of the "rehumanization" of finance? The world after or the world before... only worse?

SPEAKERS

Aurore LALUCQ, Member of the European Parliament
Edouard VIELLEFOND, CCR

COORDINATION

Bertrand BADRÉ, Invité par Le Cercle des économistes

MODERATION

Florence DE SOULTRAIT, M6

BIODIVERSITY, LINKING THE WORLDS OF LIFE

SESSION 35 | AMPHI 5

The term biodiversity comes from the contraction of the words biology and diversity: it designates the diversity of living organisms (fauna, flora, bacteria) and ecosystems present on the planet. Since the 1992 Earth Summit, preservation of biodiversity has become one of the major thrusts of sustainable development, and one of its most urgent priorities.

The urgency is real: according to scientists, a fifth of living species could disappear within the next 30 years. Natural environments are also under threat: more than 35% of the world's coastal and continental wetlands have disappeared since 1970, and tropical forests could disappear within 50 to 70 years. These losses are mainly due to human activities: urbanization, deforestation, resource exploitation, intensive agriculture and climate change. Yet biodiversity is vital to the human world, for food, medicine and climate regulation. How can we connect the worlds of the living?

SPEAKERS

Mads Flarup CHRISTENSEN, Greenpeace international
Elisabeth CLAVERIE DE SAINT MARTIN, CIRAD
Guillaume LE CUNFF, Nespresso
Omnia EL OMRANI, COP28

COORDINATION

Lionel FONTAGNE, Le Cercle des économistes

MODERATION

Brigitte BOUCHER, LCP-AN

RÉCONCILIER POLITIQUES ET ÉCONOMISTES

LA MODE, CRÉATRICE DE LIENS ?

SOBRIÉTÉ, ENTRE ESPOIRS ET RÉALITÉ

IA, RÉCONCILIER LES MONDES VIRTUELS ET RÉELS

LES ÉCONOMISTES PEUVENT-ILS MESURER LE BONHEUR ?

CONTROVERSE 16 | AMPHI 1

Le XXème siècle recèle d'exemples célèbres d'économistes qui ont exercé une influence politique considérable: Keynes et son rôle d'architecte dans les accords de Bretton Woods, ou Friedman, théoricien concepteur des politiques monétaires des années 1980. Pourtant, aujourd'hui ce lien semble rompu.

Plusieurs raisons peuvent être avancées : tout d'abord une inclinaison tendancielle de plus en plus marquée des programmes politiques vers le populisme. Même au sein des démocraties, ceux-ci essaient trop souvent de dire ce que les citoyens souhaitent entendre, privilégiant une logique de court terme, là où la temporalité de l'économiste est celle du temps long. La scission est d'autant plus marquée à mesure que les politiques font face à des défis structurels de plus en plus écrasants : les mesures préconisées par les économistes peuvent alors être perçues comme impopulaires, donc peu audibles. Le récent contre-exemple du rapport Pisani-Ferry pour l'environnement montre cependant que l'alliance fonctionne toujours. L'expertise des économistes est-elle assez prise en compte dans l'élaboration des politiques publiques ? Les économistes ont-ils leur place comme conseillers auprès des politiques ?

INTERVENANTS

Jacques ATTALI, Attali Associates
Aléxis TSIPRAS, Ancien Premier Ministre, Grèce

COORDINATION - MODERATION

Alexandra BENSARD, France Inter

CONTROVERSE 17 | AMPHI 2

TBD

INTERVENANTS

Pascal MORAND, Fédération de la Haute Couture et de la Mode
Anoushka BORGHESI, Giorgio Armani

COORDINATION - MODERATION

Stéphanie ANTOINE, France 24

CONTROVERSE 18 | AMPHI 3

La nécessité de concilier la croissance économique avec la protection de l'environnement constitue l'un des défis majeurs du XXIe siècle. Alors que le développement économique est crucial pour répondre aux besoins croissants des sociétés, l'impératif de sobriété environnementale devient de plus en plus pressant pour limiter les effets dévastateurs du changement climatique et de la dégradation écologique. Dans ce contexte, il est essentiel d'examiner le rôle des entreprises, des investisseurs et des entrepreneurs dans la promotion de pratiques économiques sobres, tout en maintenant leur viabilité financière.

Cela soulève des questions cruciales sur les défis de transition d'une économie axée sur la surconsommation vers une économie plus sobre, ainsi que sur la conception de cadres réglementaires et de mécanismes de gouvernance favorisant ces comportements sobres sans compromettre la compétitivité des entreprises. Peut-on concilier capitalisme et sobriété ?

INTERVENANTS

Emmanuel GOLDSTEIN, Morgan Stanley
Arnaud PIETON, Technip Energies

COORDINATION - MODERATION

Anne DE GUIGNÉ, Le Figaro

CONTROVERSE 19 | AMPHI 4

La rencontre entre le réel et le virtuel dans le monde numérique redéfinit notre manière d'interagir avec la technologie et de percevoir notre environnement. À travers des outils tels que la réalité augmentée et virtuelle, cette convergence brouille les frontières entre ce qui est authentique et ce qui est simulé, remodelant ainsi nos expériences quotidiennes et nos interactions sociales. Cette fusion engendre à la fois des opportunités d'innovation sans précédent et des défis éthiques majeurs.

En explorant ces dynamiques, il devient évident que comprendre les implications de cette convergence est essentiel pour une navigation éclairée dans le paysage numérique contemporain. L'évolution de nos identités en ligne, les enjeux réglementaires liés à la protection des données et la nécessité de favoriser une utilisation responsable des technologies numériques sont autant de questions cruciales qui nécessitent une réflexion approfondie. L'IA va-t-elle nous permettre de réconcilier les mondes réels et virtuels ? Est-elle, ou deviendra-t-elle, un danger pour nos sociétés ?

INTERVENANTS

Mathieu COURTECUISE, Sia Partners
Elisabeth MORENO, Ring Africa

COORDINATION - MODERATION

Océane HERRERO, POLITICO

CONTROVERSE 20 | AMPHI 5

Les économistes ont à bien des égards une tâche difficile, voire impossible, car leur champ d'étude se situe à l'intersection de deux disciplines qu'ils ne peuvent contenter : la science et l'étude de l'homme. Mais qu'en est-il de l'économie en tant que « science humaine » au plus près de ce qui intéresse véritablement l'homme, à un sens presque philosophique : son bonheur ?

Avec des indicateurs quantitatifs et objectifs, les économistes semblent bien loin d'être en mesure d'appréhender les multiples et complexes compartiments qualitatifs et subjectifs qui font le bonheur humain. Pourtant, ils sont, avec les philosophes et les sociologues, les principaux penseurs qui traitent des facteurs essentiels au bonheur de l'homme : le travail, la rémunération, la santé, les relations sociales... Des indicateurs intégrant d'autres variables que l'économie ont par ailleurs déjà été conçus par certains. Quel est le véritable apport de l'économiste dans la mesure du bonheur ? Peut-on intégrer le bonheur dans des mesures plus traditionnelles de développement ?

INTERVENANTS

Marlène DOLVECK, SNCF Gares & Connexions
Robert ZARADER, Bona fidé

COORDINATION - MODERATION

Claudia SENIK, Le Cercle des économistes

RECONCILING POLITICIANS AND ECONOMISTS

DOES FASHION CREATE LINKS ?

SOBRIETY, BETWEEN HOPES AND REALITY

AI, RECONCILING VIRTUAL AND REAL WORLDS

CAN ECONOMISTS MEASURE HAPPINESS?

CONTROVERSY 16 | AMPHI 1

CONTROVERSY 17 | AMPHI 2

CONTROVERSY 18 | AMPHI 3

CONTROVERSY 19 | AMPHI 4

CONTROVERSY 20 | AMPHI 5

The 20th century is littered with famous examples of economists who exerted considerable political influence: Keynes and his role as architect of the Bretton Woods agreements, or Friedman, the theoretician who designed the monetary policies of the 1980s. Today, however, this link seems broken.

TBD

The need to reconcile economic growth with environmental protection is one of the major challenges of the 21st century. While economic development is crucial to meeting society's growing needs, the imperative of environmental sobriety is becoming ever more pressing to limit the devastating effects of climate change. In this context, it is essential to examine the role of companies, investors and entrepreneurs in promoting sober economic practices, while maintaining their financial viability.

The encounter between reality and the virtual in the digital world is redefining the way we interact with technology and perceive our environment. Through tools such as augmented and virtual reality, this convergence blurs the boundaries between what is authentic and what is simulated, reshaping our everyday experiences and social interactions. This fusion creates both unprecedented opportunities for innovation and major ethical challenges.

In many ways, economists have a difficult, if not impossible, task, for their field of study lies at the intersection of two disciplines that they cannot satisfy: science and the study of man. But what about economics as a "human science" that is as close as possible to what really interests man, in an almost philosophical sense: his happiness?

There are several reasons for this: firstly, political platforms are increasingly tending towards populism. Even within democracies, political platforms too often try to say what citizens want to hear, favouring a short-term logic, whereas the economist's temporality is that of the long term. The split is all the more pronounced as politicians face increasingly overwhelming structural challenges, and the measures advocated by economists can be perceived as unpopular. The recent counter-example of the Pisani-Ferry report on the environment shows, however, that the alliance still works. Is the expertise of economists sufficiently taken into account in public policy-making?

These questions highlight the major challenges involved in moving from an economy focused on over-consumption to one that is more sober, and underscore the importance of developing regulatory frameworks and governance mechanisms that promote this sobriety, while preserving corporate competitiveness. So, can capitalism and sobriety be reconciled?

As we explore these dynamics, it becomes clear that understanding the implications of this convergence is essential for informed navigation of the contemporary digital landscape. The evolution of our online identities, the regulatory issues surrounding data protection and the need to foster responsible use of digital technologies are all crucial questions that require careful consideration. Will AI enable us to reconcile the real and virtual worlds? Is it, or will it become, a danger for our societies?

With their quantitative and objective indicators, economists seem far from being able to grasp the multiple and complex qualitative and subjective compartments that make up human happiness. Yet, along with philosophers and sociologists, they are the main thinkers who deal with the factors essential to human happiness: work, remuneration, health, social relations... Indicators incorporating variables other than economics have already been devised by some. What is the economist's real contribution to the measurement of happiness? Can happiness be integrated into more traditional measures of development?

SPEAKERS

Jacques ATTALI, Attali Associates
Aléxis TSIPRAS, Former Prime Minister, Greece

SPEAKERS

Pascal MORAND, Fédération de la Haute Couture et de la Mode
Anoushka BORGHESI, Giorgio Armani

SPEAKERS

Emmanuel GOLDSTEIN, Morgan Stanley
Arnaud PIETON, Technip Energies

SPEAKERS

Mathieu COURTECUISSÉ, Sia Partners
Elisabeth MORENO, Ring Africa

SPEAKERS

Mariène DOLVECK, SNCF Gares & Connexions
Robert ZARADER, Bona fidé

COORDINATION - MODERATION

Alexandra BENSARD, France Inter

COORDINATION - MODERATION

Stéphanie ANTOINE, France 24

COORDINATION - MODERATION

Anne DE GUIGNÉ, Le Figaro

COORDINATION - MODERATION

Océane HERRERO, POLITICO

COORDINATION - MODERATION

Claudia SENIK, Le Cercle des économistes

DES STANDARDS EUROPÉENS, UNE INSPIRATION POUR LE MONDE

SESSION 36 | AMPHI 1

L'Union Européenne (UE) se distingue par sa capacité à ériger des standards réglementaires, tant financiers qu'industriels, jouant ainsi un rôle majeur dans un monde de plus en plus complexe. Face à des crises multiples et un ordre mondial multipolaire, l'UE a consolidé son influence politique par le biais de normes, telles que le prix carbone et la réglementation de l'intelligence artificielle. Les normes financières européennes renforcent la confiance mondiale dans les marchés, assurant une stabilité financière étendue au-delà des frontières. De même, les normes industrielles garantissent la qualité des produits, favorisant la compétitivité internationale.

En défendant vigoureusement les standards démocratiques, l'Europe façonne le monde, inspirant d'autres régions à adopter des modèles similaires. L'Europe peut-elle réellement être considérée comme une puissance normative internationale ? Quels défis l'UE pourrait-elle rencontrer dans le maintien et l'adaptation de ses normes à l'avenir, compte tenu des évolutions rapides des technologies et des enjeux mondiaux ?

INTERVENANTS

Stéphane BOUJNAH, Euronext
Pierre GRAMEGNA, ESM (European Stability Mechanism)
Tanja MISCEVIC, Ministre de l'intégration européenne, Serbie
Neale RICHMOND, Ministre adjoint au ministère des finances, des services financiers, des coopératives de crédit et des assurances, Irlande

COORDINATION

Benoît COEURÉ, Le Cercle des économistes

MODERATION

Béatrice MATHIEU, L'Express

SPORT ET J.O. FACE AUX ENJEUX DE RÉCONCILIATIONS

SESSION 37 | AMPHI 2

Les grands événements sportifs mondiaux, tels que les JO ou la Coupe du Monde de football, ont toujours été des « moments » hautement diplomatiques. On retient souvent les éditions « critiques », celles qui ont conduit à des boycotts (les Etats-Unis au moment des JO de Moscou en 1980) ou organisées au sein de dictatures (les JO de Berlin en 1936, la Coupe du Monde en Argentine en 1978). Mais, les Jeux Olympiques ont parfois été des espaces de réconciliation et de rapprochement entre les nations. Un exemple emblématique est celui des JO 1964 à Tokyo, qui ont marqué le retour du Japon sur la scène internationale après la Seconde Guerre mondiale. Plus récemment, les JO d'hiver de 2018 à Pyeongchang ont permis une détente temporaire des tensions dans la péninsule coréenne, avec la participation du Nord et du Sud sous une bannière commune. Les JO de Paris s'ouvriront, dans quelques jours, dans un environnement géopolitique marqué par le retour des conflits et par une fragmentation de la globalisation. La trêve olympique sera-t-elle une courte parenthèse désenchantée ? Ou la magie de l'événement produira-t-elle des premiers signaux (faibles) de réconciliation ?

INTERVENANTS

Samuel DUCROQUET, Ambassadeur pour le Sport
Alexandre MARS, Paris 2024
Nicolas NOTEBAERT, VINCI Concessions
Olivier OULLIER, Inclusive Brains
Susannah RODGERS, Médaille d'or paralympique
Arnaud SOURISSEAU, OMS (One Man Support)

COORDINATION

Patrice GEOFFRON, Le Cercle des économistes

MODERATION

Denis CARREAUX, Nice-Matin

RÉENCHANTER LES INDUSTRIES GRÂCE À L'IA

SESSION 38 | AMPHI 3

L'IA, qu'elle dérange ou qu'elle réjouisse, est désormais utilisée dans de nombreux domaines : médias, santé, finance, automobile, énergie, et même agriculture et éducation. Cette technologie permettant d'effectuer des tâches plus ou moins complexes et sur simple demande est vue comme ayant un potentiel extraordinaire dans l'analyse de situation, la résolution de problème et l'aide à la prise de décision. Cependant, l'utilisation croissante de l'IA fait du souci à nombre de protagonistes : celle-ci, programmée pour remplacer l'humain dans des tâches de routine, pourrait menacer de nombreux métiers, notamment les emplois administratifs et de bureau. De plus, de nombreux analystes prédisent la chute de l'industrie de l'intelligence artificielle, causée notamment par les procès sur les droits d'auteur et les usages déviants.

Comment l'IA peut-elle améliorer l'efficacité des industries traditionnelles, et transformer les modèles commerciaux existants ? Quels sont les avantages concurrentiels que l'IA peut offrir aux entreprises ? Comment l'utiliser de manière éthique et responsable ?

INTERVENANTS

Erik BRYN JOLFSSON, Stanford Institute for Human-Centered AI
Alexandre MARS, Paris 2024
Pascale FUNG, Université des sciences et technologies de Hong Kong
Guillaume LIEGEY, Explain
Laurent SOLLY, Meta
Minggang ZHANG, Huawei France

COORDINATION

Pierre JACQUET, Le Cercle des économistes

MODERATION

Emmanuel DUTEIL, L'Usine Nouvelle

RAPPROCHER LES CULTURES PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES

SESSION 39 | AMPHI 4

On a pu croire que la mondialisation favoriserait la circulation des contenus culturels et contribuerait au rapprochement des cultures. Des économistes ont démontré qu'elle nourrit une certaine forme d'uniformisation et de standardisation des contenus entre les sociétés tout en créant de nouvelles formes culturelles nées de l'hybridation et des échanges à l'intérieur des sociétés. Ces échanges se sont intensifiés avec Internet et le numérique, formidables outils de diffusion permettant un accès quasi-illimité à l'information.

Mais les tensions grandissantes des relations internationales et l'accentuation de la compétition en matière de soft power ont réduit l'ampleur de ces rapprochements. Une meilleure compréhension des différences culturelles, des croyances et des systèmes de valeur nationaux peut contribuer à la paix comme au développement des échanges économiques. Les pays et les peuples sont-ils plus proches par la connaissance culturelle qu'ils ont les uns des autres ? Cette connaissance conduit-elle à plus de tolérance ? Quel rôle joue l'éducation ? Comment tirer parti de l'interculturalité ?

INTERVENANTS

Carina JAATINEN, Musée d'architecture de Finlande & Musée du design
Dominique MEYER, Scala de Milan
Christopher PRATT, MARSAIL
Mathilde VERMER, Auteure
Jiakai YUAN, Shanghai Ethno Philanthropy Fund

COORDINATION

Françoise BENHAMOU, Le Cercle des économistes

MODERATION

Laurent GRASSIN, Boursorama

DÉPASSER LES COMMUNAUTARISMES

SESSION 40 | AMPHI 5

C'est à tous les niveaux de la société que les mondes doivent être reliés et, réussir cela, c'est aussi identifier ce qui les sépare. Le manque de dialogue entre les groupes communautaires empêche de créer un réel vivre-ensemble et de relier les mondes. Pour autant, la diversité culturelle est une grande richesse que nos sociétés exploitent souvent trop peu, ou mal. L'éducation à l'interculturalité est un outil majeur dans le dépassement des communautarismes.

Cela dit, aider les diverses communautés en les accompagnant dans leur intégration, leur contact avec les autres et leur résilience face aux discriminations est le rôle de plusieurs acteurs, dont l'Etat, les médias et la société civile. Comment favoriser leur intégration sociale et encourager leur participation citoyenne ? Quelles politiques publiques peuvent être mises en place pour favoriser l'inclusion de tous les groupes communautaires, et comment mesurer l'efficacité de telles politiques ? Quel rôle les médias et les entreprises ont-ils à jouer dans une meilleure inclusivité de la société, et dans la lutte contre les stéréotypes ?

INTERVENANTS

Tabatha BULL, Conseil Canadien pour le Commerce Autochtone
Christopher CALDWELL, Journaliste
Christophe LERIBAUT, Château de Versailles
Benoit PAYAN, Maire de Marseille, France
Bintou TRAORE, Activiste

COORDINATION

Chloé MORIN, Invitée par Le Cercle des économistes

MODERATION

Séverin HUSSON, La Croix

EUROPEAN STANDARDS, AN INSPIRATION FOR THE WORLD

SPORT, THE OLYMPIC GAMES AND THE CHALLENGES OF RECONCILIATION

REENCHANTING INDUSTRIES WITH AI

BRIDGING CULTURES ACROSS BORDERS

GOING BEYOND COMMUNAUTARISM

SESSION 36 | AMPHI 1

The European Union (EU) stands out for its ability to set regulatory standards, both financial and industrial, thus playing a major role in an increasingly complex world. Facing multiple crises and a multipolar world order, the EU has consolidated its political influence through standards, such as carbon pricing and regulation of artificial intelligence. European financial standards strengthen global confidence in markets, ensuring extended financial stability across borders. Likewise, industrial standards guarantee product quality, promoting international competitiveness.

By vigorously defending democratic standards, Europe shapes the world, inspiring other regions to adopt similar models. Can Europe really be considered an international normative power? What challenges might the EU face in maintaining and adapting its standards in the future, considering rapid developments in technology and global issues?

SPEAKERS

Stéphane BOUJNAH, Euronext
Pierre GRAMEGNA, ESM (European Stability Mechanism)
Tanja MISCEVIC, Minister for European Integration, Serbia
Neale RICHMOND, Minister of State at the Department of Finance, Financial Services, Credit Unions and Insurance, Ireland

COORDINATION

Benoît COEURÉ, Le Cercle des économistes

MODERATION

Béatrice MATHIEU, L'Express

SESSION 37 | AMPHI 2

Major world sporting events, such as the O.G. or the Football World Cup, have always been highly diplomatic 'moments'. We often remember the 'critical' editions, those that led to boycotts (the United States at the time of the Moscow Olympics in 1980) or were organised within dictatorships (the Berlin Olympics in 1936, the World Cup in Argentina in 1978). However, the Olympic Games have sometimes been forums for reconciliation and rapprochement between nations. An emblematic example is the 1964 Olympic Games in Tokyo, which marked Japan's return to the international stage after the Second World War. More recently, the 2018 Winter Olympics in Pyeongchang led to a temporary easing of tensions on the Korean peninsula, with both North and South participating under a common banner.

In a few days' time, the Paris Olympics will open in a geopolitical environment marked by the return of conflict and the fragmentation of globalisation. Will the Olympic truce be a short, disillusioned interlude? Or will the magic of the event produce the first (weak) signal of reconciliation?

SPEAKERS

Samuel DUCROQUET, Sport's Ambassador
Alexandre MARS, Paris 2024
Nicolas NOTEBAERT, VINCI Concessions
Olivier OULLIER, Inclusive Brains
Susannah RODGERS, Paralympic Gold Medalist
Arnaud SOURISSEAU, OMS (One Man Support)

COORDINATION

Patrice GEOFFRON, Le Cercle des économistes

MODERATION

Denis CARREAUX, Nice-Matin

SESSION 38 | AMPHI 3

AI, whether it disturbs or delights, is now used in many fields: media, healthcare, finance, automotive, energy, and even agriculture and education. This technology for performing tasks of varying complexity on demand is seen as having extraordinary potential in situation analysis, problem solving and decision support. However, the growing use of AI is causing concern among many protagonists: programmed to replace humans in routine tasks, it could threaten many professions, particularly administrative and clerical jobs. What's more, many analysts predict the downfall of the AI industry, caused in particular by copyright lawsuits and deviant uses.

How can AI improve the efficiency of traditional industries, and transform existing business models? What competitive advantages can AI offer companies? How can it be used ethically and responsibly?

SPEAKERS

Erik BRYNJOLFSSON, Stanford Institute for Human-Centered AI
Pascale FUNG, Hong Kong University of Science and Technology
Guillaume LIEGEY, Explain
Laurent SOLLU, Meta
Minggang ZHANG, Huawei France

COORDINATION

Pierre JACQUET, Le Cercle des économistes

MODERATION

Emmanuel DUTEIL, L'Usine Nouvelle

SESSION 39 | AMPHI 4

One might have thought that globalization would encourage the circulation of cultural content and bring cultures closer together. Economists have shown that it feeds a certain form of uniformization and standardization of content between societies, while at the same time creating new cultural forms born of hybridization and exchanges within societies. These exchanges have intensified with the Internet and digital technology, formidable tools for disseminating information with virtually unlimited access.

But growing tensions in international relations and increased competition for soft power have reduced the scale of these rapprochements. A better understanding of cultural differences, beliefs and national value systems can contribute to peace, as well as to the development of economic exchanges.

Are countries and peoples closer to one another as a result of their cultural knowledge of one another? Does this knowledge lead to greater tolerance? What role does education play? How can we take advantage of interculturality?

SPEAKERS

Carina JAATINEN, Museum of Finnish Architecture & Design Museum
Dominique MEYER, Scala de Milan
Christopher PRATT, MARSAIL
Mathilde VERMER, Auteure
Jiakai YUAN, Shanghai Ethno Philanthropy Fund

COORDINATION

Françoise BENHAMOU, Le Cercle des économistes

MODERATION

Laurent GRASSIN, Boursorama

SESSION 40 | AMPHI 5

It is at all levels of society that worlds must be connected and, achieving this also means identifying what separates them. The lack of dialogue between community groups prevents us from really living together and connecting worlds. However, cultural diversity is a rich asset that our societies often exploit too little, or poorly. Intercultural education is a major tool in overcoming communitarianism.

That said, helping various communities by supporting them in their integration, their contact with others and their resilience in the face of discrimination is the role of several actors, including the State, the media and civil society. How can we promote their social integration and encourage their civic participation? What public policies can be put in place to promote the inclusion of all community groups, and how can the effectiveness of such policies be measured? What role must the media and businesses play in making society more inclusive and in the fight against stereotypes?

SPEAKERS

Tabatha BULL, Conseil Canadien pour le Commerce Autochtone
Christopher CALDWELL, Journalist
Christophe LERIBAUT, Château de Versailles
Benoît PAYAN, Mayor of Marseille, France
Bintou TRAORE, Activist

COORDINATION

Chloé MORIN, Invited by Le Cercle des économistes

MODERATION

Séverin HUSSON, La Croix

ÉCRIRE UN RÉCIT COMMUN

PLÉNIÈRE FINALE | AMPHI 1

Même s'ils sont en ce moment fragmentés, nos mondes sont usuellement reliés par des liens économiques qui arriment les pays entre eux. Réunis depuis 1945 au sein de l'Organisation des Nations Unies, les pays étaient également mus par un même objectif de paix : au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, préserver la paix à tout prix était le premier récit de l'humanité. Écrire un récit économique commun devait permettre d'atteindre cet objectif.

Quel récit commun et quelles valeurs réunissent les individus entre eux ? Le vivre-ensemble, l'amour de son pays et de son histoire, la solidarité avec son prochain, le partage : où en sommes-nous dans ces valeurs fondamentales qui devraient nous réconcilier ?

Deux objectifs fondamentaux pour l'humanité devraient être inscrits au premier chapitre de notre récit commun : la préservation de la paix, aujourd'hui menacée, et la préservation de notre planète, également menacée. Quel récit commun doit unir notre humanité et les peuples qui la font ?

INTERVENANTS

François HOLLANDE, Ancien Président de la République

Peter MANDELSON, Global Counsel

Louise MUSHIKIWABO, OIF (Organisation Internationale de la Francophonie)

COORDINATION

Jean-Hervé LORENZI, Les Rencontres Économiques d'Aix en Provence

MODÉRATION

TBD

WRITING A SHARED STORY

FINAL PLENARY | AMPHI 1

Even though they are currently fragmented, our worlds are usually linked by economic ties that bind countries together. Reunited since 1945 within the United Nations, countries were also driven by the same objective of peace: in the aftermath of the Second World War, preserving peace at all costs was humanity's primary narrative. Writing a common economic narrative was to help achieve this goal.

What common narrative and what values bring people together? Living together, the love one has for their country and history, solidarity with one's neighbor, sharing: where do we stand in terms of these fundamental values that should reconcile us?

Two fundamental objectives for humanity should be written into the first chapter of our common narrative: preservation of peace, now under threat, and preservation of our planet, also under threat. What common narrative should unite our humanity and the peoples who make it ?

SPEAKERS

François HOLLANDE, French Former President

Peter MANDELSON, Global Counsel

Louise MUSHIKIWABO, OIF (Organisation Internationale de la Francophonie)

COORDINATION

Jean-Hervé LORENZI, Les Rencontres Économiques d'Aix en Provence

MODERATION

TBD

CLÔTURE

CLÔTURE | AMPHI 1

INTERVENANTS

COORDINATION

MODÉRATION

CLOSING

CLOSING | AMPHI 1

SPEAKERS

COORDINATION

MODERATION

